

LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE



SOMMAIRE

Présentation p. 3

Après la signature de l'accord
entre les Etats-Unis et la Chine
sur son entrée
à l'Organisation mondiale
du commerce p. 21

Qu'est-ce que les Balkans ? p. 57
(Par Lucien Gauthier)

Les régions, la monarchie
et la formation de la république
au moment de la Révolution française p. 75
(Par Catherine Louise)

Discussion avec des militants russes
sur le Manifeste adopté
lors du Quatrième Congrès mondial
de la IV^e Internationale p. 87

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution.»

Léon Trotsky

LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

SOMMAIRE

Présentation p. 3

**Après la signature de l'accord
entre les États-Unis et la Chine
sur son entrée
à l'Organisation mondiale
du commerce** p. 21

Qu'est-ce que les Balkans ? p. 57
(Par Lucien Gauthier)

**Les régions, la monarchie
et la formation de la république
au moment de la Révolution française** p. 75
(Par Catherine Louise)

**Discussion avec des militants russes
sur le Manifeste adopté
lors du Quatrième Congrès mondial
de la IV^e Internationale** p. 87

SOMMAIRE

Présentation p. 3

Après la signature de l'accord
entre les Etats-Unis et la Chine
sur son entrée
à l'Organisation mondiale
du commerce p. 21

Qu'est-ce que les Balkans ? p. 27
(Par Lucien Gauthier)

Les régions, la branche
et la formation de la république
au moment de la Révolution française p. 35
(Par Gabriel Lasser)

Discussion avec des militants russes
sur le Manifeste adopté
lors du huitième Congrès mondial
de la IV^e internationale p. 67

Présentation

Ce numéro de *La Vérité* comprend un article centré sur le traité entre les Etats-Unis et la Chine, qui ouvre à celle-ci les portes de l'OMC ; un article sur les Balkans, qui se conclut par le manifeste adopté par la conférence balkanique des 13 et 14 novembre 1999 ; un article intitulé "Les régions, la monarchie et la formation de la république au moment de la Révolution française", ainsi que des contributions de militants de l'ex-Union soviétique.

Chacun des sujets couverts par ces articles dépasse les limites de l'exemple choisi, fût-il considérable. Par exemple, le traité signé entre la Chine et les Etats-Unis est en lui-même un événement aux immenses conséquences. Mais il s'intègre pleinement à l'offensive générale menée au compte des multinationales — dont les plus importantes sont américaines — pour assurer la baisse du "coût du travail". Les conditions imposées à la Chine pour qu'elle accède à l'Organisation mondiale du commerce, et qui conduisent à une catastrophe programmée pour l'économie et pour l'agriculture chinoises, indiquent en même temps comment l'impérialisme américain entend traiter non seulement les pays industriellement arriérés et pillés par l'impérialisme, mais ses rivaux et partenaires japonais et européens. Elles témoignent de la volonté prédatrice et destructrice de l'impérialisme, mais aussi de la situation critique dans laquelle il est plongé et qui lui impose, en cherchant à la surmonter, d'aggraver tous les facteurs de déstabilisation, comme l'a illustré le sommet de Seattle.

Une offensive de démantèlement des nations

La situation dans les Balkans n'est pas que celle des Balkans. Les 18, 19 et 20 octobre 1999, s'est réuni le secrétariat international plénier de la IV^e Internationale. Le rapporteur sur la situation politique mondiale indiquait :

« On a dit, lors du congrès mondial, on y est revenu au secrétariat international de juin, que ce qui s'est passé au Kosovo marquait d'une certaine manière les nouvelles caractéristiques de l'ordre mondial sous contrôle de l'impérialisme américain, c'est-à-dire le dépeçage direct dans la chair des nations et l'établissement de zones d'occupation militaire, directement arrachées aux nations existantes. »

Mais on a eu une nouvelle illustration de cela sur Timor. Le problème de Timor n'est pas le problème de Timor en soi, mais celui de l'offensive dirigée par l'impérialisme américain pour briser la colonne vertébrale des classes ouvrières et des peuples qui résistent en Asie, et tout particulièrement de la classe ouvrière d'Indonésie, qui, il y a dix-huit mois, par son soulèvement, avait chassé le régime de Suharto. Et il faut rappeler que ce soulèvement de la classe ouvrière et du peuple d'Indonésie, qui avait chassé le régime de Suharto, avait imposé un certain retour aux libertés démocratiques, notamment syndicales, d'organisation politique et, en même temps, s'était maintenu en place un régime de type continuiste avec Habibie (...).

Au Kosovo, il y a 60 000 hommes. A Timor-Est, il y a aujourd'hui 12 000 hommes, dont la moitié du contingent sont Australiens, c'est-à-dire une véritable "tête de pont" d'occupation militaire et de dépeçage de l'Indonésie.

Et il est clair qu'il n'y a pas de différence de nature entre ce qui a été fait sur le Kosovo, ce qui est fait sur Timor et, par conséquent, camarades, ce qui peut être fait dans d'autres régions du monde, et tout particulièrement en Europe, ou ce qui est fait sous une autre forme en Tchétchénie avec le rôle particulier que joue la Russie dans cette affaire.

Et c'est dans ce contexte que l'offensive de démantèlement va frapper, tout particulièrement en Europe, et pose tout le problème du rapport entre l'offensive de l'impérialisme et la résistance de la classe ouvrière. »

Offensive de dislocation des nations qui, dans l'Union européenne, passe par le démantèlement en régions, qui prend la couverture de ce qu'on appelle la "charte des langues régionales" pour, par exemple dans le cas de la France, s'attaquer à l'unité de la République, c'est-à-dire en fait à l'existence de droits égaux — notamment en matière de législation du travail — sur l'ensemble du territoire.

Il s'agit, bien sûr, d'un processus qui est en cours sous d'autres formes en Italie, en Espagne, ou qui se manifeste dans le fait de poser la question de l'autonomie de la Bavière par rapport au reste de l'Allemagne. Comme le précisait le rapporteur :

"Ce serait une erreur de croire que l'ordre institutionnel à l'Ouest de l'Europe aurait une stabilité supérieure au reste du monde. Il a eu une stabilité supérieure. Ce serait une erreur de croire que les phénomènes à la Kosovo ou à la Timor ne seront pas mis à l'ordre du jour par l'impérialisme, il en a la possibilité y compris à l'Ouest de l'Europe — il suffit de voir la décomposition de la situation autour de la Corse, par exemple, pour mesurer comment ces choses-là se mettent en place."

La vague des fusions-restructurations

Dans son introduction, le rapporteur, après avoir rappelé que le Quatrième Congrès mondial de la IV^e Internationale tenu cette année avait analysé les mécanismes et les conséquences du processus de décomposi-

tion de l'économie mondiale, a ensuite donné des indications sur la manière dont ces éléments se sont développés depuis :

« Tout d'abord, c'est la vague en cours de fusions-restructurations. Quelques chiffres : en 1990, la valeur globale des fusions-restructurations représentait 500 milliards de dollars. En 1995, elle est passée à 840 milliards de dollars, puis a connu une augmentation de 40 % à 50 % chaque année : 1 140 milliards de dollars en 1996, 1 700 milliards de dollars en 1997, 2 500 milliards de dollars en 1998 et, pour les neuf premiers mois de l'année 1999, 2 200 milliards de dollars.

C'est un mouvement qui est parti des Etats-Unis et qui touche aujourd'hui très massivement l'Asie, en particulier le Japon et l'Europe. A chacune de ces étapes, de ces fusions-restructurations, on est confronté à un même processus : face à la réduction des marchés et des marges de profit, la recherche par les capitalistes de ce qu'ils appellent des "économies d'échelle", et qui aboutissent en réalité à une destruction en masse des forces productives.

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si l'explosion des fusions-restructurations telles que celles auxquelles nous avons assisté en 1997-1998 résulte directement de la crise économique en Asie et en Russie. Mais les caractéristiques de ces fusions-restructurations les distinguent de ce qui a pu se passer dans d'autres périodes.

D'abord, c'est parce qu'elles touchent tous les secteurs, y compris ceux qui étaient réputés ouvrir de nouvelles perspectives à un développement capitaliste : par exemple, les entreprises les plus touchées aujourd'hui sont les télécommunications, les entreprises Internet, etc. Elles ont touché très massivement l'industrie et continuent de le faire ; elles touchent également les banques : en huit ans, le nombre de banques qui ont disparu aux Etats-Unis s'élève à 4 500. Par ailleurs, le système bancaire américain est celui qui pèse le plus directement dans tous ces processus de fusions-restructurations, puisque, si l'on considère l'implication des banques dans ces phénomènes, on s'aperçoit que sur les dix banques les plus impliquées à l'échelle mondiale, neuf sont américaines et la dernière, la Banque Lazare, est au moins partiellement une banque américaine.

La caractéristique de ces fusions-restructurations, c'est qu'elles ne manifestent pas un élargissement du capital. Le phénomène d'échanges d'actions a comme seule fonction d'être facteur de concentration, c'est-à-dire en fait de destructions de capacités productives. Enfin, l'une de leurs principales caractéristiques, c'est que, dans un rapport où on assiste à une lutte à mort de l'impérialisme américain pour récupérer les positions qui sont encore contrôlées par les autres impérialismes, ces fusions-restructurations sont un moyen privilégié de concentrer les capacités productives entre les mains de l'impérialisme américain. »

La position dominante occupée par les Etats-Unis dans une situation de décomposition de l'ensemble du système impérialiste signifie que l'impérialisme américain concentre non seulement une puissance bien supérieure à celle de tous ses rivaux, mais qu'il concentre également les conséquences de cette décomposition d'ensemble et les contradictions qui la marquent. La IV^e Internationale a constamment mis en évidence, face aux

propagandes mensongères, la réalité de la résistance de la classe ouvrière. Celle-ci s'exprime aux Etats-Unis, et c'est cela, en particulier, qui nourrit la crainte générale de voir un élément incident provoquer un effondrement de l'économie américaine.

Les restructurations et les fusions évoquées plus haut ont conduit à la fois à une surévaluation des marchés boursiers et à de nouvelles vagues de licenciements. Ce qui est en cours, c'est une guerre à outrance de destruction de la force de travail, de destruction des capacités productives, pour essayer de dégager de nouvelles marges de mise en valeur du capital.

“Un funambule qui peut tomber à tout instant...”

Le rapporteur indiquait encore :

« Ce mouvement, qui a abouti à une surévaluation des marchés boursiers, a eu comme locomotive pendant plusieurs années la situation aux Etats-Unis. Et ce sont précisément aujourd'hui les modifications en cours dans la situation aux Etats-Unis qui nourrissent un processus qui peut basculer dans l'autre sens. Officiellement, le seuil de 16 % est reconnu comme étant le seuil de profitabilité du capital, chaque année, de 1992 à 1996. C'est un seuil qui a été rendu possible principalement par la baisse de toutes les charges fiscales, la baisse des salaires et la capacité du capital financier américain de se tailler coûte que coûte une part grandissante dans un certain nombre de marchés.

Aujourd'hui, l'ensemble de ces considérants sont en train de se modifier. D'abord, parce que les entreprises américaines sont à nouveau surendettées. Pour alimenter cette reprise, elles se sont surendettées. Aujourd'hui, l'endettement correspond à près de quatre fois le cash flow des entreprises, ce qui est trop par rapport à leurs capacités de rétablissement.

Ensuite, du fait de la résistance de la classe ouvrière depuis 1995-1996, la courbe des salaires horaires aux Etats-Unis s'est inversée et le partage de la valeur ajoutée entre profit et salaires s'est modifié pour la première fois depuis très longtemps. Ce n'est pas contradictoire avec les phénomènes de paupérisation généralisée aux Etats-Unis, mais cela signifie que la moyenne des salaires ouvriers a malgré tout résisté et même, proportionnellement, s'est très légèrement renforcée.

De cette modification de la situation, qui a un rapport direct avec la lutte de classe, découle le pronostic fait par un responsable de Paribas, que je cite : “On arrive à une situation où la capitalisation en Bourse pourrait brusquement chuter au moment même où l'endettement est au plus haut, avec, là, des conséquences difficiles à évaluer.”

Le problème, si on veut le résumer simplement, tient dans les chiffres suivants : aujourd'hui, l'économie américaine, c'est 25 % de la production mondiale. Mais elle absorbe 40 % de l'épargne mondiale et elle représente 45 % de la capitalisation mondiale. Donc, ces masses de capitaux drainés pour renflouer à la fois les entreprises et l'économie américaines endettées ne peuvent l'être qu'à condition que les seuils de profitabilité se maintien-

nent. Ils sont maintenus très largement artificiellement, en nourrissant eux-mêmes d'ailleurs ce caractère artificiel et, comme le dit le responsable de Paribas que je viens d'évoquer : "L'économie américaine est comme un funambule qui peut tomber à tout instant". »

La recherche d'une issue par les masses elles-mêmes

Le rapport, intégrant la résistance des masses et les obstacles auxquels celle-ci se heurte, se concluait sur la question du front unique :

« Il y a quelque chose qui n'est pas toujours bien compris dans nos rangs (et c'est normal, parce que c'est une discussion qu'il faut mener) : autant il nous faut être stricts et intransigeants sur les principes qui sont les nôtres, c'est-à-dire sur la qualification politique de la situation mondiale, sur le fait que nous n'avons rien à faire dans aucune combinaison accompagnant de près ou de loin la "gauche plurielle", l'extrême gauche plurielle et tout ce qu'on veut, autant cette délimitation extrêmement stricte rend possible en retour la politique de front unique la plus audacieuse, dès lors qu'elle est tournée non pas vers des combinaisons avec des débris de l'appareil stalinien, ou pabliste ou autres, mais vers les processus réels qui, dans les organisations, sont en rapport avec la recherche d'une issue par les masses elles-mêmes.

Toute la discussion que nous avons depuis des mois a finalement tourné autour de la même question, bien que sous des formes différentes, en Grande-Bretagne, en Allemagne, au Brésil, aux Etats-Unis, au Pérou, en France sous d'autres formes. C'est-à-dire cette question d'une politique de front unique qui ne fixe pas comme condition au front unique autre chose que ce qui est à la base du front unique. »

Dans la résolution adoptée au Quatrième Congrès mondial de la IV^e Internationale sur la conférence mondiale ouverte de San Francisco, il était souligné que

"la conférence de San Francisco doit être considérée comme le prolongement du front unique qui s'est réalisé d'abord dans la tenue de la conférence des Amériques, qui s'est ensuite matérialisé dans l'appel à la conférence mondiale ouverte (...).

La démarche de front unique, cela signifie quoi ? Cela voulait dire, par exemple, que dans la conférence des Amériques (novembre 1997), il y avait des responsables qui n'étaient pas nécessairement contre le principe de l'accord du type ALENA. Mais ils étaient en désaccord avec le contenu même de l'ALENA tel qu'il était mis en œuvre par Clinton. Et nous avons réalisé l'unité avec eux sur le mot d'ordre : "Non à l'ALENA, non au fast track, non aux privatisations !", tout en développant de manière indépendante notre propre position politique, structurée sur : "Abrogation de l'ALENA-NAFTA !"

Cette même résolution donnait la place de la conférence de San Francisco pour toutes les organisations, pour tous les courants qui y participent, en rappelant qu'aujourd'hui "*c'est le droit de la classe ouvrière à s'organiser de façon indépendante qui est remis en cause*".

Au moment où ces lignes sont écrites, se réunit à Seattle le sommet ministériel de l'OMC. Un éditorialiste du *New York Times* note à ce sujet que

"les partis qui naguère se faisaient élire en expliquant que le gouvernement doit limiter les excès du capitalisme et agir en faveur de ceux qui sont laissés sur le chemin — le Parti démocrate, les Partis socialistes d'Europe — se sont restructurés et ont modifié les priorités de leur gouvernement, les rapprochant de celles des grandes corporations (...). Le degré auquel la gauche et la droite se sont unies pour devenir les champions de la cause des grandes firmes s'est pleinement manifesté ces derniers temps dans les réunions du Congrès des Etats-Unis. Les démocrates et les Républicains se livrent bataille pour le contrôle de la Maison-Blanche et le contrôle du Parlement. Mais ils ont trouvé un terrain commun pour abroger des lois datant de la grande dépression, qui interdisaient aux banques, aux compagnies d'assurance et aux instituts financiers de fusionner (...). Il n'y a en revanche pas eu d'augmentation du salaire minimum ni de nouvelles limites imposées aux dépenses dans les campagnes électorales, ni d'interdit sur les fusions dans l'agriculture. »

Et Lawrence Summers, secrétaire au Trésor des Etats-Unis, explique dans une tribune libre du *Financial Times* :

"A Seattle, nous voulons créer un groupe de travail de l'OMC sur le commerce et ses liens avec les revendications ouvrières, afin d'examiner l'impact du développement du commerce et de l'investissement sur l'emploi, les filets de protection sociaux, et l'utilisation à des fins d'exploitation du travail des enfants. Ce groupe rapporterait sur ses travaux à la prochaine réunion ministérielle de l'OMC. Nous insisterons aussi pour que l'OIT obtienne un statut d'observateur permanent dans l'OMC."

Comme le disait la résolution du Quatrième Congrès mondial, c'est bien le droit de la classe ouvrière à s'organiser de façon indépendante qui est en cause.

Dans cette situation d'offensive contre le droit de la classe ouvrière à exister comme classe organisée, et donc contre la démocratie, il s'opère des différenciations. Certains secteurs des organisations acceptent de s'intégrer. Mais comme le soulignait la résolution du congrès mondial que nous avons déjà citée,

"il existe à tous les niveaux, du haut jusqu'en bas des organisations, des secteurs qui cherchent à rester sur le terrain de l'organisation syndicale comme organisation indépendante, et cela, en relation avec la résistance de la masse des travailleurs aux plans de destruction de leurs conquêtes. C'est cela la base du combat de la IV^e Internationale pour le front unique."

La discussion dans la section allemande de la IV^e Internationale

En introduction à ce numéro de *La Vérité*, il nous semble donc intéressant de communiquer ici quelques éléments de la discussion menée à ce sujet dans ses sections. C'est ainsi que s'est développée dans la section allemande, et en relation avec le secrétariat international, une discussion sur la situation en Allemagne et la place du SPD. Nous publions ci-dessous des extraits d'une note qui a été discutée par le comité central de la section allemande.

« Il a été indispensable de revenir sur une différence importante entre la France et l'Allemagne, et qui est donnée par la place respective du SPD et du PS. En Allemagne, le SPD est encore un parti ouvrier bourgeois (selon la définition classique de Lénine). En France, le PS ne répond quasiment plus à ces critères.

En ce sens, la débâcle électorale du SPD, c'est la défaite de Schröder. Bien entendu, l'abstention ne peut être considérée comme une victoire. Cette "recherche" s'exprime en Allemagne, en France, dans toute l'Europe, mais la différence, c'est qu'en Allemagne, il y a le SPD (parti ouvrier bourgeois qui, pour les masses, est leur parti, le parti ouvrier), toujours étroitement lié aux conquêtes de la classe, à son histoire, à l'histoire du combat qui les a arrachées, et nous sommes pour sa défense.

Il s'agit d'une question théorique fondamentale. Ne pas appeler à voter explicitement pour le SPD, serait nier le caractère de parti "ouvrier bourgeois", qui, pour les masses, répétons-le, est le parti ouvrier, qu'elles considèrent comme leur parti. Ne pas dénoncer Schröder, ne pas dire qu'il détruit le SPD qui, pour les masses — répétons-le — est leur parti, serait faire comme s'il n'existait plus en Allemagne ce parti ouvrier bourgeois dont la place est décisive. Ce serait ne pas comprendre le "front unique" entre Schröder et Gysi. Il suffit de lire les déclarations des dirigeants du PDS pour comprendre que les "critiques" des débris du stalinisme et du centrisme réactionnaire n'ont qu'un seul objectif : conforter Schröder, comme en France, comme en Italie...

Nous n'avons, bien entendu, pas plus d'illusions sur Lafontaine ou Klimmt que sur le SPD, parti ouvrier bourgeois. Mais nous prenons position par rapport aux masses, dont les aspirations sont précisément la défense des conquêtes. Ce qui nous guide en toutes circonstances, ce sont les masses, pas les appareils.

Sur cette orientation théorique fondamentale, la situation en Allemagne est exceptionnellement favorable pour la IV^e Internationale, comme vient encore de le confirmer la déclaration de Lafontaine, bien qu'ambiguë, publiée dans Die Welt, du 26 septembre, et les remous qu'elle provoque au sein des masses et des militants.

Notre position, c'est d'aider les masses à imposer la rupture avec la bourgeoisie. Lafontaine esquisse un pas, certes ambigu, mais un pas dans cette direction. Nous appuyons ce pas, tout en formulant de manière précise les revendications des masses et, à partir de là, la contradiction n'est pas entre

nous et Lafontaine, mais avec les masses qui cherchent confusément à imposer la rupture pour la défense de leurs conquêtes.

Toute la discussion a mis au centre la nécessité absolue de revenir à la vieille question fondamentale du front unique ouvrier, discutée du vivant de Lénine, dans l'Opposition de gauche et dans la IV^e Internationale. Lénine disait avant octobre 1917 : "Tout le pouvoir aux mencheviks et aux socialistes-révolutionnaires... Ce serait la voie la plus économique pour la révolution." Pourtant, Lénine savait que les mencheviks étaient à cette époque un "parti ouvrier bourgeois", mais pour lui, tout acte de rupture de ce parti avec la bourgeoisie constituait un point d'appui pour la mobilisation des masses qui considèrent ce parti comme le leur... et il appelait à mobiliser pour cette solution la plus économique sur un programme de revendications anticapitalistes précises. Rappelons qu'il a pris au mot les SR en reprenant leur programme : la terre aux paysans !

Lénine ne nourrissait pourtant aucune illusion sur les dirigeants mencheviks, mais il allait jusqu'au bout de la stratégie du front unique. La condition, pour lui, c'était la rupture avec la bourgeoisie. Bien entendu, la situation n'est pas la même, mais les principes demeurent et cette question théorique est au cœur de nos problèmes.

En Allemagne, le SPD n'est pas le PS. Schröder veut transformer le SPD en PS français. Le SPD, comme "parti ouvrier bourgeois" que les masses considèrent comme le parti ouvrier, constitue, en relation avec les syndicats, un point d'appui pour l'organisation de la résistance de toute la classe. C'est cette perspective politique qui permet seule de comprendre l'importance décisive de la question théorique du front unique et, dans ce cadre, notre attitude à l'égard du parti ouvrier bourgeois. C'est dans ce cadre qu'on peut saisir la responsabilité à l'échelle européenne et mondiale de la section allemande. »

Le "New Labour" contre l'organisation de la classe ouvrière

La même question, sous d'autres formes, se pose pour la Grande-Bretagne.

Si Tony Blair a tenu à ce que sa politique, les "réformes" qu'il impose à l'organisation du Labour Party soient présentées sous le nom de "New Labour", s'il fallait donc quelque chose de "nouveau", c'était bien que "l'ancien" n'était pas satisfaisant.

Mais que représentait cet "ancien cadre", dont Blair, le partisan de la "troisième voie", veut se défaire ? Que représente le Labour Party pour les travailleurs britanniques ?

Dans une lettre adressée aux délégués et aux participants du récent congrès du Labour Party, et à toutes les sections du parti, des militants écrivent :

« Fréquemment sans doute, dans le congrès, on se référera au fait que nous approchons du centenaire de la constitution du Labour Party.

Nous le savons tous, ce qui a accéléré la formation du Labour Party à partir du "comité pour la représentation politique", ce qui a avivé parmi les militants et plus largement parmi les travailleurs la conscience qu'il était nécessaire de constituer un parti politique indépendant du Parti libéral, ce sont les décisions iniques des tribunaux contre les organisations syndicales (jugement Taff-Wale).

Qui peut dire aujourd'hui — alors que les lois de Thatcher contenant des dispositions analogues font toujours partie de la législature britannique — que, de ce point de vue, la situation est maintenant différente ?

Qui peut prétendre aujourd'hui, alors que le talon de fer d'une exploitation forcée nourrissant une spéculation sans limites s'abat sur toute la population, que l'opposition entre les intérêts des exploités, voyant la valeur de leurs actions s'accroître à chaque fois qu'un emploi est supprimé, et les intérêts des exploités soit devenue conciliable et que puisse s'établir avec eux un "partenariat social" ?

Non, plus que jamais aujourd'hui, les travailleurs, l'immense majorité de la population ont besoin d'un parti indépendant du Parti conservateur et du Parti libéral, d'un parti qui exprime les intérêts de ceux qui ne possèdent en propre que leur capacité à produire, à créer manuellement ou intellectuellement.

Aujourd'hui comme hier — et sans doute avec plus de netteté encore —, les raisons d'être du Labour Party sont, quelles que soient les différences de situation, dans le droit fil de celles qui ont amené le "comité de représentation politique" à constituer le Labour Party.

Toute l'histoire du Labour Party est liée aux réformes acquises par les travailleurs de ce pays : établissement total du suffrage universel, conquête des droits syndicaux, le Welfare State, généralisation de l'accès à l'éducation secondaire, constitution du National Health Service, retraites, développement des services publics, nationalisation d'industries clés. C'est grâce au Labour Party que la Grande-Bretagne s'est dotée d'un des meilleurs systèmes de logement social du monde.

Un parti qui, quels que soient les désaccords en son sein sur les moyens d'y parvenir, affirmait que son but était que les travailleurs possèdent "les pleins fruits de leur travail". Un parti qui, dans ses statuts, affirmait dans son article 4 que son but était la nationalisation des grands moyens de production et d'échange. Avoir éliminé des statuts cette clause est un aveu qui marque bien que le prétendu New Labour vise à détruire les bases mêmes de l'existence du Labour Party.

Un parti qui, constitué à partir des organisations syndicales et affirmant la nécessité pour les travailleurs d'avoir leur propre représentation politique, a préservé ce lien organique avec les syndicats.

La raison d'être du Labour Party, c'est que soient garantis par la loi le droit à la négociation collective nationale et l'exercice sans restriction du droit de grève.

La raison d'être du Labour Party, c'est la défense des services publics, et donc l'opposition aux privatisations, l'action pour la renationalisation des industries clés, à commencer par les chemins de fer, en accord avec la revendication des syndicats des travailleurs du rail.

La raison d'être du Labour Party, c'est le combat pour rétablir et étendre les normes et les règlements garantissant les conditions de travail et de vie

contre la voracité destructrice de l'exploitation. C'est en particulier la ratification et la mise en œuvre en Grande-Bretagne de l'ensemble des conventions de l'OIT, et notamment des conventions 89 et 97 garantissant l'exercice des libertés syndicales, et 138 interdisant le travail des enfants. »

Ce cadre d'organisation lié aux luttes passées et aux acquis de la classe ouvrière est incompatible avec la "troisième voie" que, dans un manifeste commun, Blair et Schröder définissaient ainsi :

"Nous sommes convaincus que les conflits traditionnels sur les lieux de travail peuvent être dépassés. Cela signifie avant tout réanimer un esprit de communauté et de solidarité, renforçant le partenariat et le dialogue entre tous les groupes de la société."

Dans le cas de la Grande-Bretagne, cela signifie avant tout rompre le lien organique entre le parti et les syndicats, dont il est historiquement issu. C'est ce lien, ces conditions historiques qui ont forgé le Labour Party qui expliquent que Trotsky — après Lénine — considérait que l'attitude d'une organisation à l'égard du Labour Party résumait son attitude à l'égard du mouvement ouvrier dans son ensemble, et son attitude à l'égard du front unique.

Aujourd'hui, abandonner le Labour Party au processus de liquidation engagé par Blair serait en fait renoncer à aider les militants qui cherchent la voie de la résistance, non seulement au sein du parti lui-même, mais à l'intérieur des organisations syndicales.

Le cas du Brésil

La discussion qui s'est poursuivie sur la question du front unique a abordé bien d'autres aspects, reliés à l'activité des sections. Pour conclure, revenons sur celui du Brésil, pays opprimé et dominé par l'impérialisme, où la question de la sauvegarde de la nation se pose de manière directe. Dans un rapport préparatoire à la rencontre nationale de la section brésilienne de la IV^e Internationale, on pouvait lire :

« En toutes circonstances, la IV^e Internationale combat sur l'orientation stratégique du front unique. Qu'est-ce que le front unique ? C'est la mobilisation des masses elles-mêmes, réalisant l'unité avec leurs organisations pour la satisfaction de leurs revendications et aspirations, donc sur la ligne de la rupture avec l'impérialisme.

L'orientation de front unique signifie que notre tâche centrale consiste à aider les masses à réaliser les conditions de leur propre action, ce pour quoi la première condition est notre totale indépendance politique et organisationnelle.

Ici se pose la question centrale du rapport entre les masses, leurs organisations, les appareils et les directions. Dans leur mouvement, les masses sont

amenées en permanence à chercher à se saisir des organisations qu'elles ont construites dans leur lutte de classe, pour en faire l'instrument de leur combat.

Au Brésil, dans les conditions actuelles, les masses s'adressent naturellement au PT sur le plan politique, à la CUT sur le plan syndical. C'est là un mouvement sain : la classe ouvrière veut se réapproprier ses organisations, que les appareils, qui sont passés du côté de l'Internationale socialiste de la "troisième voie", veulent confisquer. Mais ce mouvement est chargé d'illusions : dans leur ensemble, les masses ne perçoivent pas que le mouvement des appareils tend à se dresser contre leur propre mouvement (des masses).

Développer une politique de front unique — c'est-à-dire, répétons-le, aider à la mobilisation des masses — exige qu'au sein même du mouvement de la classe, nous formulions des mots d'ordre, des perspectives, des campagnes, des initiatives qui aident à fournir une expression consciente au mouvement de la classe, conforme à ses intérêts ; cela ne signifie pas se subordonner aux intérêts de l'appareil. C'est ainsi que, dans la préparation de la marche du 26 août, nous aidons le mouvement de la classe : en répondant dès le départ à la proposition de la marche, en combattant pour qu'elle se réalise, en nous portant partout comme les meilleurs organisateurs de la marche, en aidant les travailleurs à surmonter les freins et les obstacles dressés par les appareils. C'est-à-dire en aidant les travailleurs à faire de leurs organisations l'instrument du succès de la marche, en formulant (pas seulement nous, d'ailleurs) les mots d'ordre "Dehors FHC-FMI !" et les revendications dont se saisissent les masses, contre la tentative de l'appareil de poursuivre sur la ligne du : "Assez !"

Résultat : le succès de la marche même est aussi le fait qu'elle se centralise sur le mot d'ordre "Dehors FHC-FMI !", submergeant tout. Significative est l'explication donnée par Vicentinho des raisons qui ont amené le plénum de la CUT à adopter ce mot d'ordre : "La décision de la CUT est venue d'un sentiment montant à la base et chez les militants."

De cette phase combinée — aggravation de l'offensive de destruction de la nation ; résistance croissante des masses — découlent les prises de position contradictoires de l'appareil. En une seule semaine : Lula, à propos du Venezuela, salue la Constituante : "Y a-t-il un moyen plus démocratique que la Constituante pour changer les choses ?" (journal O Estado de Sao Paulo), dénonce la menace "d'occupation" des États-Unis sur le Brésil : "Si ça continue comme ça, un jour, on se réveillera et le drapeau américain flottera sur le palais du Planalto" (manifestation à Brasilia). Et en même temps, il annonce la perspective d'un "front démocratique" large, qui n'aurait pas d'autre sens que la préservation de FHC et des institutions.

Dans cette situation complexe, comment aider les masses à avancer ?

D'abord, en étant attentif à tous les développements, à toutes les modifications, à tous les tournants à tous les niveaux, lesquels, dans une situation marquée par une accélération de tous les processus, se développent toujours avec une extrême rapidité.

Deuxièmement, savoir élaborer, à partir de là, les mots d'ordre et les formes d'organisation à partir desquels les masses peuvent avancer.

Toujours chercher à les formuler dans un cadre de front unique (comprenant les organisations, et donc les appareils).

Ne jamais se soumettre à ce cadre, en préservant, en toutes circonstances, notre liberté d'initiative.

Donc, disposer des moyens politiques, matériels et financiers de l'intervention politique indépendante directe de la section dans la lutte des classes (...).

Nous ajoutons que la politique de front unique au Brésil, menacé dans son existence même en tant que nation, lie nécessairement de plus en plus le front unique de la classe ouvrière et de ses organisations et le front unique anti-impérialiste. En outre, cette liaison se trouve explicitement établie dans la motion adoptée par le plénum de la CUT. Elle s'exprime aussi dans le caractère central aujourd'hui du mot d'ordre de l'Assemblée constituante souveraine, s'appuyant sur le proche Venezuela, où l'élection d'une Assemblée constituante apparaît comme un instrument du combat pour la souveraineté du peuple travailleur et de la nation.

L'impérialisme mène une politique de dislocation de la nation. Les travailleurs résistent à cette politique en défendant leurs droits, c'est-à-dire en refusant ainsi d'être divisés, dans l'intérêt exclusif des spéculateurs, des multinationales et de toutes les mafias qui ponctionnent la richesse nationale produite par eux.

Pour mener malgré tout jusqu'au bout sa politique, l'impérialisme parraine et utilise ce qui est appelé l'Internationale socialiste de la "troisième voie".

Ce processus de destruction engagé, malgré tout, est un processus inachevé grâce à la résistance des masses, ce qui se manifeste dans la déstabilisation interne existant aujourd'hui dans le PT, y compris en son cœur, qui est l'Articulation (dans la CUT et dans le PT). Les masses cherchent à utiliser le PT comme le parti indépendant des origines.

C'est pourquoi la IV^e Internationale combat pour la sauvegarde du PT des origines. Il ne s'agit pas seulement d'un combat interne, mais d'un combat pour que le PT agisse sur chacune des questions — défense de leurs droits et des revendications, de l'existence de la classe comme classe et de la nation elle-même comme telle — posées par la politique de l'impérialisme, faisant en sorte que le PT prenne position pour ce pour quoi il a été formé à son origine.

Face à l'impérialisme, qui veut disloquer les organisations des travailleurs — donc le PT, en plus de la CUT — comme partie du processus de dislocation de la nation elle-même, les militants et cadres agissent pour défendre le PT. Nous nous inscrivons dans ce mouvement en défendant le parti comme parti des travailleurs fidèle à ses origines.

La traduction de notre orientation pour ce congrès du PT est de développer un combat d'unité de la classe ouvrière comme instrument de la souveraineté de la nation contre l'impérialisme. Cela se concentre, à partir de la réalisation de la Marche des cent mille (grève Ford, camionneurs, occupations du Mouvement des sans-terre, lutte de la jeunesse) — et en nous appuyant sur ce qu'a dit Lula —, dans la formulation de la perspective de la lutte pour que le PT prenne ses responsabilités : qu'il se déclare prêt à former un gouvernement d'urgence du PT, gouvernement d'urgence qui aurait pour tâche immédiate de rompre avec le FMI et de convoquer des élections à une Assemblée constituante, seul moyen qui permette à la nation et au peuple de décider souverainement de leur avenir.

Une Constituante en mesure de défendre la nation, de préserver l'Amazonie, d'en finir avec la guerre fiscale et d'annuler toutes les mesures

de bradage et de privatisation de FHC, pour arrêter le paiement de la dette extérieure, réaliser la réforme agraire, récupérer les salaires et les emplois, en confisquant les profits spéculatifs. »

Après Seattle

« La "globalisation" (mondialisation) ne concerne pas que le commerce. Dans les faits, la déréglementation a plus touché les transactions financières que le commerce des marchandises. En 1997, la valeur totale des "produits dérivés" présents sur le marché financier international représente douze fois celle de l'économie mondiale. »

Avant la mondialisation, les échanges concernaient essentiellement les marchandises et les services. Maintenant, le commerce de ces biens, c'est-à-dire de tout ce dont les gens se servent dans leur vie, perd de son importance par rapport au marché financier international, qui, pour beaucoup, repose sur la spéculation. »

Non, cela n'est pas extrait d'un texte de la IV^e Internationale. La citation ci-dessus est tirée d'un article du journaliste américain William Pfaff, écrivant dans le *International Herald Tribune*, au sujet du sommet de Seattle.

Cette présentation de *La Vérité* avait été pour l'essentiel rédigée avant que ne s'achève ce sommet de Seattle.

Ce qui devait être, à moins d'un an de la fin de son mandat, le couronnement de l'action diplomatique de Clinton s'est transformé en échec. Le *New York Times* résume la déception en notant *"qu'à la fin, il n'y a pas eu de vainqueurs dans la bataille sur la mondialisation. Tout le monde est reparti en colère."*

Cette remarque journalistique réfracte la profondeur des contradictions qui se sont exprimées à Seattle et qui expliquent que les négociations n'aient pu aboutir. Contradictions qui procèdent de la lutte des classes et des conditions de décomposition du système fondé sur la propriété privée des moyens de production.

Ce que les commentateurs des grands médias — y compris ceux qui soulignent la place de la spéculation — ne disent pas, c'est le fait que cette orgie spéculative, qui est le seul mode de fonctionnement possible aujourd'hui pour le système d'exploitation capitaliste, entraîne une destruction forcenée des forces productives de l'humanité, et d'abord de la principale force productive, la classe productive, la classe ouvrière.

« Lutte de la classe capitaliste pour "abaisser le coût du travail", c'est-à-dire détruire la force de travail elle-même, ouvrant la voie à la barbarie. Lutte de la classe ouvrière, qui, pour défendre la force de travail et les conquêtes de la classe ouvrière et de la démocratie, ouvre la voie à la seule alternative, le combat pour la socialisation des moyens de production »,

déclarait le Manifeste du Quatrième Congrès mondial de la IV^e Internationale.

C'est sur la réalité de cette lutte entre les forces de classes inconciliables, la réalité de la lutte des classes, que la IV^e Internationale fonde son activité.

C'est la réalité de cette lutte entre des forces de classes inconciliables qui s'est réfractée au sommet de l'OMC, et qui, au travers des manifestations des travailleurs américains, s'est exprimée dans les rues de Seattle. Nous reviendrons un peu plus loin sur le caractère et la signification de ces manifestations.

Dans les négociations entre représentants des gouvernements sur les subventions à l'agriculture, les lois "anti-dumping" des Etats-Unis, se sont également affirmées des contradictions. Contradictions réelles entre les exigences de l'impérialisme américain et les besoins de simple survie de l'impérialisme japonais et des impérialismes des différents Etats d'Europe.

Dans ce dernier cas, d'ailleurs, les désaccords affirmés entre les différents Etats européens ont montré, une fois encore, la fiction d'une "Union européenne" qui ne se manifeste que par une politique commune dirigée contre les peuples et les travailleurs d'Europe. Pour le reste, la réalité, c'est l'impérialisme français, l'impérialisme allemand, comme l'impérialisme britannique — et leurs intérêts propres.

L'attitude de ces impérialismes traduit avant tout la crainte de la déstabilisation sociale face aux conséquences de la "mondialisation", tout comme l'attitude des bourgeoisies des pays dominés et pillés par l'impérialisme face à la brutalité de l'impérialisme visant à assurer sa mainmise totale sur ces pays procède de la peur d'explosions comme celle qui, en Indonésie, a abouti à la chute de Suharto.

L'incapacité de conclure à Seattle marque l'instabilité de toute la situation mondiale. L'extrême brutalité avec laquelle agit l'impérialisme américain à l'encontre de tous est révélateur de la profondeur de la crise qui contraint l'impérialisme américain à assurer encore plus sa domination.

Comme on le sait, le gouvernement des Etats-Unis n'est pas un "fétichiste" de l'OMC, pas plus que d'aucune autre institution. Il les utilise toutes en fonction de ses buts, les rejette si elles ne se révèlent pas adéquates aux fins recherchées par l'impérialisme. L'administration américaine a déclaré à maintes reprises que, pour elle, l'OMC n'est qu'un moyen pour conquérir les marchés, resserrer l'étreinte sur l'économie mondiale.

Les rapports de force véritables entre l'impérialisme américain et les autres puissances ne sont pas modifiés par le résultat de la conférence de Seattle. Dans un classement opéré en 1998, il apparaît que, sur les 200 premières multinationales, 74 sont américaines et représentent 36,5 % du chiffre d'affaires. Si l'on prend les 50 premières entreprises mondiales classées par le volume de leur capitalisation boursière, d'après une évaluation faite en juillet 1999 par la J. P. Morgan Securities, 33 de ces 50 premières entreprises (c'est-à-dire les deux tiers) sont américaines et représentent 71,8 % de la capitalisation boursière totale des grandes entreprises.

Par tous les moyens, par les négociations bilatérales comme par le recours aux pressions les plus brutales, voire si nécessaire à la force armée,

l'impérialisme américain continuera sur la voie dans laquelle il était engagé à Seattle, dans la voie destructrice qui est celle que lui impose la situation du capitalisme mondial aujourd'hui.

C'est pourquoi, à l'issue du sommet, Clinton fait dire à l'un de ses secrétaires d'État que mieux vaut pas d'accord du tout qu'un mauvais accord.

Pas plus que l'interruption des négociations générales sur l'Accord multilatéral sur les investissements (AMI) n'a empêché que se poursuive, cas par cas, la mise en place du contenu de l'AMI (partout, les "droits" des investisseurs, c'est-à-dire la loi des multinationales, doivent l'emporter sur la souveraineté nationale, les lois et règlements en vigueur), pas plus l'absence d'un accord unanime à Seattle n'empêchera l'impérialisme américain — et avec lui tous les tenants de la mondialisation — de tenter d'imposer tout ce qui était contenu dans l'ordre du jour de Seattle.

Il n'y a d'autre obstacle à cette marche que la résistance des peuples, et d'abord de la classe ouvrière. C'est la résistance de la classe ouvrière américaine qui s'est affirmée dans les manifestaions convoquées par l'AFL-CIO à Seattle. C'est ce que reconnaît, à sa manière, le *Wall Street Journal*, du 6 décembre 1999, quand il écrit :

"La débâcle de Seattle est une preuve indiscutable que les ennemis de la mondialisation aux Etats-Unis, le plus grand marché du monde, ne doivent pas être sous-estimés."

La décomposition de l'ensemble des relations sociales, politiques et économiques à l'échelle mondiale n'épargne pas les Etats-Unis et *"la lutte de la classe capitaliste pour abaisser le coût du travail"* s'y exprime avec une intensité particulière.

Les travailleurs américains ressentent comme tous les effets de la mondialisation. C'est ainsi qu'un sondage révèle que, parmi des familles dont le revenu annuel est inférieur à 50 000 dollars, seules 37 % des personnes interrogées considèrent que la "mondialisation" améliorera leur sort.

C'est pour la défense de leurs emplois, de leurs salaires, de leurs droits, que les travailleurs américains ont manifesté à l'appel de leurs organisations syndicales, de l'AFL-CIO. La "contestation programmée" des centaines d'ONG invitées à "participer", à "donner leur avis", devait se dérouler dans le cadre de *"l'humanisation de la mondialisation"*, du *"contrôle citoyen de l'OMC"*.

Mais les dockers, les métallurgistes, les teamsters qui se sont heurtés à la police clamaient :

"A bas l'OMC", "OMC = ordre mondial totalitaire", "L'OMC est contraire à la démocratie".

C'est cela qui s'imposait dans la manifestation ouvrière. C'est cela qui était présent avec encore plus de netteté dans le meeting tenu par le Labor Party, organisation qui a été constituée avec la participation et l'appui

d'importantes organisations syndicales affiliées à l'AFL-CIO, et qui rejette le Parti démocrate comme le Parti républicain. Dans le meeting organisé à Seattle, le président du Labor Party, A. Mazzochi, a déclaré :

"C'est une illusion de penser que l'OMC puisse être réformée. Elle doit être démantelée."

Cai Chongguo, représentant le *Chinese Labour Bulletin*, publié à Hong-Kong par Han Dongfang, a déclaré :

"Les véritables alliés des ouvriers et des paysans de Chine, c'est vous qui êtes là ce soir, les travailleurs des Etats-Unis."

"Nous, les travailleurs de Chine, devons forger une alliance solide avec les ouvriers et militants des Etats-Unis et du reste du monde. C'est pourquoi nous participerons à la conférence mondiale ouverte de San Francisco. Nous espérons vous y retrouver."

La position officielle de la direction de l'AFL-CIO était que les accords commerciaux réalisés dans le cadre de l'OMC étaient inacceptables sans qu'ils soient assortis d'une "clause sociale". Comme ces accords ne contiennent aucune garantie quant aux droits des travailleurs, elle s'y oppose. C'est pourquoi elle a appelé à la manifestation. Mais nombre de dirigeants syndicaux ne partagent pas ce point de vue sur la "clause sociale" et condamnent les accords commerciaux procédant de la mondialisation comme contraires aux intérêts des travailleurs de tous les pays. C'est un docker, dont le syndicat avait fait grève pour pouvoir participer à la manifestation, qui disait :

"Ceci est un vrai mouvement qui prépare l'avenir. Nous voulons que les travailleurs des pays pauvres puissent avoir le niveau que nous avons. Nous ne voulons pas que le nôtre rejoigne le leur."

Dans le meeting de l'AFL-CIO, le président de l'ASCME (syndicat des employés municipaux) a déclaré :

"L'ennemi, c'est le capitalisme des grandes firmes. Nous le combattons au congrès, nous le combattons devant les tribunaux pour défendre nos droits, nous le combattons dans la rue."

C'est ce langage que voulaient entendre les milliers de manifestants venus de New York, de San Francisco, de Washington, de tous les Etats-Unis.

Les dirigeants de certaines des plus grandes firmes, comme Procter & Gamble, Monsanto, ont signé un texte appuyant la nécessité de la mise en place d'une "clause sociale".

Qui peut croire un instant que l'impérialisme américain, que Clinton, que les représentants des grandes multinationales se soucient le moins du monde des besoins vitaux des travailleurs ?

Dans la réalité, il ne s'agit pour eux que d'un moyen hypocrite de "légitimer", à chaque fois qu'il leur paraît nécessaire, le protectionnisme de la part des Etats-Unis, alors qu'en même temps, ils exigent l'ouverture sans réserve des marchés et des économies nationales à leur rapacité.

Il s'agit aussi d'ouvrir la voie à ce que la presse américaine appelle la "*cooptation des organisations syndicales*" aux travaux de l'OMC. Ce qui prend la forme concrète de la mise en place d'une commission OIT-OMC, et donc de la subordination de l'OIT aux nécessités de la mondialisation. En d'autres termes, une telle démarche vise à la dégradation des normes et conventions de l'OIT, c'est-à-dire à l'élimination des droits les plus élevés conquis par les travailleurs eux-mêmes et consignés dans ces normes et conventions, pour leur substituer de prétendus droits minimaux compatibles avec l'offensive généralisée pour abaisser le coût du travail.

Les milliers de travailleurs américains qui, à l'appel de leur organisation syndicale, se sont dressés contre l'OMC et qui scandaient : "*Dites tout simplement non à l'OMC*", rejetaient et définissaient celle-ci comme une machine à détruire les droits des travailleurs et les emplois.

C'est sur la réalité de la résistance de la classe ouvrière, malgré tous les obstacles, que la IV^e Internationale fonde toute son activité.

Les discussions qui ont lieu en son sein — et dont nous avons rapporté dans cette présentation quelques aspects — visent à définir dans chaque pays et à l'échelle internationale les moyens les mieux à même d'aider à l'action de la classe ouvrière, à son regroupement, à son unité, qui exigent la défense de l'indépendance de ses organisations.

C'est pourquoi ces discussions ne sont pas considérées par la IV^e Internationale comme son "affaire privée", mais que, au contraire, les problèmes qui y sont traités relèvent de l'examen et des points de vue de toutes les forces et de tous les militants attachés à l'indépendance de classe.

La Vérité

différents la réalité. Il ne s'agit pas d'un moyen approprié de classer
financière chaque fois que les parties concernées se procurent dans le
part des États-Unis, soit au même moment, soit à l'occasion d'un autre

réserve des marchés et des économies nationales à leur intérêt.
soit à l'égard de la coopération internationale, soit à l'égard de la
coopération des organisations syndicales, soit à l'égard de l'OMC. Ce qui
prend la forme concrète de la mise en place d'une Commission OIT-OMC,
ce doit être la reconnaissance de l'OIT aux côtés de la mondialisation.
En d'autres termes, une telle démarche vise à la reconnaissance des intérêts et
conventions de l'OIT, et à dire à l'élaboration des droits les plus élevés
concordés par les travailleurs eux-mêmes et concertés dans les normes et
conventions pour leur subsistance, le processus de la mondialisation.

Il est difficile de trouver une réponse pour aborder le sujet de la mondialisation
et les difficultés de travail, notamment, qui a l'égard de la mondialisation
syndicale, ce sont des choses comme l'OIT, et qui se réalisent... Dans une
simplement non à l'OMC, l'objectif et de définir ce que l'OIT est, ce n'est pas
machine à détruire les droits des travailleurs et les normes.

... C'est une tâche de la recherche de la classe ouvrière, mais dans les
opérations que la IV internationale, l'objectif est de

... Les dirigeants ont été en son sein... et dont nous nous occupons
dans cette perspective, chaque pays... et de la classe ouvrière, chaque
pays et à l'échelle internationale les moyens les plus élevés de

L'action de la classe ouvrière à son intérêt. À son tour, elle a
la tâche de l'indépendance de ses organisations
et est pour ces questions ne sont pas considérés par la IV internationale
nationale comme son "alliance privée", mais que, au contraire, les problèmes
qui y sont traités relèvent de l'examen et des points de vue de toutes les
forces et de toutes les tendances attachées à l'indépendance de classe.

... et de toutes les tendances attachées à l'indépendance de classe.

... et de toutes les tendances attachées à l'indépendance de classe.

... et de toutes les tendances attachées à l'indépendance de classe.

... et de toutes les tendances attachées à l'indépendance de classe.

... et de toutes les tendances attachées à l'indépendance de classe.

... et de toutes les tendances attachées à l'indépendance de classe.

... et de toutes les tendances attachées à l'indépendance de classe.

... et de toutes les tendances attachées à l'indépendance de classe.

Après la signature de l'accord entre les Etats-Unis et la Chine sur son entrée à l'Organisation mondiale du commerce

Introduction

Le 15 novembre 1999 était annoncée la conclusion d'un accord entre les Etats-Unis et la Chine ouvrant à cette dernière les portes de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Ainsi, des mois d'intenses négociations, pour partie publiques et pour partie sans aucun doute secrètes, entrecoupées d'annonces d'accords et de semi-ruptures, ont abouti, pour l'essentiel, à la reprise de ce qui était contenu dans le projet d'accord établi en avril 1999 entre l'administration américaine et le Premier ministre chinois, Zhu Rongji, alors en visite aux Etats-Unis, tout en allant plus loin dans certains domaines.

Une fois l'accord officiellement annoncé, le président Clinton déclarait :

"Cet accord est bon pour la Chine, bon pour les Etats-Unis, bon pour l'économie mondiale. Avec cet accord, la Chine embrasse les principes de l'ouverture

économique, de l'innovation et de la concurrence."

Le *Financial Times* considérait d'emblée que cet accord "ancrait la Chine dans la voie des réformes" et le *Wall Street Journal* s'enthousiasmait devant un accord entraînant "la plus grande puissance communiste à rejoindre le plus grand club des Etats capitalistes".

Tous les porte-parole officiels et tous les commentateurs s'accordent sur un point : l'immense portée de l'événement pour la Chine et, au-delà de la Chine elle-même, sa signification mondiale.

Cet accord ne relève pas, en effet, d'une prétendue sphère des "relations commerciales". Sa conclusion bouleverse profondément les données politiques, sociales et économiques existant jusque-là aussi bien en Chine même que pour

l'ensemble des relations internationales de la Chine. C'est bien un événement mondial d'importance majeure.

Certes, la conclusion de cet accord s'inscrit dans la continuité de la politique pratiquée par la bureaucratie dirigeante, qui exerce le pouvoir d'Etat au travers du parti unique. Il a été préparé en particulier depuis que s'est ouverte, en 1979-1980, "l'ère des réformes et de l'ouverture".

Mais cette réorientation, à laquelle reste lié le nom de Deng Xiaoping, prolonge le cours suivi par la bureaucratie. Celle-ci, s'étant arrogé le monopole du pouvoir politique et de la "représentation de la classe ouvrière", a toujours mené une politique commandée par la défense, la consolidation et l'extension de ses privilèges.

Une constante du régime dès son instauration a été une opposition déterminée — et affirmée par les moyens d'une répression permanente et brutale — à toute tentative d'expression, d'organisation et de représentation indépendante de la classe ouvrière, et partant, à toute forme de démocratie ouvrière. Les institutions antidémocratiques édifiées par le PCC fausseront la planification, accumulant les faux-frais, développant la gabegie et conduisant parfois à des catastrophes (les conséquences du "Grand Bond en avant" de 1959, par exemple). Ces institutions sont au service d'une orientation déterminée par les besoins de préservation du pouvoir et des privilèges de la bureaucratie, orientation qui isole délibérément la révolution chinoise des développements internationaux de la lutte des classes, et en particulier en Asie.

La bureaucratie chinoise sacrifie les possibilités révolutionnaires dans différents pays d'Asie — ce sera, par exemple, le cas de l'Indonésie en 1964-1965 — à l'objectif d'établir une "coexistence pacifique" à son propre compte, c'est-à-dire de s'imposer vis-à-vis de l'impérialisme comme un garant de la "paix sociale" dans sa région. Elle développe en même temps une politique d'industrialisation déséquilibrée, visant à "rattraper les puissances capitalistes", idéologiquement justifiée par la possibilité de construire le socialisme dans la seule Chine : "compter

sur ses propres forces" est l'un des slogans répétés à satiété, c'est-à-dire le "socialisme dans un seul pays" à la chinoise. Les convulsions, les crises auxquelles a abouti la gestion de la bureaucratie ont ouvert — pour le même motif et dans le même cadre — la voie à ce qui a été désigné sous le nom de "réformes" et d'"ouverture", c'est-à-dire à un processus de démantèlement de la propriété sociale, de rétablissement de la propriété privée des moyens de production.

La conclusion de l'accord sur l'OMC passé aux Etats-Unis constitue un changement qualitatif. La "mise en conformité" de l'économie chinoise avec les règles de l'OMC, c'est la liquidation de la "propriété d'Etat", la prise en main de secteurs entiers de l'économie par l'impérialisme, en fait, la destruction de l'économie nationale chinoise telle qu'elle s'est constituée. Ce sont l'unité et l'indépendance de la nation chinoise qui sont elles-mêmes menacées.

Cet accord, qui met en cause tout ce qui constitue la Chine populaire, a été conclu cinquante ans après la proclamation de la "République populaire de Chine", en octobre 1949. C'est alors, en effet, qu'une vague révolutionnaire entraînant des millions de paysans sans terre balayait le régime installé en Chine depuis 1927, celui de Tchang Kaï-chek.

La commémoration par le Parti communiste chinois du cinquantième anniversaire de son arrivée au pouvoir a eu un caractère étrange.

La revue financière *Fortune* (celle qui dresse les listes des "plus grandes affaires" et des "plus grandes fortunes") a organisé, du 25 au 27 septembre 1999, un forum international intitulé "Global Forum". Il se déroula à Shanghai, avec le concours de centaines d'hommes d'affaires, sous le patronage des plus hautes autorités du régime chinois.

Ainsi, le coup d'envoi de la célébration du cinquantième anniversaire du renversement révolutionnaire du régime de Tchang Kaï-chek fut donné par une réunion que ses organisateurs définissaient ainsi :

“Les responsables de certaines des plus grandes firmes du monde vont se rassembler pour le Fortune Global Forum 1999. Ce forum, qui se déroulera à la veille du 50^e anniversaire de la République populaire de Chine, examinera la situation des affaires en Chine et les extraordinaires possibilités qui y existent, alors que la Chine entre dans le nouveau siècle. Le président Jiang Zemin prononcera le rapport principal, Xu Kuangdi, maire de Shanghai, présidera la seconde soirée.”

Deel Electronic, Pepsi-Cola, General Electric, Cargill étaient parmi les firmes qui avaient à l'avance assuré de leur présence. Le président Jiang Zemin avait offert une calligraphie originale aux organisateurs. On pouvait y lire :

“Souhaits pour un plein succès du Global Forum de Shanghai, Jiang Zemin, président de la République populaire de Chine”.

Le 1^{er} octobre, eut lieu à Pékin la commémoration officielle de la révolution chinoise. Les semaines de sa préparation avaient été celles d'une recrudescence de la répression, visant d'abord toute initiative cherchant à exprimer de manière organisée et publique la résistance des travailleurs à la brutale dégradation de leurs conditions de vie.

En même temps se développait une vaste campagne contre le *“banditisme et la criminalité”*, marquée par plus de 100 000 arrestations et par des exécutions spectaculaires, qu'accompagnait un déchaînement médiatique et policier contre la secte religieuse Falun Gong.

Enfin, à la veille des cérémonies commémoratives, on expulsait de Pékin des dizaines de milliers de personnes, dont les permis de résidence n'étaient pas valides, toute une fraction de cette population rurale que la misère a chassée vers les villes. Sans aucun doute, parmi elle, des enfants ou des petits-enfants de ces paysans en armes qui, il y a un demi-siècle, formaient la majorité des armées révolutionnaires...

Les conditions dans lesquelles a été célébré le cinquantième anniversaire de la République populaire de Chine caractéri-

sent et illustrent la profondeur de la crise d'ores et déjà ouverte dans le pays et que la conclusion de l'accord avec les Etats-Unis au sujet de l'entrée de la Chine dans l'OMC va qualitativement aggraver.

Crise qu'on ne peut séparer de l'ensemble des développements internationaux et qui en est en même temps une composante majeure. En effet, tous les problèmes dont on pourrait dire qu'ils relèvent de la *“politique intérieure”* de la Chine ont été commandés par un problème de *“politique étrangère”*, celui des *“conditions d'entrée de la Chine dans l'OMC”*.

Les immenses conséquences politiques, économiques et sociales de l'intégration de la République populaire de Chine à l'OMC ont provoqué des déchirements jusque dans les sommets de la couche dirigeante de l'Etat. Ce processus de crise, loin de s'achever avec la conclusion d'un accord avec les Etats-Unis à la veille du sommet ministériel de l'OMC à Seattle, ne saurait être qu'exacerbé. C'est aux causes profondes de cette crise que s'attache ce premier article.

Avant d'y venir, il nous paraît toutefois nécessaire de préciser dans quel esprit le travail, dont cet article marque un premier jalon, est entrepris.

A l'occasion du cinquantième anniversaire de la constitution de la République populaire de Chine, des questions se posent à tous, elles se posent encore avec plus d'acuité après la signature de cet accord.

L'immense espoir qu'avait représenté, non seulement pour la Chine, mais à l'échelle mondiale, le renversement par l'action des masses paysannes et ouvrières du régime corrompu du Kuomintang devrait-il avoir pour aboutissement que la Chine devienne la proie des spéculateurs du monde entier, relayés sur place par des mafias issues d'une bureaucratie corrompue ?

La Chine n'aurait-elle pour avenir que de devenir demain — dans des proportions encore plus colossales et plus tragiques — ce qu'est aujourd'hui la Russie ? Quelle alternative ?

Nous ne prétendons nullement détenir toutes les réponses. Mais nous sommes convaincus — et c'est là notre point de départ — que l'avenir du peuple chinois n'est pas séparable de la résistance mondiale des peuples et des travailleurs aux conséquences de l'offensive généralisée contre le "coût du travail", précipitant partout la déréglementation et la privatisation, et qu'il dépend de la lutte des ouvriers, des paysans, des jeunes, des intellectuels chinois liée à celle des travailleurs de tous les pays.

Ce premier article, qui a été collectivement élaboré par A. Denizo, O. Doriane, F. Forgue et B. Trinquet, a d'abord pour but d'amorcer la discussion.

1919, 1949, 1989

Si l'impérialisme japonais, après avoir annexé la Mandchourie dans les années précédant la Deuxième Guerre mondiale, ne raya pas la Chine de la carte politique du monde, c'est avant tout à la lutte de millions de paysans, d'ouvriers, de jeunes, que cela est dû. Ces travailleurs, tout en luttant pour l'indépendance et l'unité de la Chine contre la domination impérialiste, mettaient en avant leurs propres revendications incompatibles avec l'ordre existant et y cherchaient une solution en appuyant et en renforçant le Parti communiste chinois.

Aujourd'hui, dans un autre contexte, des millions de travailleurs, d'ouvriers et de paysans, dont les moyens d'existence et l'existence même sont menacés par les "réformes", par les conséquences de l'accord sur l'OMC, n'ont pas non plus dit leur dernier mot.

Aujourd'hui, alors que les chômeurs urbains se comptent par dizaines de millions et que l'on annonce de nouvelles vagues de licenciements, que l'on évalue à 150 ou 200 millions le flot de travailleurs chassés de la campagne et errant à la recherche d'un emploi d'un bout à l'autre de la Chine, la crainte quasi panique des autorités à la moindre initiative tendant à exprimer de manière organi-

sée la colère du peuple travailleur de Chine a une signification sans équivoque. Il s'accumule dans le peuple chinois, parmi les travailleurs de toutes catégories, à la ville comme à la campagne, les éléments d'une résistance qui, dans les pires conditions, cherche à s'organiser.

Ce mouvement de résistance trouve son expression la plus élevée et la plus permanente dans les tentatives de constitution des organismes de défense des droits des travailleurs — c'est-à-dire, quel que soit le nom ou la forme particulière, des organismes qui visent à la constitution de syndicats indépendants. Il plonge ses racines dans l'expérience même du peuple chinois.

Les hasards chronologiques font que l'année 1999 est l'anniversaire de plusieurs dates importantes de l'histoire du peuple chinois : le cinquantième anniversaire de la constitution de la République populaire, le quatre-vingtième anniversaire du mouvement de mai 1919 et le dixième anniversaire de l'immense soulèvement populaire de mai 1989, brisé par la sanglante répression de juin.

MAI 1919

Face à la volonté des impérialistes de se repartager la Chine en fonction des résultats de la Première Guerre mondiale, le 4 mai, de puissantes manifestations d'étudiants eurent lieu dans toutes les grandes villes du pays. Très vite, d'autres couches de la population se joignirent au mouvement, en particulier les grèves se multiplièrent, le jeune prolétariat chinois entrant en scène. La vague révolutionnaire que déclencha le mouvement de mai 1919 avait pour point de départ le rejet par le peuple chinois, et d'abord par sa jeunesse, des "traités inégaux" (1). Mais y a-t-il traité plus inégal

(1) Ces traités sanctionnaient le partage de la Chine en "zones d'influence" dominées par les différents impérialismes, consacraient le régime des "concessions", qui remettait le contrôle de parties du territoire chinois aux puissances étrangères, et démantelaient toutes les protections douanières. Le meilleur ouvrage sur cette période et sur la révolution de 1925-1927 est celui de H. Isaacs, *La Tragédie de la révolution chinoise*.

que celui qui enferme la Chine dans la camisole de force de l'OMC, tout en réservant aux Etats-Unis le droit de continuer à traiter celle-ci, s'ils le désirent, comme un paria de l'économie mondiale pendant une période de quinze ans ?

Ainsi, le mouvement de mai 1919 fut le prélude immédiat de ce qu'on appelle la seconde révolution chinoise (la première ayant abouti à l'instauration de la république, en 1911). En 1925, le mouvement atteint le stade d'une mobilisation d'ensemble de la classe ouvrière. A Canton, la grève générale paralyse la ville. Le mouvement gagne les campagnes : dès 1925, on évalue à 9 millions le nombre de paysans organisés dans des syndicats.

Cette vague révolutionnaire ne peut se comprendre en dehors de l'impact de la révolution russe. Et les traits universels de cette révolution apparaissent dans la manière dont les masses chinoises se mobilisent. En même temps que se développe le mouvement syndical, que naissent les associations de paysans sans terre, un réseau de comités d'ouvriers et de paysans tend à recouvrir tout le pays. Et un Parti communiste se constitue, qui, très vite, regroupe 60 000 militants.

Mais la direction de l'Internationale communiste entre les mains de Staline enjoint et impose à ce jeune parti une politique de stricte soumission au parti de Tchang Kaï-chek, au Kuomintang. Cette politique livre l'avant-garde de la classe ouvrière et de la paysannerie à ses bourreaux. La contre-révolution triomphe. Le peuple chinois paiera la victoire de Tchang Kaï-chek de trente années de dictature réactionnaire, d'un maintien et d'un accroissement de l'exploitation et de la misère, d'une subordination accrue à l'impérialisme et d'un nouveau dépeçage de son territoire.

La défaite de la révolution chinoise stabilisa en Russie le pouvoir naissant de la bureaucratie contre-révolutionnaire, qui l'avait organisée, et renforça l'isolement de la révolution russe. Ainsi s'affirmait d'emblée l'opposition fondamentale entre la révolution chinoise et la bureaucratie stalinienne liquidatrice des conquêtes de la révolution chinoise.

1949

La troisième révolution chinoise (le renversement du régime de Tchang Kaï-chek, la victoire des armées à majorité paysanne sous la direction du Parti communiste chinois) ne peut non plus être séparée d'événements internationaux dans lesquels elle s'intègre. Elle s'inscrit dans la vague révolutionnaire mondiale née des conditions de liquidation du second conflit mondial, qui interdit à l'impérialisme américain, au-delà d'un certain seuil, de soutenir efficacement son protégé et le Kuomintang. Dans cette situation internationale, l'acuité de la crise en Chine et le déferlement révolutionnaire firent échec à la volonté de la bureaucratie stalinienne de préserver le pouvoir de Tchang Kaï-chek, comme élément de l'accord contre-révolutionnaire mondial noué avec l'impérialisme.

Les accords passés entre la bureaucratie stalinienne et l'impérialisme à la fin de la Seconde Guerre mondiale impliquaient le maintien au pouvoir en Chine de Tchang Kaï-chek. La solution préconisée par Staline était la formation d'un "*gouvernement d'union nationale*", formule qui bénéficia d'abord du soutien de Mao Zedong. Mais ces tentatives se heurtèrent à la contradiction incontournable qui opposait un régime corrompu et la volonté d'en finir de la grande majorité de la population chinoise.

La victoire du Parti communiste chinois, à première vue, est celle d'une armée paysanne, dirigée sans partage par un parti qui se proclame "prolétarien", mais dont les assises sont avant tout rurales, sur un régime en pleine décomposition. Les villes, où l'ancien pouvoir se désintègre — et avec lui ses forces armées — tombent sans coup férir entre les mains des armées révolutionnaires. Cette "première vue" est loin de n'être qu'apparente. Elle contient nombre d'éléments de la réalité. Encore convient-il de préciser. La force de ces armées paysannes repose sur la réalité d'une profonde révolution agraire. Le Parti communiste chinois en prend la tête, contre les consignes dictées par la bureaucratie russe, qui, comme cela a été noté

plus haut, entendait maintenir le régime existant (2).

Le Parti communiste chinois "*franchit le Rubicon*", comme l'écrit Jack Belden, dans son livre *La Chine ébranle le monde*, en plaçant son action sous le mot d'ordre de l'expropriation des propriétaires fonciers, du partage des terres. Mais le système, que l'irruption des masses paysannes sur la scène politique menace en son cœur, n'est pas un vieux régime féodal qui devrait laisser la place à une bourgeoisie montante. C'est au contraire le système capitaliste tel qu'il est concrètement incarné en Chine dans le maintien de la domination d'une mince couche de propriétaires fonciers à la campagne (les deux tiers de la paysannerie sont pratiquement sans terre) et dans la subordination d'une bourgeoisie-avorton à l'impérialisme.

Le Parti communiste chinois est ainsi amené à conduire les masses jusqu'à l'instauration d'un régime qui, contrairement au programme qu'il met en avant, doit, pour assurer sa victoire, rompre avec l'impérialisme et avec la bourgeoisie chinoise, entamant l'expropriation des moyens de production et étendant la réforme agraire à l'ensemble du pays.

C'est sur la base de la rupture avec l'impérialisme et de l'expropriation des grands moyens de production que la Chine a pu commencer à s'arracher à l'arriération, qu'a été constituée l'économie chinoise, telle qu'elle existe encore aujourd'hui. C'est tout cet acquis, organiquement lié à la classe ouvrière chinoise, au peuple chinois, à son unité et à sa souveraineté, qui est incompatible avec la mise en œuvre du traité sur l'OMC qui vient d'être signé.

Mais la manière dont se produit ce gigantesque bouleversement, cette révolution sociale, n'est pas secondaire. On a beaucoup insisté, dans les ouvrages historiques consacrés à la révolution chinoise, sur le fait que les villes avaient été "conquises". Ce qui est exact, mais on a en revanche trop insisté sur leur "passivité" (alors que le degré de répression et de férocité du Kuomintang contre tout ce qui menace son pouvoir dans les villes témoigne de l'agitation qui s'y dévelop-

pait dès 1946) et souvent omis le fait que l'un des premiers actes du nouveau pouvoir est de réprimer ou d'empêcher toute expression organisée indépendante des travailleurs (comités, reconstitution des syndicats).

Il n'existe donc pas — ou seulement sous forme embryonnaire et immédiatement étouffée — ce réseau d'initiatives démocratiques des ouvriers et des paysans, ce foisonnement, ce débat qui sont la marque de la révolution d'Octobre, du système des soviets. La direction Mao Zedong du Parti communiste chinois s'installe au pouvoir en combattant toute tentative d'avancer vers le pouvoir démocratique des conseils d'ouvriers et de paysans (3).

D'emblée, c'est un appareil qui échappe au contrôle de ceux au nom de qui il prétend parler qui commence à édifier le nouvel Etat de "démocratie populaire".

Aussi, dans toutes les phases, toutes les crises qui secoueront la "Chine populaire", c'est-à-dire la Chine issue de la révolution de 1949, se retrouvera cette question de la démocratie, de la démocratie ouvrière, du contrôle sur les conquêtes de la révolution, et donc du droit des travailleurs à s'organiser comme ils l'estiment nécessaire.

(2) Le spécialiste de l'histoire chinoise, C. P. Fitzgerald, dans *Revolution in China*, 1952, Cresset Press, rappelle qu'en "juillet 1948, une conférence fut convoquée dans le Sud Hopeï pour déterminer la stratégie du mouvement communiste (...). Staline, par le truchement de Liu Shao-Chi, demandait que les communistes chinois continuent la guérilla et se retiennent d'exploiter jusqu'au bout la victoire... La thèse contraire fut défendue par Chou en Lai."

(3) La section chinoise de la IV^e Internationale, dont l'origine est dans la rupture de Chen Duxiu, fondateur et secrétaire général du Parti communiste chinois, avec la politique de Staline au lendemain de l'écrasement de la révolution de 1927, fera l'objet d'une véritable politique d'extermination. Des centaines de militants trotskystes — pratiquement la totalité des membres des organisations de la IV^e Internationale — seront arrêtés, torturés et, pour la majorité, assassinés dans les camps. Il s'agissait d'emblée, par la terreur, d'établir qu'il ne saurait exister dans la classe ouvrière de position différente et indépendante de celle de la direction du PCC. Il s'agissait d'interdire toute expression organisée de la démocratie ouvrière.

Car on ne saurait sous-estimer la signification historique de la révolution chinoise. Lorsque, le 1^{er} octobre 1949, Mao Zedong proclame à Pékin la République populaire de Chine, il annonce une défaite profonde de l'impérialisme à l'échelle mondiale. Nul mieux qu'un journaliste américain le signifia, dans un article consacré à "l'incident de *L'Amethyst*" survenu quelques mois avant. Une canonnière britannique voulut remonter le cours du Yang-Tsé-Kiang, déjà contrôlé par les troupes de Mao Zedong. Le gouvernement britannique prétendit en avoir le droit au nom des traités naguère signés par le gouvernement chinois. L'artillerie révolutionnaire lui fit savoir que ces traités étaient désormais caducs. *L'Amethyst* dut se retirer après avoir subi de lourdes pertes.

Le *New York Herald Tribune* écrivit à ce sujet :

"Ce jour comptera dans l'histoire. C'est celui où les artilleurs communistes chinois s'entraînant à la manœuvre des canons américains (fournis aux armées du Kuomintang et pris par les soldats du PCC - NDLR) écartèrent d'un geste méprisant les navires de la Royal Navy. C'est celui où s'effondra l'ancien régime chinois, où le gouvernement nationaliste inféodé aux étrangers fut obligé d'avouer son impasse et où les Occidentaux qui s'appuyaient sur lui comprirent qu'ils ne pouvaient le sauver et qu'une nouvelle force gouvernait désormais l'énorme population de la Chine. Cet événement prouve que le vieil ordre social est mort, que les classes possédantes chinoises, l'impérialisme britannique et la doctrine américaine de la porte ouverte n'ont pu résoudre les problèmes inextricables dans lesquels se débattait le peuple chinois. D'autres lui ont ouvert une nouvelle porte. Il s'est engagé dans une nouvelle voie" (cité par Jack Belden, *La Chine ébranle le monde*, page 501).

MAI-JUIN 1989

Il y a dix ans, le 17 avril, à la suite du décès de Hu Yaobang (secrétaire général du PC écarté du pouvoir en raison de son opposition à la répression des manifestations étudiantes en 1976), des étudiants de Pékin — environ 6 000 — marchent sur le

centre de Pékin. Des slogans tels que "*Vivent la démocratie, la légalité et les libertés*", "*A bas la corruption, à bas la bureaucratie*" sont scandés. La police n'intervient pas.

C'est le début d'un mouvement qui va devenir immense. Il grandit à Pékin, où, dès le 18 avril, un étudiant réclame la "*démission du gouvernement*". Il s'étend à d'autres universités, il se réfère au mouvement du 4 mai 1919.

Le 21 avril, ce ne sont pas que les étudiants qui sont présents. On compte 200 000 manifestants — et, parmi eux, comme le note le correspondant du *Monde*, "*des employés, des ouvriers, des gens humbles, des ménagères*". Ils occupent la place Tian An Men, sont toujours présents le 22 et lancent : "*Tremblez, corrompus, le peuple se réveille.*"

Le 27 avril, c'est une lame de fond qui déferle sur Pékin, les manifestations vont rapidement gagner d'autres villes.

La place Tian An Men va être en permanence occupée par les étudiants, un dialogue permanent s'établit entre eux et les travailleurs. Bientôt vont apparaître les premières organisations ouvrières indépendantes, comme la Fédération autonome des ouvriers de Pékin, constituée le 21 mai. Auparavant, le 18 mai, Pékin aura été le théâtre des plus grandes manifestations que le capitale de la Chine ait connues : un million de manifestants, étudiants, travailleurs, jeunes, retraités, fonctionnaires, occupent la ville. Il n'y a plus de "Cité interdite", il y a une ville, la capitale du pays, Pékin, qui est interdite aux bureaucraties. Et Gorbatchev, en visite officielle, entre dans la résidence du gouvernement par une porte de service !

Mais les bureaucrates restent le pouvoir. Ils contrôlent les forces de répression. Les porte-parole des étudiants répètent qu'ils recherchent le "dialogue" avec ce pouvoir, non qu'ils le rejettent.

Dans ce délai, le pouvoir reconstruit ses forces. "*Nous devons trancher dans le vif avec un couteau effilé*", déclare Deng Xiaoping.

Le 4 juin, l'armée investit la place Tian An Men. Elle ouvre le feu. La Commune de Pékin naissante est écrasée dans le sang. La répression, qui frappe les dirigeants étudiants, et qui frappe avec une sévérité toute particulière les ouvriers cherchant à organiser des syndicats indépendants, s'étend dans tout le pays.

Les maîtres d'œuvre de cette répression, Deng Xiaoping et Li Peng, sont aussi les architectes de la politique dite des "réformes" ou "d'ouverture".

La violence de la répression stoppe le mouvement, mais la vague révolutionnaire va non seulement contenir pendant plusieurs années la politique liquidatrice de la bureaucratie, mais surtout faire que dans les rapports entre les masses et les sommets de la bureaucratie dirigeante, la question du combat pour des organisations syndicales indépendantes se pose d'une manière nouvelle. L'ère ouverte par mai 1989 n'est pas close.

A l'origine de l'immense soulèvement populaire, il y avait la lutte contre l'arbitraire et la corruption bureaucratique, contre les conséquences d'une décennie de "réformes", aggravant les conditions de vie de la population travailleuse. Ces mêmes motifs sont aujourd'hui renforcés par dix ans d'expérience douloureuse, par le chômage, la désorganisation du tissu social et l'annonce des ravages sans précédent qu'entraînera l'application du traité que les autorités ont consenti.

« Par le fer et le sang, les Deng Xiaoping et les Li Peng veulent montrer à l'impérialisme qu'ils ont la capacité de maintenir le cap sur les "réformes économiques", c'est-à-dire la marche vers la restauration capitaliste »,

expliquait l'article d'une revue éditée par le conseil général de la IV^e Internationale (CIR) (4).

L'action des jeunes et des travailleurs s'inscrivait dans le mouvement international qui allait jeter bas le Mur de Berlin. Le mouvement révolutionnaire de 1989 se relie à toute la tradition des mouvements émancipateurs de la classe ouvrière et du peuple de Chine.

Comme le disait une déclaration de la IV^e Internationale, du 22 mai 1989 :

"Ce sont les mêmes objectifs démocratiques et sociaux qui s'incarnaient dans la révolution de 1949. Elle affirmait la volonté du peuple travailleur de Chine d'instaurer une authentique démocratie, d'en finir avec le pillage du pays, avec la terreur et la misère que les grands propriétaires fonciers faisaient régner dans les campagnes, d'en finir avec l'exploitation."

Mais qu'en ont-ils fait, ces bureaucraties qui prétendent incarner le "socialisme", qui disent aux travailleurs et aux étudiants : "Vous n'avez pas la compétence nécessaire pour discuter des problèmes du pays." Ils ont édifié un système antidémocratique, sclérosé, que le peuple chinois dénonce justement comme celui des "nouveaux mandarins" tout aussi corrompus que les anciens."

La démocratie, ce n'est certes pas le retour à une situation où la Chine était la proie des puissances étrangères, où les "seigneurs de la guerre" se partageaient le pays. Pour le peuple travailleur de Chine, la démocratie, c'est son droit à exercer son contrôle sur les conquêtes de la révolution, à désigner librement ses représentants, à garantir qu'ils lui rendent des comptes (...).

Elle a résonné en Chine dans les protestations des étudiants et des travailleurs qui, à l'époque des "Cent Fleurs", ont dénoncé la bureaucratie et ses privilèges.

Elle s'est affirmée au travers des contradictions et des manœuvres de l'appareil dans les années de la "Révolution culturelle", où des centaines de milliers de jeunes à qui l'on avait enjoint de "lutter contre les survivances de la bourgeoisie" identifiaient comme la pire des survivances la bureaucratie elle-même et son pouvoir antidémocratique.

Elle s'est affirmée à nouveau dans les grandes manifestations en avril 1976, comme dans le combat courageux des militants du Printemps de Pékin aujourd'hui encore emprisonnés, comme

(4) *Tribune Internationale-La Vérité*, juillet 1989. On trouvera par ailleurs une étude du contenu et des conséquences de la politique d'"ouverture" dans l'article d'Olivier Doriane : "Chine : le choc se prépare" (*La Vérité*, n° 615, avril 1994).

dans les manifestations des étudiants de 1986 (...).

Aujourd'hui, c'est l'expérience quotidienne de millions de travailleurs qui leur indique que la bureaucratie corrompue et incompétente menace directement les conquêtes acquises par la révolution, qu'elle ouvre la voie au rétablissement du régime capitaliste" (extrait de l'article

"La révolution chinoise contre la bureaucratie", supplément Spécial Chine à Tribune internationale, n° 50, juillet 1989).

En ce sens, ce que contenait le mouvement de mai-juin 1989, c'est l'avenir de la jeunesse, des travailleurs, du peuple de Chine.

Le traité avec les Etats-Unis sur l'OMC et ses conséquences

La "grande question", qui a été sans cesse au premier plan des relations entre le gouvernement des Etats-Unis et celui de la Chine dans la dernière période, c'est, comme on l'a noté au début de cet article, la question de l'entrée de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Les conditions de cette entrée étaient au centre des discussions entre Clinton, son gouvernement et le Premier ministre chinois, Zhu Rongji, en avril de cette année. Puis, après une interruption à la suite des bombardements de l'ambassade de Chine à Belgrade par les avions de l'OTAN sous commandement américain, les négociations ont repris. Zhu Rongji a qualifié Clinton d'"ami" et Jiang Zemin, le président de la République, qui concentre l'essentiel des pouvoirs, a multiplié les invites à trouver une solution. Des discussions entre experts se sont déroulées et, au fur et à mesure que l'on se rapprochait du sommet de l'OMC à Seattle, des informations filtraient, faisant alterner le chaud et le froid : *"Il demeure toute une série de problèmes non résolus"* et *"Il n'y a plus que des détails à régler..."*

C'est ainsi qu'à la veille même de la signature de l'accord, la presse américaine publiait un entrefilet menaçant, sous le titre *"Avertissement des Etats-Unis à la Chine sur la question de l'OMC"* :

"Les Etats-Unis ont prévenu ce vendredi qu'il restait peu de temps à la Chine pour accepter les conditions mises à son adhé-

sion à l'OMC" (International Herald Tribune, 13 et 14 novembre 1999).

C'est le langage de l'ultimatum bien plus que celui d'une négociation entre "partenaires égaux".

Quelle signification cet *"accord historique"* a-t-il pour la Chine, pour le peuple chinois ?

Rappelons d'abord que la réglementation internationale du commerce, les règles concernant les exportations et les importations entre différents pays ont toujours relevé des rapports de force. Dans chaque pays, à l'époque de leur développement, les différentes bourgeoisies, dans le but de protéger leur marché, ont établi des taxes pénalisant l'entrée de produits étrangers, des quotas d'importations, tout en cherchant à étendre leur marché et donc à s'opposer aux mesures similaires prises par leurs concurrents.

Constituée en 1993, l'Organisation mondiale du commerce succède au GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). C'est dans ce cadre, reflétant les conditions consécutives à la Seconde Guerre mondiale, et donc la prééminence de l'impérialisme américain, que se sont déroulées les négociations qui ont abouti à la création de l'OMC.

De l'accord entériné en 1993, le président Clinton disait sans fard qu'il *"renforçait le leadership des Etats-Unis dans la nouvelle économie mondiale"*.

Daniel Gluckstein, qui fait cette citation révélatrice dans son livre *Lutte des classes et mondialisation*, précise :

« L'Organisation mondiale du commerce a pour fonction de contraindre à l'ouverture des frontières commerciales, à la suppression des taxes douanières, des contingents et des barrières non tarifaires (quotas, normes, réglementations). L'OMC a également pour fonction d'organiser l'ouverture des secteurs encore protégés aux appétits des multinationales et de liquider les monopoles publics.

Sous-jacente aux objectifs affirmés de réduire les tarifs douaniers, de supprimer les contingents et de limiter les aides publiques, il y avait la tentative des capitalistes contraints de se ranger derrière les Etats-Unis d'adapter la production mondiale aux limites d'un marché trop étroit (ces limites n'étant pas, on l'a vu précédemment, déterminées par l'immensité des besoins sociaux, mais uniquement par les lois de la rentabilité capitaliste, à l'époque du stade pourrisant du capitalisme).

Favoriser la concurrence en "libérant" le commerce mondial : tel est leur credo. Il s'agit d'aligner partout les conditions de production sur les niveaux les plus performants, ceux où les coûts du travail et les coûts sociaux en général sont le plus bas. Les accords du GATT représentent un cadre contraignant, qui vise à unir tous les participants dans une même politique de liquidation des "surcapacités" (du point de vue des capitalistes), qu'il s'agisse des moyens de production, des surfaces cultivables ou du travail vivant. »

Ainsi, là où le GATT n'avait pu aboutir qu'à une baisse — certes non négligeable — de certains tarifs douaniers, l'OMC prétend maintenant imposer le laminage de tous les tarifs douaniers, mais aussi la suppression des "obstacles non tarifaires", autrement dit la suppression des réglementations techniques, notamment de celles codifiant les conditions du travail, notamment dans les domaines de l'hygiène et de la santé au travail.

Elle est donc un moyen. C'est ainsi que Jeffrey Garten, sous-secrétaire d'Etat américain au Commerce, déclarait en juillet 1995, à propos de l'OMC :

"Les Etats-Unis ne sont pas prêts à attendre des années que l'OMC impose l'ouverture des marchés en résolvant les différends commerciaux par la seule négociation (...). Notre objectif majeur est l'ouverture des marchés. L'OMC est un moyen, un véhicule pour y parvenir."

Dans le cadre de l'économie chinoise, quelles sont les conséquences de l'application des règles de l'OMC ?

L'économie chinoise, telle qu'elle est constituée aujourd'hui, s'est développée sur la base de la propriété collective des moyens de production, et celle-ci a été protégée par un monopole du commerce extérieur au travers duquel s'effectue l'essentiel des relations avec le marché mondial (ce qui demeure encore largement le cas, malgré les brèches creusées par la "politique d'ouverture" et les conséquences de la corruption à grande échelle pratiquée par les sommets de la bureaucratie).

C'est dans ce cadre que s'est constituée une économie nationale, qui a commencé à arracher la Chine à la stagnation et à la misère dans laquelle elle était plongée par l'oppression impérialiste, le pillage et la division du pays.

Or, comme le remarque Daniel Gluckstein,

"l'OMC a également pour fonction d'organiser l'ouverture des secteurs encore protégés aux appétits des multinationales et de liquider les monopoles publics".

Donc, mettre en conformité l'économie chinoise avec les règles de l'OMC, c'est détruire toutes les conditions d'existence de l'économie chinoise, c'est ouvrir par conséquent un processus de liquidation de cette économie en tant que telle, un processus de dislocation de la Chine.

DES NÉGOCIATIONS D'AVRIL 1999 À L'ACCORD DE NOVEMBRE 1999

A la suite de la visite de Zhu Rongji aux Etats-Unis, l'administration américaine avait rendu public un document présen-

té comme résumant les engagements pris à ce sujet par la délégation chinoise. Le gouvernement chinois laissa entendre qu'il ne s'agissait que d'un "document de travail", non d'un "projet d'accord" établi par les deux parties. Mais personne ne niera que c'était bien de cela dont on discutait.

Ce document, intitulé "*Engagements et accès au marché*", commençait ainsi :

"L'accession de la Chine à l'OMC représente la possibilité de régler une vaste série de pratiques commerciales déloyales, de règlements discriminatoires et autres éléments qui limitent la participation américaine au marché chinois ou affectent négativement le commerce américain.

La liste considérable des engagements pris par la Chine aujourd'hui et les substantielles négociations qui doivent se poursuivre bénéficieront de manière qualitative aux intérêts américains et complètent une politique d'ensemble visant à pousser la Chine à accepter des règles de conduite prévalant au plan international."

Le document précise :

"Dans chaque cas, les Etats-Unis ont obtenu des engagements concernant les principales barrières à l'entrée de produits américains : réduction des droits de douane immédiate et engagement à poursuivre leur baisse dans des délais raisonnables jusqu'à des niveaux inférieurs à ceux de la plupart des partenaires commerciaux des Etats-Unis (c'est nous qui soulignons), élimination des quotas, etc. (...), engagement à l'ouverture de nombreux secteurs, dont la distribution, les télécommunications, les assurances, les services d'ordinateurs, les programmes informatiques, etc."

Est-on si loin des "traités inégaux" contre lesquels la jeunesse et les travailleurs se dressèrent en 1919 ? L'élimination de toute protection douanière était précisément l'objectif que se fixaient alors les grandes puissances qui se partagèrent les fruits du pillage de la Chine.

Le président Clinton comme la secrétaire d'Etat au Commerce, Charlene Barshefsky, ont, à maintes reprises, précisé dans quel esprit se menaient les négociations bilatérales sino-américaines. Ainsi, le 13 avril, C. Barshefsky déclarait :

"Fondamentalement, nous avons travaillé à l'intégration de la Chine dans le système des règles commerciales mondiales, car, comme nation du Pacifique, nous avons un intérêt majeur à l'existence d'une région Asie-Pacifique stable et prospère. Pour cela, nous maintenons 100 000 soldats en Asie et nous assurons de solides alliances avec le Japon et d'autres démocraties en Asie. Nous mettons en avant vigoureusement les droits de l'homme, les principes démocratiques et le règne de la loi dans toute la région, et nous engageons la Chine, le plus grand pays d'Asie et celui qui se développe le plus rapidement, à discuter de nos divergences et à trouver avec nous, partout où cela est possible, un terrain commun (...). En même temps, les progrès ont été lents. La Chine demeure un pays caractérisé par de hautes barrières douanières et de nombreuses pratiques commerciales déloyales (...). L'entrée à l'OMC nous permet de faire face aux problèmes politiques qui sont à la racine de ces difficultés :

— un accord raisonnable ouvrira les marchés chinois à nos exportations et donnera aux industries américaines un plus grand degré de protection contre les pratiques commerciales déloyales ;

— dans le domaine de la stratégie, l'affiliation à l'OMC complétera nos efforts pour maintenir la paix et la stabilité dans la région du Pacifique en liant plus étroitement la Chine à l'économie mondiale ;

— dans le domaine des valeurs, les principes de l'OMC, la transparence, l'impartialité, le règlement pacifique des différends et le règne de la loi sont ceux-là mêmes que nous entendons promouvoir à l'échelle mondiale et en Chine.

Pour que ces objectifs soient réalisés, un accord sur l'entrée dans l'OMC doit être commercialement significatif, répondant de manière détaillée, rapide et contrôlable, à nos principaux soucis."

L'allusion aux 100 000 soldats américains présents dans la région n'est pas une clause de style au moment où les bombardements de l'OTAN sur la Yougoslavie sont sur le point de commencer. On remarquera la brutalité et la précision des propos de M^{me} Barshefsky. Il n'est pas indifférent que les négociations précises et détaillées qu'elle réclamait, entamées en

avril, aient abouti en novembre, après l'écrasement de la Yougoslavie sous les bombes et la destruction par ces mêmes bombes de l'ambassade de Chine à Belgrade et l'installation d'un protectorat au Kosovo.

Il ne s'agit donc pas seulement des engagements de la Chine, mais des conditions dans lesquelles ceux-ci sont applicables. En effet, l'examen du document d'engagement du gouvernement chinois lors des discussions bilatérales avec les Etats-Unis d'avril 1999 montre l'étendue des concessions exigées de la Chine :

- Dans les domaines agricole et agro-alimentaire, entre autres secteurs,

a) à propos des tarifs douaniers :

- viande de bœuf, réduction de 45 % à 12 % en 2004 ;

- viande de porc, réduction de 20 % à 12 % en 2004 ;

- viande de volaille, réduction de 20 % à 10 % en 2004 ;

b) à propos des quotas :

- riz : 2,6 millions de tonnes lors de l'accession de la Chine à l'OMC, à augmenter jusqu'à 5,3 millions de tonnes. La moitié de ces quotas étant réservés à des grains courts et moyens, où les Etats-Unis sont plus compétitifs, et au secteur privé (à comparer aux importations actuelles, qui sont de 250 000 tonnes).

- Pour les viandes de porc, de bœuf et de volaille, la Chine acceptera les modalités de l'administration américaine en matière de certification de la qualité sanitaire.

QUEL IMPACT SUR L'AGRICULTURE CHINOISE ?

Est-il exagéré de dire que ces dispositions (il en existe de semblables pour le soja, les fruits, le blé, le coton...) constituent une destruction programmée de pans entiers de l'agriculture chinoise ?

Qui résistera, sur le "marché chinois", à l'invasion des produits de l'agriculture industrielle américaine dopés aux hormones ou aux organismes génétiquement modifiés ; et à supposer que le gouvernement chinois voie un intérêt à conserver des laboratoires et organismes de contrôle nationaux, de quels effets pourraient être les objections de tels organismes à la mise sur le marché d'un produit importé des Etats-Unis, puisque l'accord prévoit l'acceptation des "tampons" certifiant la qualité sanitaire des produits délivrés par l'administration américaine ?

La mise en œuvre du seul volet agricole ne pourrait avoir comme conséquence que de lancer sur les routes des dizaines de millions de paysans chinois, chassés de leurs terres par la concurrence des produits importés à la suite des dizaines de millions de travailleurs "migrants" qui existent déjà et qui ne peuvent plus trouver des emplois industriels stables.

Dans les années 1950-1960, un pays a connu une semblable destruction de son agriculture, notamment de sa riziculture : la Corée. Il s'agissait, au début des années 1950, d'un pays (notamment le sud) essentiellement agricole, que les besoins de l'effort de guerre américaine au Vietnam ont transformé (au prix d'énormes souffrances du peuple coréen) en une base arrière, "plate-forme atelier", dotée d'un appareil industriel, d'une classe ouvrière.

Rien de tel n'est inscrit (même au prix des drames vécus par le peuple coréen) dans l'avenir de la Chine.

La Chine est en effet un pays industrialisé et la "négociation" avec les Etats-Unis porte non seulement sur les domaines agricole et agro-alimentaire, mais également sur un grand nombre de secteurs industriels et de services :

- l'automobile ;
- les "hautes technologies" (l'électronique) ;
- la chimie et la pharmacie ;
- le papier et le bois ;
- la distribution ;

- les télécommunications ;
- la banque ;
- les assurances, etc.

C'est en fait l'ensemble des entreprises industrielles d'Etat (les SOE) qui sont visées par les négociations.

Le Figaro, du 26 août 1999, fait dire à "un économiste proche du pouvoir" :

"Le Premier ministre a compris que, sans l'entrée dans l'OMC et sans la féroce compétition qui suivra, les SOE ne se mettront pas aux normes du marché international."

Il était déjà dit explicitement que l'entrée à l'OMC serait le moyen d'imposer le démantèlement du secteur des grandes entreprises d'Etat, dont la "restructuration" n'avancait pas assez vite. C'est ainsi que *Les Echos*, du 5 août 1999, expliquaient : "Chine : les entreprises publiques ont amélioré leur bénéfice", et le déploraient :

« La restructuration du secteur public à Shanghai a surtout consisté à regrouper des entreprises sans vraiment modifier leurs activités. "Pour faire des économies d'échelle", explique un expert étranger. Mais aussi pour éviter trop de licenciements. Des "canards boiteux" ont été rapprochés de groupes performants, et peu de liquidations ont été autorisées. Il n'empêche que, "depuis 1992, 100 000 postes ont été supprimés chaque année", indiquent les autorités de la ville. Mais les fusions imposées ne sont pas toujours pertinentes. Xie Qihua, la vice-présidente du géant sidérurgique Baosteel, ne cache pas son peu d'entrain face au regroupement de son entreprise avec le holding des aciers de Shanghai. Avec 30 000 employés, Baosteel a produit 11,1 millions de tonnes l'an passé, alors que le holding n'en a produit que 6 millions avec 176 000 personnes. »

Dès avril 1999, les concessions étaient immenses. C'est à leur sujet que *Le Figaro* parlait d'"occasion en or" et écrivait :

"Pékin offrait de laisser les investisseurs américains contrôler jusqu'à 49 % du capital des sociétés de service téléphonique. Toutes les barrières géographiques à la distribution de services

d'assurances par les firmes américaines étaient levées. Le monopole des droits de distribution de produits importés accordés aux sociétés d'Etat levé. Trois révolutions commerciales majeures."

La mise en œuvre de ces "révolutions commerciales" ferait exploser ce qui demeure du monopole du commerce extérieur. Elles sont reprises dans l'accord de novembre.

L'OMC EST UN MOYEN

Il a été souligné plus haut que, pour les Etats-Unis, comme le disait l'un des responsables de l'administration américaine, l'OMC n'est qu'un moyen. Ce caractère de l'OMC comme instrument des grandes multinationales — dont on sait qu'elles sont principalement américaines — s'est exprimé avec une clarté sans précédent dans les négociations concernant l'entrée de la Chine dans l'OMC. Ces négociations sont des négociations bilatérales sino-américaines. Et les Etats-Unis exercent un droit de veto s'ils considèrent que les concessions ne sont pas suffisantes et, en revanche, garantissent souverainement l'entrée à l'OMC si les conditions leur paraissent favorables.

Eloquent témoignage de cette conception, les remarques d'un sénateur du Parti démocrate (le parti de Clinton) présentées dans le *Washington Post*, du 2 octobre, sous le titre : "Faire entrer la Chine dans l'OMC doit être bien fait."

Le sénateur commence sur le mode lyrique :

"L'entrée de la Chine dans la communauté commerciale mondiale pourrait constituer le plus grand pont entre l'Asie et l'Ouest depuis Marco Polo",

pour poursuivre plus sobrement que

"ce sont les intérêts économiques (sous-entendu "pour les Etats-Unis") qui décideront de l'accord".

Et il conclut que même si la Chine adhère à l'OMC, il ne doit pas y avoir égalité de traitement. En d'autres termes,

toutes les règles de l'OMC s'appliquent à la Chine, mais pas aux Etats-Unis en ce qui concerne les relations avec la Chine.

Ce sénateur écrit en effet :

"Les lois commerciales américaines contiennent des dispositions s'appliquant aux importations de pays qui ne pratiquent pas l'économie de marché et qui seraient nuisibles à l'industrie américaine. Nous devons conserver le droit d'appliquer ces mesures à la Chine tant que celle-ci ne dispose pas d'une économie libre de marché."

C'est l'application de cette politique — anticipant sur l'affiliation à l'OMC et la préparant — qui est à l'arrière-plan de l'organisation de l'offensive contre le secteur des grandes entreprises d'Etat, dont les conséquences se mesurent déjà dans la montée vertigineuse du chômage.

Cette politique a conduit à des déchirements jusque dans les sommets des couches dirigeantes. Le *Financial Times*, du 16 avril, soulignait que *"M. Zhu avait à faire face à une résistance croissante au sein de la bureaucratie et du secteur d'Etat"*, et poursuivait :

"Un article largement attribué à des officiels chinois et communiqué sur un site Internet dissident donne une idée du ressentiment manifesté par nombre de Chinois à cet égard et la crainte des conséquences pour l'économie chinoise de l'entrée dans l'OMC. Cet article explique : "Même si la Chine rejoint l'OMC avec le statut d'un pays en voie de développement, cela restera très dangereux ; la période transitoire (pendant laquelle la Chine doit ouvrir ses marchés à la concurrence étrangère) n'est en fait qu'un sursis avant l'exécution de la peine de mort, avant que les pays développés viennent détruire nos industries". »

Nous avons insisté sur le développement et le contenu des négociations menées au mois d'avril, dans la mesure où l'accord qui vient d'être conclu reprend l'essentiel de ce qui avait été établi alors, et qui, répétons-le, dans certains domaines, va au-delà. Le *Financial Times*, du 12 novembre, expliquait qu'un point d'achoppement

"était le refus de Pékin d'accepter la demande américaine de voir les compa-

gnies américaines autorisées à posséder une part allant jusqu'à 51 % dans les entreprises de télécommunications chinoises".

D'après le quotidien britannique, un responsable chinois aurait déclaré :

"Ils devront se contenter d'une part minoritaire."

Or l'accord final prévoit que, dans les deux ans à venir, les investissements étrangers dans ce secteur pourront atteindre 50 %.

L'ACCORD DE NOVEMBRE 1999

Pour préciser le caractère et l'ampleur de cet accord, il suffit de citer le communiqué publié le 15 novembre par les services du Département d'Etat américain :

« — La Chine réduira les droits de douane en moyenne de 22,1 % à 17 % (de 85 % à 20 % dans le cas de l'automobile).

— La Chine fera de plus grandes réductions encore sur les produits agricoles qui ont un intérêt particulier pour les Etats-Unis.

— La Chine établira des quotas d'importations de plus en plus larges pour les céréales, le riz et le coton, en réservant une part substantielle au commerce privé.

— Le monopole d'Etat sur l'huile de soja sera éliminé.

— La Chine éliminera les subventions aux exportations.

— Un nouvel accès sera donné aux firmes américaines, incluant les banques, les compagnies d'assurance et le secteur des télécommunications.

— Les exportateurs américains ont le droit d'assurer la distribution de leurs produits.

— Dans le secteur du textile, les Etats-Unis et la Chine sont tombés d'accord sur les mesures appropriées nécessaires à prévenir tout désordre du marché pendant et après l'élimination des quotas. »

Ce dernier point mérite une explication : il signifie qu'alors que la Chine ne doit opposer aucune barrière à une inondation de produits *made in USA*, les Etats-Unis se réservent, eux, la possibilité de bloquer l'entrée de produits textiles chinois aux Etats-Unis. Il s'agit bien d'un traité inégal, dans l'acception la plus élémentaire du terme.

Le *Financial Times*, du 16 novembre 1999, salue cet accord parce qu'il enracine le processus des réformes. Il cite Stephen Roach, économiste, qui explique :

"La mise en œuvre des initiatives d'ouverture du marché imposées par l'appartenance à l'OMC ne pourront se produire sans que les réformes économiques qui sont au cœur des plans du Premier ministre soient réalisées, permettant à la Chine de transiter vers un système basé sur le marché."

Le *Financial Times* ajoute :

"Des mois de ralentissement dans la réforme des entreprises d'Etat qui emploient toujours 60 % de la main-d'œuvre urbaine vont prendre fin (...). Les économistes gouvernementaux ont expliqué que Pékin allait redoubler ses efforts pour réduire la production en excès de l'industrie (...). Une telle stratégie devrait conduire à un ralentissement continu de la croissance de la production industrielle."

Le désastre est clairement annoncé.

La conférence de presse donnée immédiatement après la conclusion de l'accord par Charlene Barshefsky éclaire le contenu de cet accord :

"Je pense qu'il s'agit d'un accord d'une grande importance, et cela pour plusieurs raisons. Comme accord commercial, il est évident qu'il protège et promeut de manière significative les intérêts commerciaux américains. L'accord est global. Il embrasse toutes les marchandises, tous les services, toute l'agriculture (...). Cependant, cet accord est parfaitement cohérent avec la politique de réforme économique et de développement économique suivie par la Chine. Dans cette mesure, il exercera un effet positif sur les réformes que la Chine tente de mettre en œuvre (...). Cela va ouvrir les marchés en Chine (...). Enfin,

cet accord renforcera en Chine le règne de la loi. Et je suis convaincue que c'est là le plus important. L'OMC constitue un système commercial basé sur des règles, et qui relie 140 nations. Et ses règles fondamentales, ce sont la transparence, l'absence de discriminations, l'indépendance judiciaire et administrative comme des données essentielles au fonctionnement d'une économie moderne. Et le fait que la Chine devienne une composante de cet ensemble est de la plus grande importance à long terme, pas seulement au plan commercial, mais aussi sur le terrain de l'établissement en Chine d'un système légal plus complet et plus solide."

La secrétaire d'Etat au Commerce ajoutait :

"En ce qui concerne les tarifs (les droits de douane), ils vont diminuer jusqu'à atteindre en moyenne 17 %, ce qui est un excellent chiffre, et dans l'agriculture jusqu'à 14,5 % (...). La libéralisation dans l'agriculture est considérable, en particulier, pour les produits essentiels, blé, coton, soja. La Chine ne fournira plus de subventions à l'exportation."

Puis, M^{me} Barshefsky insiste sur le fait qu'en ce qui concerne les produits industriels, la Chine

"garantit les pleins droits de commerce et de distribution, le droit d'importer et d'exporter directement, sans intermédiaire chinois, d'assurer la distribution aussi bien pour le commerce en gros que pour celui de détail (...)."

Et, après avoir souligné que ces règles valent aussi pour les banques, les services financiers, les prêts à l'achat (notamment dans le secteur automobile), M^{me} Barshefsky en vient aux "règles de sécurité" que les Etats-Unis entendent préserver pour leur propre compte :

"Parmi les questions non résolues en avril, il y avait celles concernant les règles spéciales se rapportant à un bond en avant dans les exportations et à l'application de mesures antidumping dans le cas "d'une économie non de marché" (...). Une "clause spéciale de sauvegarde" sur la limitation des importations sera maintenue pour douze ans. En ce qui concerne l'aspect antidumping, les mesures resteront en vigueur quinze ans."

Sur ce dernier point, nos lois prévoient un allègement pour des secteurs d'une économie et pour une économie dans sa totalité, s'il est prouvé qu'elle est orientée vers le marché. Comme nous l'avons indiqué aux Chinois, s'ils demandent que la situation soit revue pour un secteur de l'économie ou pour celle-ci dans sa totalité, nous le ferons, mais dans le cadre de nos lois (souligné par nous). »

Ainsi, avec une arrogance qui n'a rien de diplomatique, la responsable des négociations du côté américain montre que l'accord conclu en novembre reprend non seulement tout ce que contenait celui d'avril — dont le gouvernement chinois avait alors assuré, rappelons-le, qu'il ne s'agissait que de propositions soumises à discussion —, mais qu'il va encore plus loin.

LA RÉFORME "VIENT DE L'EXTÉRIEUR"

L'accord pour entrer dans l'OMC est explicitement présenté comme un bélier permettant d'enfoncer la résistance au démantèlement du secteur des entreprises d'Etat. Rick Baum, un spécialiste de l'université de Californie, a souligné que

"L'OMC est le levier dont les réformateurs ont besoin pour ouvrir le système. On n'est pas parvenu à réformer en partant du sommet. On n'est pas parvenu à réformer en partant de la base. Alors, on réformé en partant de l'extérieur."

Au début de l'année 1999, la Constitution chinoise avait été modifiée pour "légitimer" la propriété privée des moyens de production au même titre que les autres formes de propriété. Il ne s'agissait pas d'une habileté juridique, qui, par elle-même, n'aurait pas modifié la réalité. Il s'agissait bien d'inscrire la place de la propriété privée capitaliste comme un élément normal concourant au développement de la Chine. C'était là, naturellement, le prélude à une offensive de grande envergure contre les travailleurs. Mais c'était aussi l'un des éléments nécessaires à la préparation de l'accord sur l'OMC,

car ce qui est ainsi garanti aujourd'hui par la Constitution chinoise, c'est la place de la propriété étrangère, qui, au travers de l'application des règles de l'OMC, va s'étendre à tous les secteurs de l'économie chinoise.

Les commentateurs ne se sont pas trompés sur la portée de ce qui vient d'être obtenu par l'impérialisme américain. C'est ainsi que le *Wall Street Journal*, du 16 novembre 1999, écrit :

"Les constructeurs d'automobiles américains bénéficieront de cet accord. Six ans après que la Chine aura rejoint l'OMC, les droits de douane sur les voitures importées passeront de 80 % à 25 %. Bien que le délai soit d'un an plus long que celui consigné dans les propositions d'avril, cela va radicalement changer les conditions du marché de l'automobile en Chine..."

Libération, du 16 novembre, note que

"L'ouverture des frontières aura, sur les entreprises d'Etat qui représentent encore près de 56 % de l'activité nationale, un effet catastrophique (...). Elles n'auront d'autre choix que celui de disparaître ou de se restructurer de façon drastique. Ce qui devrait entraîner à court terme une hausse du chômage."

Pour se livrer concrètement à une première évaluation des conséquences de l'accord sur l'entrée à l'OMC, il est nécessaire de répondre à cette question : "A quelle Chine cet accord va-t-il s'appliquer ?"

Est-ce à une Chine où, comme l'expliquent nombre de commentateurs, la question de la propriété d'Etat est d'ores et déjà réglée, du moins pour l'essentiel ? Une Chine qui, somme toute, sous la tutelle de l'impérialisme et le règne d'un gouvernement autoritaire, serait déjà une "économie de marché" avec quelques déformations ?

Ou, au contraire, à une Chine où, malgré le démantèlement partiel et la désorganisation, le secteur des "entreprises d'Etat" reste déterminant ? Cette place, contradictoire avec la logique des "réformes" engagées depuis vingt ans, procède avant tout de la résistance de la

classe ouvrière, appuyée sur les rapports de production issus de la révolution et qui, bien que minés et en partie disloqués par la bureaucratie, restent le facteur qui structure toute l'économie...

Pour commencer à répondre à cette question, nous fournissons ici quelques éléments d'un tableau du développement de la situation économique, des luttes sociales et politiques, dans une période tout entière marquée par la préparation des conditions permettant l'entrée à l'OMC.

UNE MACHINE DE GUERRE CONTRE L'EMPLOI

Avant même l'entrée dans l'OMC, ce que les dirigeants du Parti communiste chinois dénomment "*l'économie socialiste de marché aux caractéristiques chinoises*" s'est révélé comme une véritable machine de guerre contre l'emploi. Les "réformes", la "modernisation", "l'adaptation", la "restructuration" : de quelque étiquette qu'on use pour désigner la politique économique du régime, son résultat premier est une montée catastrophique du chômage.

Le traité signé en novembre signifie que cette machine va désormais tourner à plein régime.

Mais l'épithète catastrophique n'est pas ici utilisée à la légère pour caractériser les dégâts déjà produits. Un spécialiste de la Chine, Jean-Louis Rocca, écrit :

"La politique de croissance tirée par les exportations atteint ses limites, de colossales migrations de populations paysannes désormais normales affectent le pays et les autorités ne savent que faire des 30 à 60 millions de travailleurs licenciés des entreprises publiques" (Le Monde diplomatique, octobre 1999).

En fait, la plupart des évaluations tournent autour du chiffre de 30 millions, mais on peut estimer à 20 ou 25 millions le nombre de ceux qui sont en cours de licenciement ou directement menacés !

Et on ne sait "qu'en faire" ? Etrange "socialisme", en vérité, que le "socialisme de marché". "*La plus grande force productrice, disait Marx, c'est la classe productrice elle-même.*" Le contenu même d'un système social fondé sur la propriété collective des moyens de production, c'est de viser à l'utilisation rationnelle de cette "*plus grande force productrice*".

C'est la condamnation même du système capitaliste que de constater qu'il élimine, en fonction des "lois du marché", des millions d'hommes "*dont on ne sait que faire*".

J.-L. Rocca ajoute :

« La vague des licenciements n'est pas encore terminée. La moitié des entreprises n'avaient pas été "réformées" en 1998 et "les deux prochaines années seraient les pires" (termes repris d'une publication chinoise). »

Il précise qu'on dénombrait, fin 1997, 6 millions de chômeurs officiellement enregistrés, de 20 à 25 millions de sans-travail (c'est-à-dire toujours inscrits sur les registres de l'entreprise, mais qui ne travaillent plus et ne perçoivent qu'une fraction de leur salaire) et environ 15 millions de préretraités (quelquefois à partir de 40 ans) et de travailleurs sous contrat, mais non payés. Et il ajoutait :

"Certains spécialistes parlent de la nécessité de mettre à pied de 20 à 25 millions de travailleurs entre 1999 et l'an 2000."

En 1998, le nombre de licenciés a atteint au bas mot 12 millions, dont 4 millions de fonctionnaires, selon les chiffres officiels. M. Wu Bangguo, vice-Premier ministre, avait, en septembre 1997, éclairé les ambitions de la "réforme" d'une formule à propos de l'industrie minière :

"Le passage d'une démarche planifiée à une économie socialiste de marché, offrant un nouvel exemple aux autres industries en difficulté, c'est 870 000 travailleurs des mines de charbon licenciés en cinq ans et 1 million de plus licenciés d'ici à l'an 2000."

Pour le secteur du textile, le Bureau d'Etat des statistiques prévoyait fin 1997

le licenciement de 1,2 million d'ouvriers pour les années à venir. Déjà, pour la seule année 1998, les chiffres officiels montraient que la moitié de l'objectif avait été atteint : 660 000 licenciements avaient jeté ouvrières et ouvriers du textile à la rue. Précisons que tous ces chiffres ne concernent que les entreprises d'Etat.

C'est dans le secteur des entreprises d'Etat que se trouve la fraction la plus concentrée de la classe ouvrière, celle qui dispose encore — du moins lorsqu'elle a conservé un emploi — de gains sociaux liés à la nature de ces entreprises, celle qui ressent le plus clairement, comme le disait un militant des syndicats indépendants, que *"la classe ouvrière était la grande perdante"* des décisions du XV^e Congrès du PCC accélérant les réformes à la veille de la crise financière et économique mondiale qui allait d'abord ravager l'Asie.

LE CHOC INÉVITABLE

Idéologues et propagandistes ne cessent de charger le secteur des entreprises d'Etat de tous les maux pour justifier la tentative de le liquider. Parfois, le secteur des entreprises d'Etat est présenté comme un obstacle insurmontable au progrès, parfois, comme s'il n'était plus qu'un fardeau résiduel que la Chine traînerait sur la route de la modernisation. Le *"fantastique décollage"* de la Chine dans les dernières années illustrerait donc la suprématie de l'entreprise privée. La réalité est plus complexe que ces images d'Epinal. Le secteur des entreprises d'Etat — et donc la classe ouvrière chinoise — a reçu des coups terribles qu'indiquent les chiffres donnés plus haut sur le chômage. Mais, s'il faut faire appel à l'OMC pour *"accélérer les réformes"*, c'est que ce secteur d'Etat n'a pu être liquidé et continue à constituer la colonne vertébrale de l'économie chinoise.

Il convient d'abord de rappeler que la *"politique d'ouverture"* — c'est-à-dire l'ouverture à l'investissement étranger dans des conditions où la bureaucratie chinoise garantissait une *"bonne rentabilité"* en acceptant d'épouvantables conditions

d'exploitation de la main-d'œuvre et le développement de *"zones côtières"* comme *"plates-formes d'exportation"* — n'était possible que parce qu'il existait déjà une infrastructure industrielle à l'échelle nationale. Si cette distorsion, correspondant aux impératifs de la politique mondiale de l'impérialisme, n'a pas jeté la Chine dans un désastre immédiat, c'est précisément que le secteur d'Etat permettait un fonctionnement minimum de l'économie nationale dans son ensemble.

Le journal financier britannique *The Economist* — qu'on ne peut suspecter de bienveillance à l'égard des résultats de la révolution chinoise et de la propriété sociale — rappelait que lorsque Deng Xiaoping prit le pouvoir en 1978,

"la Chine avait connu dans les 25 années antérieures une croissance supérieure à celle de tout le siècle précédent" (*The Economist*, du 18 septembre 1999).

On sait que les chiffres officiels assurent que la croissance moyenne — et ce depuis 1979 — serait de 9 %. Or cette croissance provient essentiellement des régions côtières, comme d'ailleurs la place de la Chine dans le commerce mondial (3 % contre 1 %) :

"Elle ne concerne — explique le journaliste Enrik Lindell — que les usines de sous-traitance et d'assemblage pour l'exportation et non pas pour le marché domestique."

Pour l'économiste Françoise Lemoine, ce type de croissance

"donne lieu à une accumulation de stocks de produits de mauvaise qualité et s'accompagne de goulets d'étranglement physiques : l'énergie manque et le réseau des transports est engorgé".

On a beaucoup chanté les louanges de la direction du PC chinois pour son sens de la mesure. Elle serait parvenue à réussir *"une réforme graduelle"*, qui conduirait à l'établissement harmonieux d'une *"économie de marché"*.

Mais c'est précisément d'un chaud partisan du *"marché libre"* qu'est venu le plus net démenti de cette vision optimiste. Nicholas R. Lardy, spécialiste de la fameu-

se Brookings Institution, a écrit un livre : *China's unfinished economical revolution* ("La révolution économique inachevée de la Chine"), dont l'une des conclusions fondamentales est précisément que la "méthode graduelle" a accumulé des obstacles de plus en plus explosifs :

"On a sous-estimé le coût économique que représente une transformation fondamentale des entreprises d'Etat."

Il note qu'entre 1978 et 1994, l'emploi dans les entreprises d'Etat avait augmenté de 40 millions (1978 : 74,51 millions, soit 78 % de l'emploi urbain, et, en 1995, 112,61 millions, soit 65 % de l'emploi urbain). Il ajoute :

"Dans le milieu des années 1990, les entreprises d'Etat produisaient encore 91 % de l'énergie électrique, 91 % de la houille, 95 % du pétrole, 79 % des produits métallurgiques et 77 % des produits chimiques."

Lardy indique également que la montée des dettes jugées "irrecouvrables" ou "dangereuses" tient au fait que les banques (qui sont des banques d'Etat) accordent des prêts aux entreprises d'Etat qui ne sont plus subventionnées par le budget.

En ce sens, l'état critique du système financier chinois, dont s'alarment les partisans des réformes, correspond en fait à un recul face à la classe ouvrière, qui impose dans une certaine mesure le maintien de son emploi et de ce que Lardy appelle les "obligations sociales excessives des entreprises d'Etat".

Sur le point atteint par les réformes, il note :

"Jugée sous l'angle du système financier, la réforme en Chine est à mi-chemin. La réforme a conduit à abandonner le financement budgétaire des investissements. L'investissement, en particulier dans le secteur d'Etat, est principalement assuré par des prêts bancaires. Mais les banques sont elles-mêmes propriété d'Etat."

Il conclut que "la crise financière asiatique" réduit les délais. C'est pourquoi il félicite Zhu Rongji d'avoir déclaré (*China Daily*, 28 février) que

"les problèmes des entreprises d'Etat et ceux du secteur bancaire seraient résolus sous trois ans".

Délai dont nul ne peut dire s'il sera respecté, mais qui prend aujourd'hui toute sa signification : trois ans, c'est le délai de mise en œuvre des mesures imposées par le traité signé avec les Etats-Unis.

Il doit en même temps constater les risques :

"L'environnement extérieur exige l'accélération des réformes, mais la poursuite des réformes réduira les revenus d'une fraction significative de la population."

En d'autres termes, il constate que la passe la plus difficile des réformes est à venir, c'est-à-dire que la remise en cause de la propriété sociale des grands moyens de production ne peut s'opérer sans un choc avec la classe ouvrière et sans que celle-ci résiste.

LA PORTÉE SOCIALE DE LA DISLOCATION DU SECTEUR D'ÉTAT

Historiquement, l'entreprise d'Etat, c'est non seulement la garantie de l'emploi à vie, mais c'est aussi le logement loué à prix dérisoire, voire gratuit, l'école, la crèche, l'hôpital, la cantine gratuits et tous les services gérés par les syndicats officiels : les loisirs, les magasins réservés, etc.

"L'économie socialiste de marché" vise à dévaster tout cela. Voici l'exemple des aciéries de Taiyuan, cité par le quotidien patronal français, *Les Echos* (6 janvier 1998) :

"Avant d'entamer sa réforme en 1994, le groupe comptait 200 000 ouvriers. 7 500 d'entre eux étaient employés dans 7 hôpitaux, 30 écoles, 10 jardins d'enfants et divers dortoirs et cantines, et l'ensemble coûtait chaque année 300 millions de yuans à l'Etat (254 millions de francs). Aujourd'hui, les écoles ont été transférées à l'Education nationale, les hôpitaux fusionnés en un seul centre hos-

pitalier et la main-d'œuvre excédentaire déplacée. Cette année, il ne reste que 70 000 ouvriers."

De 200 000 à 70 000 ! Même la réserve fallacieuse de l'article ne peut éviter de donner ces chiffres. 130 000 ouvriers "déplacés" ? On serait curieux de savoir où... Les écoles transférées à l'Education nationale ? Alors, dans ce cas, il convient de préciser que les frais trimestriels d'inscription, de fournitures et autres atteignent désormais jusqu'à un mois de salaire d'un ouvrier. Des parents en viennent à vendre clandestinement leur sang — c'est illégal — pour que leurs enfants puissent aller à l'école. Ces contre-réformes ont, par exemple, relégué la Chine aux cinq ou six pays au monde qui consacrent la plus faible part du produit intérieur brut aux dépenses publiques pour l'éducation nationale, selon l'UNESCO.

Le regroupement des sept hôpitaux ? Il faut dire que les salariés "déplacés", s'ils ne sont plus sous contrat avec l'aciérie, entreprise d'Etat, n'ont plus la couverture sociale afférente, donc plus d'accès aux soins. Car les entreprises privées, mixtes ou collectives des villes et villages se gardent bien de cotiser. Ainsi, dans la capitale du Yunnan, 70 % des 3 millions d'habitants ne pouvaient plus accéder aux soins dans la trentaine d'établissements hospitaliers qui existent.

Quant au logement, le gouvernement décréta dès juin 1980, à la demande de Deng Xiaoping, que l'immobilier devenait une activité commerciale comme une autre et en 1988 que l'objectif était de "faire du logement un produit marchand en relation avec les exigences de l'économie socialiste de marché". Les acquis de la révolution, ce sont des "loyers collectés pour l'entretien des immeubles existants et la construction de nouveaux immeubles" (décret de mars 1951), la nationalisation de toutes les sociétés immobilières et foncières privées entre 1956 et 1958.

Ainsi, au début des années 1950, les revenus moyens d'une famille ouvrière n'étaient ponctionnés que de 6 à 8 % pour le loyer. En 1955, cette quote-part vint même à baisser à la suite d'une réforme qui vit les cadres d'entreprises d'Etat exemptés

de cotisation logement et les ouvriers cotiser pour 2 à 3 % de leur salaire.

Résultat de la destruction de ces acquis : en 1980, l'achat d'un logement urbain de 50 m² représentait en moyenne 15 ans de salaire total d'un ouvrier. En 1990, le même logement coûtait de sept à quinze fois plus et il fallait 30 ans de salaire pour l'acheter.

L'Etat s'est aujourd'hui débarrassé de la construction de logements, laissant ce soin aux entreprises d'Etat et à des sociétés mixtes ou privées, ou encore aux particuliers aisés (en 1992, les capitaux investis par l'Etat dans la construction représentaient 23 %, contre 60 % pour les entreprises — source : dossiers de *China Labour Bulletin*, décembre 1994).

Tout ce processus a alimenté les pots-de-vin et la spéculation immobilière, les appartements de Shanghai et de Pékin étant classés parmi les plus chers du monde en location ou à l'achat.

LA NATION CHINOISE MENACÉE DE DISLOCATION

La Chine est sans aucun doute la plus ancienne unité étatique, culturelle et territoriale constituée. La nation chinoise et son unité plongent leurs racines dans le développement et la consolidation d'une ancienne civilisation.

L'histoire de la Chine à l'époque contemporaine, pourtant, à partir de l'irruption des puissances colonisatrices, de la guerre de l'opium, c'est celle de la dislocation du pays, le régime des "seigneurs de la guerre".

Le rétablissement de l'indépendance et celle de l'unité nationale sont inséparables de la révolution chinoise de 1949 et reposent sur les rapports de propriété qu'elle a institués.

L'unité nationale ne peut se séparer de la propriété d'Etat et de l'essentiel de l'économie. Du jour où celle-ci est mise en cause, où les "entreprises d'Etat", quand

elles ne sont pas liquidées au nom de la "restructuration" ou vouées à la disparition par des privatisations-destructions, sont traitées comme des unités commerciales mises en concurrence les unes avec les autres, la gabegie et la corruption bureaucratiques aidant, on dresse les régions les unes contre les autres. L'inégalité entre elles s'accroît vertigineusement. Si tout est permis dans la recherche de l'investissement étranger, il s'ensuit que tout est permis pour que le coût du travail soit le plus bas possible (car c'est là le critère de l'investissement). Au bout de cette route, il y a la liquidation de la classe ouvrière, qui s'est développée numériquement sur la base de la propriété d'Etat et, en conséquence, l'explosion de la nation.

Le prétendu "socialisme de marché" a d'ores et déjà ouvert la voie à la destruction de toutes les conquêtes arrachées par la révolution, à la destruction de la base même sur laquelle la Chine a commencé à s'arracher à la pire des arriérations. L'accord qui vient d'être conclu avec les Etats-Unis sur l'entrée à l'OMC va, au travers de son application, aggraver dans des proportions qualitativement nouvelles la différenciation entre les régions et les tendances à la dislocation. En effet, c'est directement l'impérialisme, désormais présent dans le secteur bancaire et dans l'ensemble des services financiers, qui rythmera cette dislocation en fonction de la "rentabilité" de chaque région pour les capitaux qui y sont investis. La politique suivie par la bureaucratie chinoise a, d'ailleurs, préparé le terrain.

Déjà, la différence de revenus entre "provinces prospères" et "provinces en difficulté" a atteint un point critique. La carte de la Chine "utile" et "inutile" est tracée par la densité des investissements étrangers et se reflète dans la différence des revenus. Par exemple, la province de Guizhou, proche de Canton, a un revenu par habitant dix fois moindre que celui de cette capitale et plus de onze fois moindre que celui de la municipalité de Shanghai.

Comme l'écrit *Le Figaro*, du 6 octobre 1999,

"les 220 milliards de dollars venus de Taiwan, des Etats-Unis, de l'Allemagne

et du reste du monde ont divisé, économiquement, la Chine en deux. D'un côté, les régions et les villes côtières (...). De l'autre, le ventre de la Chine, où 900 millions de ruraux vivent de plus en plus difficilement."

Ce même article ajoutait que,

"pour le pouvoir central en Chine, le spectre de la désintégration surgit toujours de la dissidence régionale lorsque les disparités deviennent trop criantes. L'alarme a sonné si fort ces deux dernières années (des milliers de manifestations ouvrières, de jacqueries paysannes) que le centre songeait, avant l'été, à supprimer les zones économiques spéciales qui drainent toujours l'essentiel des investissements étrangers."

En fait, la politique que détermine la mise en œuvre des accords passés avec les Etats-Unis signifie réduire le pays dans son ensemble au statut de zone économique spéciale. Répétons-le : cette uniformisation dans l'ouverture au pillage et à l'exploitation sans frein, loin de réduire les inégalités et les tensions entre les régions, les exacerbera.

L'article du *Figaro* fait allusion à la situation de la paysannerie. Rappelons qu'en 1998, la Chine avait connu de dramatiques inondations. A ce propos, le spécialiste de l'agriculture mondiale Gilbert Etienne mettait en cause les conséquences de la privatisation et de la "ruée vers les affaires" des bureaucrates corrompus :

"Depuis une quinzaine d'années, les dépenses d'entretien et les investissements publics dans l'agriculture ont faibli en Asie et la production s'en ressent. Li Meng, député à l'Assemblée nationale chinoise, a déploré récemment, à propos des dramatiques inondations du Yangzi, le mauvais entretien des digues, en précisant que sur 18 projets de prévention des crues sur le Yangzi commencés dans les années 1980, 14 sont encore en construction et deux n'ont même pas débuté. Déjà, en 1993, le ministère chinois de l'Agriculture se plaignait que les deux tiers des 246 000 km de digues et des 84 000 réservoirs étaient en mauvais état. D'autres carences sont apparues, en matière de recherche agronomique et de vulgarisation scientifique. A la fin de 1994, 42 % des centres techniques de district avaient été démantelés, car un

million et demi de cadres s'étaient lancés dans les affaires pour gagner davantage."

Nous l'avons vu plus haut, l'entrée à l'OMC livre l'agriculture chinoise à la mise en œuvre d'une véritable politique de destruction, qui multipliera les désastres déjà provoqués par la politique dite de "socialisme de marché".

SOUS LES AUSPICES DE LA BANQUE MONDIALE...

Cette politique, menée au compte des institutions financières du capital international, a été jusqu'à présent menée avec une intervention directe de la Banque mondiale.

Les recommandations de la Banque mondiale s'apparentent en effet davantage à des ordres qu'exécutent fidèlement les autorités de Pékin qu'à des conseils de gestion désintéressés. Qu'on en juge : en 1994, la Banque mondiale octroie à Pékin un prêt de l'équivalent de 2 milliards de francs pour "créer des marchés immobiliers dans quatre villes chinoises, ainsi que des régimes de santé et de Sécurité sociale pour les salariés". Les bonnes âmes ! Puisque, dans les villes, les travailleurs des entreprises de l'Etat et les fonctionnaires, soit l'immense majorité de la population urbaine, sont soignés et logés quasi gratuitement, on ne comprend pas quel est l'objectif poursuivi.

La réponse se lit dans la suite de l'information donnée par la Banque mondiale elle-même dans son bulletin officiel :

"Les entreprises réduiront les allocations logement (...), ce qui devrait permettre aux salariés de devenir propriétaires ou de louer un logement sans l'aide de leur employeur."

De grossiers mensonges pour couvrir la liquidation du logement social et de la protection sociale, mais pas seulement, car les acquis étant liés à l'appartenance du travailleur à son unité de travail, l'essentiel est que "les entreprises bénéficieront d'un réservoir de main-d'œuvre plus mobile et d'un système de salaire

plus souple". Nous y voilà ! En finir avec la "rigidité" du système, promouvoir la flexibilité.

D'autres contre-vérités encore sont lancées pour essayer de justifier cette attaque en règle :

"Aujourd'hui, il est très difficile de créer une entreprise, car l'achat de logements destinés au personnel est beaucoup trop onéreux."

Or à l'époque où ces lignes furent écrites par la Banque mondiale (en 1994), on notait que la création d'entreprises privées avait augmenté de 70 % par rapport à l'année précédente. En 1993, une trentaine de zones spéciales de développement avaient été ouvertes dans la seule banlieue de Shanghai. Le logement cher pour les entrepreneurs ? Allons donc ! Entassés et parfois enfermés dans des dortoirs situés à proximité ou — illégalement, mais des pots-de-vin aidant... — à l'étage au-dessus des entrepôts de marchandises et des ateliers, les travailleurs — souvent de jeunes ouvrières — payent de leurs maigres deniers et quelquefois de leur vie la location du dortoir : l'incendie sur les lieux de travail ou dans les dortoirs a causé cette année-là, en 1994, la mort de 2 748 travailleurs. Au premier rang des accidents du travail, la province du Guangdong, avec ses zones économiques spéciales (ZES). Soixante-dix pour cent d'entre eux ont lieu dans des entreprises à capitaux étrangers (source : HKCIC, 1995).

Le Premier ministre, Li Peng, après avoir généralisé les contrats à durée déterminée au détriment des contrats à durée indéterminée, a ainsi promu le SMIC variable selon les provinces, les régions autonomes, et même selon les villes à l'intérieur des provinces. Le SMIC — et la retraite — variable en fonction du développement économique de la ville où l'on travaille et le salaire en fonction de la productivité de son entreprise : peut-on rêver plus grande souplesse ? Oui, le rapport de la Banque mondiale "Chine 2020", paru en septembre 1997, nous l'indique : l'avenir, car cela garantit une "croissance économique rapide et continue", ce sont les travailleurs migrants :

"Ils gagnent de 70 % à 80 % de ce que gagnent leurs collègues des villes et leur

coût social (éducation, santé, assurance chômage et retraite) est pratiquement nul" (source : *China Labour Bulletin*, septembre-octobre 1997).

Et, n'en doutons pas, si cette même Banque mondiale prête l'équivalent de 60 milliards de francs à la Chine début 1997 pour la mise en valeur des régions défavorisées, c'est que là, les salaires et la protection sociale y sont inférieurs aux régions côtières ou aux provinces industrialisées. Toutes ces mesures accentuent la différenciation entre les provinces et ont comme conséquence de chercher à disloquer la classe ouvrière.

Le rétablissement en Chine de ce que la secrétaire d'Etat américaine C. Barshefsky appelle "*les lois internationales du commerce*" signifie qu'il faut s'attaquer aux salaires, à la protection sociale, au logement, aux retraites. Mais s'attaquer de front à la classe ouvrière et à l'ensemble des acquis encore préservés de la révolution est une opération risquée.

Jusqu'à présent, au travers d'hésitations, d'atermoiements, d'attaques et de retraites, la bureaucratie a cherché à contourner l'obstacle. Par exemple, on a constitué des zones nouvelles (zones industrielles, zones économiques spéciales ou de développement). Dans ces zones poussent, tels des champignons, des ateliers d'esclavage, propriétés de sociétés privées étrangères ou à capitaux mixtes (la province côtière du Guangdong en abritant quelques-unes des plus anciennes). Là, on est en Chine, mais on ne respecte même pas les lois chinoises du travail. Souvent le SMIC est ignoré, on travaille de 10 à 12 heures par jour, voire plus, au lieu des 8 heures légales. On paye mal ou pas du tout les heures supplémentaires obligatoires, les congés légaux ne sont pas octroyés, la couverture maladie est inégale, voire inexistante...

Sans parler des conditions d'hygiène, de sécurité ou de retraite. Ainsi, en 1995, le ministère du Travail lui-même indiquait que 81 % des entreprises à capitaux étrangers des provinces du Guangdong et du Fujian ne cotisaient pas à des caisses de retraite. Que signifie d'autre l'accord sur l'entrée à l'OMC que l'extension à tout le

pays de ces conditions d'exploitation abominables, garanties aux investisseurs étrangers par le fait que le gouvernement chinois dénie aux travailleurs le droit d'association ? Quelles que soient les divisions de la bureaucratie, les calculs tactiques des uns et des autres, cela signifie que l'affrontement inéluctable avec la classe ouvrière ne peut qu'atteindre d'autres proportions.

La bureaucratie a dû tenir compte de la force du prolétariat, en particulier dans les secteurs où celui-ci est le plus concentré, le secteur des grandes entreprises d'Etat.

Elle a donc procédé par expérimentations locales, s'élargissant progressivement. Ainsi, avant de pouvoir s'attaquer de front aux entreprises d'Etat, il a fallu créer de toutes pièces quelques zones économiques spéciales, puis multiplier les espaces de déréglementation. Ensuite seulement, en 1994, a été lancé le programme "*10 000 - 1 000 - 100 - 10*" : 10 villes pilotes pour une réforme des entreprises d'Etat, 100 entreprises privatisées, 1 000 entreprises placées sous contrôle du gouvernement et 10 000 entreprises évaluées (soit 10 % environ des entreprises d'Etat à l'époque).

On a cherché à éviter une explosion sociale généralisée. Les tensions au sein de la bureaucratie sur les moyens à employer ont conduit à de véritables déchirements. C'est ainsi qu'en février 1995, Yuan Mu, directeur de l'institut de recherche le plus célèbre, déclarait que la propriété d'Etat est la base du socialisme et que "*les privatisations ne sont pas un modèle qui convient à la Chine*" ; que des voix discordantes sur la "réforme des entreprises" se sont fait entendre jusqu'au sommet de l'Etat.

La mise en œuvre du traité sur l'OMC implique le réaligement de l'appareil sur l'orientation des privatisations-destructions et la préparation d'une offensive frontale contre les secteurs les plus concentrés de la classe ouvrière. Tout indique que cela ne se fera pas sans une série de convulsions, y compris au sein de l'appareil lui-même, nourries par le fait que la classe ouvrière a déjà manifesté sa capacité de résistance.

“Sur le fil du rasoir”

“*Sur le fil du rasoir...*” : c’est le titre d’un article de la *Far Eastern Economic Review*, du 25 février 1999, l’une des revues les mieux informées sur la situation en Asie et prioritairement destinée aux “investisseurs”. Ce titre se réfère à la situation sociale.

Cette situation sociale, dans les deux dernières années, n’a cessé de devenir plus préoccupante pour la bureaucratie au pouvoir. Alors que, légalement, les grèves sont interdites et que le droit de manifestation, bien que reconnu, est de fait interdit, on a recensé, en 1998, 216 750 grèves, arrêts de travail et manifestations, regroupant 3 500 000 personnes. Le numéro de la *Far Eastern Economic Review* donne un exemple, parmi des milliers du même type :

“Les dirigeants chinois recommandent la patience, mais souvent la frustration éclate. Par exemple, le 18 janvier, dans la petite ville de Changde (province du Hunan), 500 travailleurs licenciés d’une filature de coton bloquèrent un pont pour réclamer un arriéré de salaires (...). Le sérieux avec lequel la direction juge la situation se marqua dans sa réponse brutale à toute formation d’organisation indépendante.”

Cette même revue cite Apo Leung, directeur du *Asia Monitor Resource Center* de Hong-Kong, qui déclare : “*Nous sommes assis sur un volcan.*” La revue poursuit :

« Le souci principal de la direction, c’est d’empêcher que les protestations atteignent le seuil de la mise en cause du régime en tant que tel (...). Pendant deux décennies, le parti a basé sa légitimité sur sa capacité à élever le niveau de vie. Maintenant, pour beaucoup, ce niveau s’abaisse. Orville Shell, le doyen des Etudes de journalisme à l’université de Berkeley et auteur de nombreux livres sur la Chine, déclare : “On a l’impression qu’un liquide très inflammable a été répandu sur tout le pays et qu’il ne manque plus qu’une allumette pour y mettre le feu”. »

Et plus loin :

“Quand des protestations éclatent, les autorités répondent par une combinaison d’arbitrages, d’intimidations et de concessions (...). Quand des milliers de travailleurs, renvoyés de trois usines de textile, envahirent les rues de Mianyang, dans la province de Sichuan, en juillet 1997, la police militaire fut appelée à la rescousse. Elle arrêta les animateurs du mouvement, mais les autorités locales acceptèrent de payer leurs salaires aux travailleurs jusqu’à ce qu’ils trouvent un nouvel emploi.”

Cette même publication se réfère à des éléments publiés dans la revue officielle de la police, faisant état de la multiplication des protestations, des grèves, des manifestations. Une opinion qui semble partagée par un officier de police du Hunan :

“Ceux qui protestent considèrent que s’ils ne créent pas un certain trouble, personne ne s’intéressera à leur problème. Plus ce trouble est grand, plus grande est la satisfaction des exigences.”

Si, sous bien des formes et des canaux — y compris l’utilisation, parfois, de structures locales de l’ACFTU, la seule organisation syndicale légale —, est soulevée la question d’organisations indépendantes, de syndicats indépendants, c’est précisément parce que l’ACFTU joue le rôle de courroie de transmission d’une politique tout entière dirigée contre les intérêts des travailleurs.

LE RÔLE ET LES CONTRADICTIONS DU SYNDICAT OFFICIEL

L’ACFTU, confédération pan-chinoise des syndicats, est une institution officielle, dont la place est définie par la loi sur les syndicats (1992) comme seule confédération à laquelle s’affilient tous les syndicats. Cette fonction d’organisation unique est obligatoire. La confédération pan-chinoise des syndicats l’occupe depuis que le

pouvoir du Parti communiste chinois s'est stabilisé. La reconstitution à l'échelle nationale du syndicat s'opère par la mise au pas ou la liquidation des directions locales improvisées dans la tourmente révolutionnaire, en particulier, dans bien des cas, l'élimination des responsables issus de la résistance au régime du Kuomintang.

Inscrite dans les institutions de l'Etat, contrôlée à chaque niveau par le parti unique, l'organisation syndicale est appelée à aider à la marche forcée à l'industrialisation, à l'augmentation du rendement.

Mais que la question soit reposée dans les années qui suivent le mouvement de mai-juin 1989, alors que les "réformes" et "l'ouverture" défont les acquis que les travailleurs avaient obtenus et conservés, notamment la garantie de l'emploi, n'a rien de formel. C'est au contraire l'expression de la crise politique.

Au début de 1995, alors que déjà le ministre du Travail avait annoncé que 3,74 millions de salariés d'Etat seraient licenciés dans l'année, un dirigeant de l'ACFTU déclarait :

"Dans un pays socialiste, les intérêts des travailleurs sont les mêmes que ceux de l'Etat."

Le cadre de l'activité "syndicale" est donc fixé : faire appliquer par les syndicats les plans gouvernementaux.

D'ailleurs, Wei Jianxing, président de l'ACFTU (mais aussi chef de la commission centrale de discipline du PC chinois et membre du bureau politique) avait clairement dit, lors du XII^e Congrès de l'ACFTU, en octobre 1993, que *"les syndicats sont des organisations placées sous la direction du parti"*.

Voilà donc un syndicat fort de plus de 100 millions de membres — l'adhésion est automatique et liée à l'embauche dans l'entreprise d'Etat ou publique — qui se trouva confronté au passage à "l'économie socialiste de marché", donc à l'implantation d'entreprises privées ou à capitaux mixtes dans des zones spécialement déréglementées, et aux plans de restructuration et de licenciements dans les entreprises d'Etat.

Au XII^e Congrès d'octobre 1993, les débats sont houleux. Ni Zhifu, président en place depuis quinze ans, démissionne ; aucun des anciens présidents et vice-présidents n'est réélu ; sur les 241 membres du nouveau comité exécutif élu à ce congrès, seuls 41 membres étaient issus du précédent congrès : l'ancien premier secrétaire, Zhu Houze, n'est même pas élu dans ce comité exécutif. La ligne de partage de cette violente bataille : le syndicat doit-il représenter les intérêts des travailleurs ou devenir une simple agence de services laissant de côté les plans destructeurs qui s'annoncent ?

A cette réorganisation de la direction de l'ACFTU et à ce renforcement des liens de soumission du syndicat officiel avec le PC et les institutions de l'Etat correspondent des textes. La loi sur les syndicats du 3 avril 1992 est le plus important, puisqu'il définit le cadre et les fonctions de l'ACFTU : l'article 1 précise que cette loi définit *"les droits et devoirs des syndicats"*, pour lui *"faire jouer un rôle dans la modernisation socialiste"*.

Les ouvriers n'étant plus les *"maîtres du pays"*, selon l'expression officielle qui avait cours, et *"l'économie de marché"* devenant la politique officielle, les syndicats doivent jouer le rôle d'amortisseur des conflits. Ils doivent désormais être les policiers de la "stabilité sociale", nécessité mise en avant en toute occasion, au service de la production. Ainsi, ils deviennent non seulement les conseillers de la direction, mais le plus souvent ils définissent les objectifs de production. Dans la plupart des entreprises du secteur public ou à capitaux mixtes, le directeur de l'entreprise, le secrétaire de la section du PC et le responsable syndical de l'usine se réunissent régulièrement en une sorte de commission élaborant les objectifs de l'entreprise. Dès ce moment, il faut donc protéger les intérêts de l'Etat propriétaire de l'entreprise ou les droits légitimes des investisseurs, ce que prévoit l'article 8 de cette loi :

"Les syndicats doivent mobiliser et éduquer les travailleurs (...) pour qu'ils protègent la propriété de l'Etat et de l'entreprise pour qui ils travaillent."

Si, malgré tout, les travailleurs n'acceptaient pas, les syndicats peuvent émettre des opinions et avis sur les conditions de travail, d'hygiène et de sécurité (articles 21, 23, 24 de la loi sur les syndicats). Mais leur rôle est limité à ce champ de consultation. En témoignent les articles 25 et 33 :

"Article 25 : Lors d'un arrêt de travail ou d'une grève du zèle, le syndicat doit faire tout son possible pour trouver une solution avec la direction ou les parties concernées, en organisant des consultations sur les revendications des ouvriers ou des employés, à condition qu'elles soient rationnelles et qu'elles puissent être satisfaites, de manière à ce que la production reprenne le plus rapidement possible.

Article 33 : Lorsqu'elles réfléchissent et prennent des décisions au sujet des salaires, des avantages sociaux, de la sécurité sur le lieu de production, de la protection et de l'assurance des travailleurs, décisions qui affectent les intérêts vitaux des ouvriers et des employés, les sociétés mixtes (joint-venture) sino-étrangères à capitaux propres et les sociétés mixtes (joint-venture) sino-étrangères contractuelles doivent écouter l'opinion des syndicats.

Dans les sociétés étrangères d'investissement (foreing-capital enterprise), les syndicats peuvent avancer des suggestions sur les problèmes affectant les salaires, les avantages sociaux, la sécurité sur le lieu de production, la protection et l'assurance des travailleurs, et résoudre ces problèmes avec la direction par le biais de la consultation (discussion) (...)."

Le secrétaire du PCC d'une importante zone spéciale de développement, celle de Dalian, le dit :

"Les entreprises où l'ACFTU est présente réalisent toujours des bénéfices."

Quant aux manifestations des nouvelles fonctions d'accompagnement de la nouvelle politique au détriment des intérêts ouvriers, elles se résument clairement dans la déclaration d'un certain Li Yonghai, du bureau des orientations politiques de l'ACFTU, qui date de fin 1996, donc un an avant que le XV^e Congrès du PCC n'officialise la nouvelle orientation :

"Parmi les 150 millions d'ouvriers des villes, de 20 % à 30 % sont en sur-nombre."

D'ailleurs, sur les 107 articles de la nouvelle loi sur le travail, le mot "syndicat" ne figure que dans quatre articles !

Ainsi, si les travailleurs chinois se syndiquent encore ou le restent, ce n'est pas pour la défense de leurs intérêts généraux ou particuliers en relation avec l'orientation définie par l'ACFTU aujourd'hui ; une enquête officielle de mai 1994 dans une province (Zhejiang) révélait qu'un travailleur sur trois seulement pensait que le syndicat pouvait défendre ses droits, deux sur trois pensaient qu'il en était incapable.

Au niveau des sections syndicales de base, les responsables tentent de s'accommoder des politiques décidées au sommet. Ainsi, dans le très officiel *Quotidien des ouvriers*, était rapportée une grève de 600 ouvriers de la confection en juillet 1995, dans une usine à capitaux étrangers d'une zone spéciale : revendications sur le contrat de travail, les salaires, les repas, les quotas de production et sur la reconstitution du syndicat. Visiblement, le président de la section syndicale accrédité par les instances syndicales supérieures n'était pas reconnu par le personnel, mais il a dû prendre sa défense avant que n'éclate la grève, sans doute pour l'éviter. Le patron l'a licencié (après accord de l'instance syndicale supérieure, stipule la loi), ainsi qu'un délégué syndical. Après quatre jours de grève, 400 ouvriers se sont rendus en cortège au siège du syndicat de la zone (qui avait déjà négocié un accord rejeté par les grévistes en assemblée deux jours auparavant). Les dirigeants syndicaux ont rendu les armes et le patron avec : les grévistes ont tout gagné.

Autre exemple : la secrétaire du syndicat des parcs de loisirs de Pékin Est est licenciée en 1996 pour désaccord avec les projets de la direction (services de la municipalité de Pékin). L'échelon syndical supérieur proteste véhémentement parce qu'il n'a pas été consulté et que c'est illégal.

Dans un hôpital de Pékin, quand les médecins et le personnel constituent un

syndicat avec l'accord des instances syndicales supérieures, c'est le comité du parti qui fait irruption en pleine assemblée et qui interdit la constitution du syndicat de l'hôpital.

Dans le cas de la célèbre zone économique spéciale de Shenzhen, ce sont les responsables syndicaux qui ont pour mission (règlement édicté par le bureau du travail de la municipalité) d'avertir, en cas de pétition, grève du zèle ou grève, toute la bureaucratie locale : gouvernement municipal, police, bureau du travail, instances syndicales, dans l'heure qui suit ou dans les trois heures si le sujet est de moindre importance !

Les ravages annoncés pour l'emploi et pour les conditions de vie des travailleurs par tous les commentateurs qui analysent le traité d'affiliation à l'OMC rendent encore plus net ce problème. Une organisation syndicale, c'est une organisation qui défend les intérêts des salariés, de ses adhérents. Une organisation qui, au contraire, se fait l'instrument docile de plans destructeurs de la classe ouvrière, de ses positions dans la société, de son niveau de vie, n'est pas une organisation syndicale (5).

Plus que jamais, les conséquences qui vont brutalement se matérialiser lors de l'entrée de la Chine dans l'OMC mettent au premier plan l'action des travailleurs chinois pour la constitution d'organisations qui assurent leur défense et posent comme une question qui concerne tout le mouvement ouvrier mondial leur droit imprescriptible à constituer des organisations de leur choix pour défendre leurs intérêts, intérêts qui se lient avec les besoins mêmes de la défense de l'indépendance et de l'unité de la Chine.

LA RÉALITÉ DE LA RÉSISTANCE OUVRIÈRE

Nous avons évoqué plus haut une série d'éléments sur des conflits du travail. Complétons-les par un rappel des chiffres officiels des ministères (Travail et Sécurité publique), qui donnent, sur plu-

sieurs années, un aperçu de la réalité de la résistance ouvrière : en 1991 et 1992, 1 400 grèves (sources officielles diverses) ; en 1993, 6 320 grèves, 850 manifestations et 12 358 conflits du travail importants traités par les commissions d'arbitrage officielles ; en 1997, 60 000 conflits du travail ; en 1998 — comme nous l'avons déjà noté —, 216 750 grèves et manifestations, qui ont rassemblé 3,5 millions de travailleurs. Dans 627 cas, elles sont allées jusqu'à l'assaut de locaux officiels.

De fait, la terrible répression de juin 1989 et des mois qui ont suivi a bloqué — mais brièvement — le mouvement de la classe ouvrière dans la défense et la reconquête de ses droits (lutte pour une représentation indépendante, contre la corruption et contre la vie chère) : les plus lourdes condamnations et les exécutions ont d'abord visé les ouvriers et les militants des syndicats autonomes naissants, notamment les jeunes travailleurs.

Très vite, pourtant, les nécessités de la lutte contre les licenciements, contre les fermetures d'entreprises d'Etat, pour l'augmentation des salaires et la défense des conditions de travail — particulièrement barbares dans les entreprises à capitaux mixtes ou étrangers, notamment dans les zones économiques spéciales (ZES) — ont reconstitué les forces de la classe ouvrière et s'est alors affirmée à nouveau la volonté claire de s'organiser de façon indépendante.

Ainsi, en mai 1993, quatre grèves dans la ZES de Zuhai mobilisent 6 000 travailleurs d'usines à capitaux étrangers. En juin 1993, à Pékin, la privatisation et la délocalisation d'une entreprise poussent les 1 000 ouvriers à une grève de trois jours, avec communiqués de presse et tracts à la population, début de manifestation enrayée par la police armée. Mais, surtout, à l'usine Cannon (entreprise privée à capitaux japonais), au cours de la grève, les travailleurs élisent leurs propres délégués pour discuter

(5) Voir à ce sujet le "Rapport de la commission indépendante internationale de syndicalistes" (Shenyang, Dalian, Changchung, 25-30 avril 1996). Ce rapport est reproduit dans le n° 624 (septembre 1996) de *La Vérité*.

avec la direction, puis décident de manifester dans les rues, faute de voir leurs revendications satisfaites. Le bureau du travail de la ville déclare alors :

"Tous les syndicats sont sous le contrôle de l'Etat. Par conséquent, les délégués élus par les travailleurs n'ont aucune légitimité aux yeux du syndicat de la ville."

Et le 1^{er} mai 1993, Zhou Guoqiang, élu dirigeant de la grève de son usine en 1989 et défenseur de Han Dongfang, syndicaliste indépendant, organise une marche de syndicalistes indépendants à Pékin pour célébrer la journée internationale des travailleurs. Ce mouvement vers une représentation indépendante du pouvoir bureaucratique, vecteur de restauration de la propriété privée et sangsue des conquêtes de la révolution, trouve ses premières marques d'accomplissement par la déclaration de constitution de véritables syndicats indépendants :

- Dès janvier 1992, des tracts d'un comité préparatoire du Syndicat libre des travailleurs chinois sont diffusés à Pékin.

Ce syndicat envoie même un rapport et un appel à l'OIT dénonçant les violations des droits d'expression, d'association, de grève et surtout la dégradation des droits des travailleurs depuis le début des réformes, notamment dans le secteur privé (source : Amnesty, 1994). Certains de ses membres sont arrêtés en mai et juillet 1992. Ouvriers, cadres, professeurs, les fameux quinze de Pékin passent en procès fin 1994 et se voient infliger les plus lourdes condamnations depuis la terrible répression de l'été 1989 : de 3 à 20 ans de prison pour neuf d'entre eux, pour avoir notamment incité *"les masses à s'organiser activement et à rejoindre les syndicats libres"*, dit le jugement. Aux juges du tribunal d'appel, qui rejettent leur demande en révision en juin 1995, ils lancent : *"Vive la démocratie ! Vivent les syndicats indépendants ! Nous sommes innocents !"*

- En mars 1994, Liu Nianchun entreprend des démarches administratives pour faire enregistrer officiellement la Ligue pour la protection des droits des travailleurs à Pékin. Plus d'une centaine de partisans des syndicats indépendants ont

contresigné ses cinq propositions au Congrès du peuple réuni en session. Ce texte envoyé et soumis aux députés chinois demandait :

1. — La restauration du droit de grève dans la Constitution chinoise ;

2. — Le droit de syndicalisation et d'association pour les paysans ;

3. — Le contrôle des fonctionnaires et cadres dirigeants du PC pour vaincre la corruption ;

4. — Une législation protégeant les intérêts des travailleurs migrants (paysans sans droits travaillant dans les villes) ;

5. — Une législation protégeant les travailleurs des entreprises privées ou à capitaux mixtes et les autorisant à construire des syndicats.

A la suite de ces démarches, Liu Nianchun fut interpellé et détenu au secret pendant cinq mois.

- Han Dongfang, ancien dirigeant de la Fédération autonome des ouvriers de Pékin, se voyant interdire de retourner dans son propre pays en août 1993 après trois ans de prison et des soins médicaux aux Etats-Unis, fonde fin 1995 *China Labour Bulletin* ("Bulletin des travailleurs chinois") à Hong-Kong — colonie britannique à l'époque, devenue Région administrative spéciale de la République populaire de Chine le 1^{er} juillet 1997. L'édition de ce bulletin est destinée à aider les travailleurs chinois à défendre leurs droits. *China Labour Bulletin* milite activement pour la construction de syndicats indépendants, la ratification et l'application des conventions 87 et 98 de l'Organisation internationale du travail (OIT), qui prévoient la liberté syndicale et la libre négociation de conventions et d'accords collectifs.

Si la répression permanente, décimant ceux qui se placent aux premiers rangs de la résistance ouvrière, empêche la stabilisation à l'échelle nationale d'organisations de défense des travailleurs, elle ne parvient pas à enrayer le combat des ouvriers. Lorsque tombent ici les condamnations, naissent là, dans une autre ville ou une autre province, d'autres organisa-

tions, quelquefois éphémères, parfois plus durables.

On peut ainsi citer la constitution de l'Union des ouvriers de Mianyang (province du Sichuan), début juillet 1997, née de grèves et de puissantes manifestations de 100 000 ouvriers et licenciés dans cette ville, occupée au sens strict de ce terme pendant plus d'une semaine, avant que la police armée n'intervienne violemment le lendemain du jour où fut lancé un appel à la population émanant de cette Union des ouvriers, qui se concluait par ces lignes émouvantes et révolutionnaires :

"Nous, ouvriers, nous sommes la force ! Unissons-nous ! Nous avons besoin de travail, nous avons besoin de manger !"

Toutes les exigences adressées au gouvernement avaient trait à la réforme des entreprises d'Etat, aux licenciements, au pillage des fonds de protection sociale.

Li Bifeng, le militant qui avait rendu publics ces faits, a été arrêté après huit mois de traque et condamné à 7 ans de prison, le 25 août 1998.

L'exemple des licenciés de l'usine 3 501 de Pékin témoigne de l'acharnement des ouvriers à parler et à s'organiser librement pour leurs droits. Des licenciés ont mis sur pied un comité d'organisation pour une manifestation et rédigé un tract pour tous leurs collègues :

"Camarade, nous avons les mêmes intérêts et personne ne nous donnera ce qui nous est dû. Il faut se lever pour défendre nos droits (...). Si nous levons tous ensemble, ils nous écouteront. Il faut s'unir pour s'en sortir" (appel du 8 décembre 1997).

Un an plus tard, le 8 décembre 1998, le comité d'organisation était toujours debout et publiait un communiqué qui se terminait ainsi :

« On se fiche d'être la "classe dirigeante", des slogans creux. Ce qu'on veut, c'est la justice : le droit de vivre et de travailler. »

Entre-temps, le comité a pris contact avec les licenciés des autres secteurs

industriels et régions, et constitué un "groupement de licenciés".

Au printemps 1998, Zhang Shanguang (militant des syndicats indépendants dans le Hunan en 1989 et condamné à 7 ans de prison pour ces faits) fonde une Association pour la protection des droits et intérêts des travailleurs licenciés, forte de 300 à 400 membres. Il essaie de la faire enregistrer par les autorités. Arrêté le 21 juillet 1998, maltraité, tabassé, il est condamné en décembre à 10 ans de prison. Des militants de 21 villes et provinces se sont mobilisés pour sa défense.

Bien que la réalité des mouvements paysans soit moins bien connue, on peut présumer des événements principaux rapportés, les plus violents et de masse, que la tendance à l'organisation en dehors des institutions officielles s'exprime de façon analogue.

Début janvier 1999, par exemple, une association paysanne "contre la corruption et pour le salut de la Nation" a organisé dans la province du Hunan une manifestation de milliers de paysans, étape d'une bataille menée depuis deux ans contre la corruption des fonctionnaires locaux, qui s'enrichissent sur leurs récoltes. Dans le Shaanxi, 12 000 paysans ont engagé en 1999 une action en justice contre les potentats locaux pour faire annuler huit taxes et impôts locaux arbitraires.

Fin août 1999, diverses sources ont rapporté l'arrestation de huit dirigeants de la section du sud-ouest de l'"Armée chinoise ouvrière et paysanne contre la corruption", qui avaient tenu des meetings dans 3 comtés et 13 villes de la région de Chongqing. Les objectifs : en finir avec la corruption et exiger que le jugement officiel sur mai-juin 1989 soit révisé.

Pour la classe ouvrière, cette résistance exprime un mouvement fondamental de rejet des réformes engagées par les autorités au bénéfice des capitalistes et des institutions financières internationales. Tout simplement parce que les acquis de la révolution s'y trouvent démantelés.

Li Bifeng, militant déjà cité, l'avait démontré en menant au second semestre

1997 une enquête auprès de 20 000 travailleurs licenciés des entreprises d'Etat : 98 % estimaient leur licenciement injustifié, 85 % estimaient que les dirigeants d'entreprise étaient seuls responsables de la mauvaise gestion et de leur licenciement et 23 % considéraient que le PC avait renié ses promesses d'égalité sociale. Une note interne du Comité d'Etat pour les réformes de l'économie datant de 1997 rapportait les résultats d'une enquête menée dans trois provinces, auprès de travailleurs de 42 entreprises d'Etat : sur 1 250 travailleurs interrogés, 1 042 étaient opposés ou ne soutenaient pas les réformes en cours. Seuls 75 y étaient favorables !

Ce combat s'inscrit dans la résistance mondiale de la classe ouvrière aux attaques de l'impérialisme. L'enjeu constitué par la défense de ce qui demeure de la propriété collective des moyens de production établie par la révolution, de l'ensemble des conquêtes sociales qui lui sont rattachées, de l'existence même de la classe ouvrière chinoise ancrée dans les rapports de propriété assurés par la révolution, est un enjeu international. Un syndicaliste indépendant chinois déclarait en 1998 :

"Si les capitalistes venaient à l'emporter en Chine, ils se sentiraient invincibles partout."

Cette évocation sommaire des multiples formes de résistance de la classe ouvrière chinoise dans des conditions extrêmement difficiles s'est inscrite en quelque sorte en "négatif" dans les hésitations, les reculs et les déchirements de la bureaucratie elle-même. Aujourd'hui, engagée dans la voie de la liquidation de toutes les conquêtes de la révolution, la bureaucratie a dû boire jusqu'à la lie la coupe que lui imposait l'impérialisme.

La signature du traité d'affiliation à l'OMC est en elle-même un coup sévère porté à la résistance des travailleurs chinois, à leurs tentatives d'actions indépendantes. Relayée par toutes les officines et tous les courants politiques dépendants de l'impérialisme, la pression va être immense et, sans aucun doute, entraîner bien des éléments de confusion.

Mais les héroïques combats livrés par les travailleurs chinois pour défendre leur existence, leurs droits et, en particulier, leur droit à l'organisation ne vont pas disparaître. Les conséquences catastrophiques pour eux de la grande "restructuration annoncée" ne se matérialiseront pas sans se heurter à une résistance qui tendra, malgré tous les obstacles, à s'exprimer sur tous les terrains.

LA PLACE DU COMBAT POUR LA DÉMOCRATIE

C'est la crainte de cette résistance ouvrière, de son extension, de son organisation qui est à la racine de la politique de répression généralisée, accentuée depuis la mi-1998, qui demeure la marque constante de la politique du régime.

Comme l'écrit la *Far Eastern Economic Review* :

"Le sérieux avec lequel la direction analyse la situation se manifeste dans la réponse brutale qu'elle a donnée à la tentative de formation d'un parti politique indépendant."

C'est en effet par un redoublement de la répression que la direction du PCC a réagi à l'égard de tous ceux qui tentaient de constituer des organisations indépendantes du pouvoir, qu'il s'agisse d'organisations syndicales ou de partis politiques et d'associations. Ceux qui ont publiquement et légalement tenté de constituer de telles organisations, en se référant à la Constitution chinoise, ont été aussitôt emprisonnés et condamnés à de lourdes peines de prison après des procès expéditifs.

Avec un sûr instinct contre-révolutionnaire, la bureaucratie comprend que toute expression politique indépendante risque aujourd'hui d'être un point d'appui pour l'organisation des travailleurs, enrayant par leur action la marche à la liquidation de l'industrie nationale, la remise en cause de l'unité et de l'indépendance nationales.

En 1989, un grand mouvement populaire a fait irruption dans toutes les grandes villes, mettant au centre les

revendications et exigences de liberté de la presse, de lutte contre l'inflation et surtout contre la corruption des petits et des grands dirigeants. Le trait marquant de cette époque tient à la constitution, pour la première fois, d'organisations indépendantes du gouvernement ou des diverses institutions de l'Etat : furent ainsi fondés des syndicats autonomes d'étudiants, puis des syndicats autonomes ouvriers se fédérant rapidement (en moins de deux semaines) au niveau des villes, puis des provinces.

Là résidait l'immense péril pour la bureaucratie, qui la décida à mettre un terme à cette marche en avant des ouvriers et de la jeunesse étudiante visant à protéger ce qui avait été acquis par le peuple et à reconquérir ce qui lui avait été usurpé par une clique de parasites. Ce fut le massacre de la nuit du 3 au 4 juin 1989 place Tian An Men et le début d'une répression féroce dans la plupart des grandes villes.

Dix ans plus tard, on retrouve au centre de toutes les pétitions l'exigence, jamais abandonnée, de la révision du jugement porté par les autorités sur le grand mouvement populaire de mai-juin qualifié de "contre-révolutionnaire". Pourquoi un tel acharnement ? Il s'agit, certes, d'obliger les autorités à reconnaître que les morts et les blessés de cette nuit du 3 au 4 juin furent les victimes d'une répression d'Etat — la version officielle des faits continue de nier les morts — et d'exiger que les responsables soient jugés, mais surtout d'affirmer haut et fort que la légitimité était le fait du peuple manifestant dans les rues, des ouvriers en grève, des étudiants en assemblées, et non des responsables politiques au pouvoir, corrompus et oppresseurs. "Tout le pouvoir de la République populaire de Chine appartient au peuple", énonce la Constitution. Et le peuple était dans la rue. Dix ans plus tard, subsiste dans les pétitions, les déclarations et dans la constitution d'organisations cette même volonté de combattre la corruption, cette même volonté de construire des syndicats indépendants et des partis politiques.

Et jamais, au cours de ces dix années, elle n'a faibli. Quelques exemples chiffrés suffisent à faire comprendre à la fois

l'aspiration à la liberté d'expression, à la liberté d'organisation, et la mesure de la répression politique : selon le *Quotidien du Peuple* (janvier 1999), 2 800 arrestations en 1998 ont eu pour motif la diffusion de "*publications politiques illégales*". En décembre 1998, Xu Wenli, Wang Youcai et Qin Yongmin ont été condamnés à respectivement 13 et 12 ans de prison pour "*tentative de subversion*" : ils avaient fondé le Parti démocrate chinois fin juin et demandé son enregistrement officiel. Zhang Shanguang a été condamné à 10 ans de prison à la même époque pour "*atteinte à la sécurité de l'Etat*" et "*intelligence avec l'ennemi*" : militant de la Fédération autonome des travailleurs du Hunan en 1989 (7 ans de prison à ce titre), Zhang avait entrepris au printemps de 1998 de fonder une Association pour la protection des droits et intérêts des travailleurs licenciés. En août 1998, Li Bifeng avait été condamné pour "*fraude*" (*sic !*) à 7 ans de prison : il avait témoigné des manifestations qui avaient dégénéré en émeutes à Mianyang un an plus tôt. Il ne se passe pas un jour sans interpellations et manifestations, en relation avec des grèves, des manifestations, des pétitions ou autres moyens d'expression indépendante.

Cette répression quotidienne sert un objectif maintes fois réaffirmé par les autorités : le maintien de la stabilité sociale. En d'autres termes, l'objectif principal de la répression, ce sont les forces qui mettent en cause cette "stabilité sociale", donc les travailleurs qui voient leurs entreprises menacées de disparition, qui sont chassés de leur emploi, qui sont surexploités dans d'épouvantables conditions dans les zones économiques spéciales. La permanence et la généralisation de la répression s'expliquent par la crainte du pouvoir que toute forme d'opposition organisée, quel que soit son point de départ, se charge et se lie aux revendications ouvrières et paysannes.

Quel chef d'Etat ou de gouvernement, quel investisseur, quelle institution internationale ne serait pas sensible à l'argument de la stabilité ? C'est là, sans nul doute, l'explication des déclarations mensongères, contre l'évidence des faits, des grands de ce monde. En voici un florilège

à propos des libertés démocratiques en Chine, les fameux "droits de l'homme", dont ils nous rebattent les oreilles :

• Jospin (septembre 1998) : *"La Chine poursuivra le chemin de la liberté qu'elle s'est elle-même tracé."*

• Clinton (juillet 1998) : *"Il y a un authentique mouvement vers l'ouverture et la liberté en Chine."*

• Blair (septembre 1998) : *"De nombreux progrès ont été réalisés."*

• Union européenne et son président, J. Santer (octobre 1998) : *"On note des éléments de progrès."*

• ONU (mission d'enquête de mars 1998) : *"Cela évolue dans la bonne direction."*

Au-delà des quelques communiqués de protestation de pure forme émis sélectivement par les mêmes lors de certaines condamnations de militants chinois, on retiendra la déclaration de Clinton, début avril 1999, qui résume la nature de l'attachement des chefs d'Etats aux "droits de l'homme" :

"Les dissidents sont moins dangereux au dehors que derrière les barreaux des prisons."

Nul doute que la signature du traité sur l'entrée à l'OMC verra se multiplier encore les louanges à l'égard de l'évolution positive de la situation en Chine.

D'ores et déjà, d'ailleurs, comme le maintien de la stabilité sociale est nécessaire à la poursuite de la politique de "réformes" et "d'ouverture", l'impérialisme n'a pas hésité à mettre la main à la pâte lorsque le gouvernement chinois l'invite à l'ingérence dans ses affaires intérieures.

Un exemple : comme tous les autres droits démocratiques inscrits dans la Constitution chinoise (à l'exception du droit de grève depuis 1982), mais sévèrement réprimés lorsqu'ils sont exercés, le droit d'association est prévu. Déjà révisé et plus sévèrement encadré après l'irruption des syndicats autonomes en 1989, le

droit d'association devrait être corrigé pour interdire toute indépendance. Ainsi, en 1996, le ministère chinois des Affaires civiles s'attelle-t-il à la tâche.

A qui s'adresse-t-il pour entreprendre ce travail ? A la Banque mondiale ! Quoi de plus naturel, puisque la Banque mondiale finance et fait travailler des ONG spécialisées dans ce domaine. Et cette généreuse institution financière internationale lui propose les services de l'ICNL, ONG basée à Washington, qui, comme de juste, avait rédigé un mémorandum sur les lois relatives aux ONG pour... la Banque mondiale elle-même. Le monde est bien petit... trop petit même, puisqu'une autre ONG américaine, l'Asia Foundation, voulut sa part du gâteau et organisa en 1997 des voyages de hauts fonctionnaires chinois dans les pays hautement démocratiques tels que l'Indonésie, les Philippines, la Thaïlande ou la Corée du Sud pour leur faire comprendre le champ du droit d'association.

C'est donc après recommandation de ces deux ONG liées à la Banque mondiale qu'ont été élaborés puis publiés le 25 octobre 1998 des décrets relatifs aux libertés d'association et d'organisation. Leur caractéristique : toute association doit, avant même de déposer une demande d'enregistrement, obtenir l'agrément d'un organisme de tutelle qui ne peut être qu'une institution gouvernementale, garante des activités de... l'association.

Tous ces éléments ont été rapportés en décembre 1998 par Human Rights in China, organisation de défense des libertés démocratiques en Chine réputée pour son sérieux, mais ce long rapport n'a pas rencontré d'yeux intéressés ou... désintéressés. Par ces décrets, les autorités chinoises veulent interdire de fait toute organisation indépendante. Il s'agit de ligoter et de bâillonner les défenseurs de la classe ouvrière en résistance et les partisans des libertés démocratiques. Car, qu'on se rassure, les associations d'entrepreneurs ou d'investisseurs ne connaissent, elles, pas tant de tracasseries : au moment où on emprisonnait pour 43 mois Li Wenming et Guo Baosheng à Shenzhen, célèbre zone économique spéciale, pour avoir aidé les travailleurs migrants à défendre leurs droits

et constitué un syndicat pour cet objectif, l'Association des propriétaires d'entreprises privées de la même ville avait toutes ses entrées au gouvernement municipal.

Le peuple chinois des villes et des campagnes est confronté à une situation de démantèlement de ses conquêtes, à un pillage organisé par une bureaucratie qui se soumet de plus en plus ouvertement aux injonctions de l'impérialisme.

Répons-le, pour empêcher que ne l'emportent le chaos, la misère et la terreur, il a besoin de s'exprimer librement, de s'organiser de façon indépendante. La IV^e Internationale, fidèle à ses principes, défend le droit de toute organisation et de tout courant qui se situe sur le terrain de la démocratie à s'exprimer et ne pose aucune condition à la lutte contre la répression. La classe ouvrière a besoin de la démocratie, et d'abord de son élément constituant indispensable, qui est le droit à l'organisation.

Naturellement, la IV^e Internationale, comme tout autre courant politique, défend ses propres positions. Les positions politiques des militants qui ont pris des initiatives allant dans le sens de la constitution d'organisations indépendantes sont diverses. Parfois, certains d'entre eux se placent sur le terrain des réformes.

La longue période de dictature bureaucratique, la gabegie de la gestion, la généralisation de la corruption, l'absence de possibilité d'un échange démocratique public ne peuvent qu'entraîner des confusions sur la question de la propriété sociale. C'est dans la libre discussion que ces problèmes peuvent être surmontés. La condition préalable de cette libre discussion, c'est la solidarité sans condition contre la répression.

Presque tous les militants chinois, toutes les organisations syndicales, associations et partis chinois indépendants qui ont combattu lors de ces dix dernières années pour la libération des prisonniers d'opinion, les libertés démocratiques, se sont ainsi prononcés pour la constitution de syndicats indépendants. A titre d'illus-

tration : Xu Wenli, vieux militant des libertés démocratiques et porte-parole du Parti démocrate chinois (PDC), a ainsi été condamné pour appartenance à une organisation (le PDC) déclarée "illégal", mais aussi pour avoir déclaré que le syndicat officiel ACFTU ne pouvait défendre les intérêts des travailleurs et qu'il fallait construire des syndicats indépendants.

Wei Jingsheng, condamné à 15 ans de prison en 1979, avait écrit :

"Que vaut la démocratie sans liberté d'expression ? Sans le droit de critiquer les gens au pouvoir ?"

En février 1994, il est de nouveau arrêté pour sa "participation à des activités de protestation des ouvriers et des paysans et l'aide apportée à ceux-ci", il est condamné à 14 ans de prison. A ses juges, il dit :

"Qui aurait pu croire que (...) les activités syndicales puissent encore être désignées comme une "conspiration visant à renverser le gouvernement" ?"

Qin Yongmin, condamné en 1998 à 12 ans de prison pour son appartenance au PDC, avait signé la Charte de la paix en 1993 (déclaration en dix points sur les libertés d'expression et d'organisation) et appelé publiquement en décembre 1997 à la constitution de syndicats indépendants.

Liu Qing, vétéran du combat démocratique et fondateur de Human Rights in China (en exil à New York), déclare en 1998 que l'urgence pour le peuple chinois est de pouvoir "établir un système politique qui respecte les principes démocratiques et les droits de l'homme" et "pour la classe ouvrière de pouvoir constituer des syndicats indépendants".

M^{me} Ding Zilin milite activement, en dépit des persécutions policières, pour établir la liste des victimes de la place Tian An Men et porter assistance aux familles. Mais elle est aussi signataire, avec d'autres personnalités, d'une déclaration sur la justice sociale et les droits civils. En date du 22 septembre 1998, elle insiste notamment sur le droit au travail et à une protection sociale pour tout citoyen, le respect de toutes les libertés :

"Il faut permettre aux ouvriers comme aux agriculteurs de créer des organisations et de participer à des syndicats indépendants afin de s'assurer que leurs droits et intérêts légitimes ne seront pas bafoués."

Ainsi, tous ces militants, défenseurs des libertés démocratiques, même s'ils ne sont pas obligatoirement partisans de la propriété sociale ou contre la restauration de la propriété privée qui sème le chaos, considèrent que, pour conjurer la catastrophe qui s'annonce, il faut rétablir tous les droits démocratiques pour leur exercice effectif, notamment permettre que se constituent des syndicats indépendants.

Confrontés aux réformes meurtrières engagées par la bureaucratie, ouvriers et paysans d'abord, mais également d'autres secteurs et couches de la société ont besoin de retrouver leurs libertés d'expression, et donc pour faire connaître leur point de vue et le faire prévaloir, parce qu'ils sont les producteurs des richesses et qu'en face d'eux, au-dessus d'eux et contre eux se sont organisées des bandes de pillards prêts à tout vendre aux investisseurs étrangers, au capital en général.

Pillards, le terme est-il exagéré ? Si la dénonciation de la corruption ne s'est jamais interrompue depuis 1989, elle prend aujourd'hui un autre caractère.

En 1989, il s'agissait de dénoncer les privilèges que les dirigeants d'entreprise, des gouvernements (municipaux, provinciaux ou central) et du Parti communiste chinois tiraient de leurs positions.

Aujourd'hui, la corruption a changé de nature et elle apparaît comme une véritable opération de pillage de la propriété sociale. En juin 1999, Han Dongfang, syndicaliste indépendant, écrivait :

"Je tiens à souligner que je ne parle pas de la corruption comme si c'était un phénomène abstrait sans lien avec la réalité, mais parce qu'elle a au contraire des conséquences dramatiques pour les travailleurs. Voilà dix ans, la corruption touchait seulement l'Etat. Aujourd'hui, elle touche massivement les entreprises et se manifeste ouvertement sous les yeux des salariés. Elle provoque la faillite et la fermeture de nombreuses entreprises."

En clair, la corruption est un facteur de chômage massif pour les travailleurs. En revanche, les bureaucrates des entreprises, eux, s'enrichissent par la mise au chômage des travailleurs, ainsi que par la disparition ou la dislocation de leur protection sociale collective."

Illustration par l'enquête menée par Zhao Changqing, qui s'était présenté aux élections pour dénoncer la corruption qui affectait l'entreprise d'Etat dont il dépendait et *"empêcher le syndicat de se transformer d'organisation de classe du prolétariat en une bande de petits béni-oui-oui qui ne font rien, mais vivent des cotisations prélevées sur les travailleurs"* : pour une masse salariale annuelle de 14 millions de francs dans son entreprise, les dépenses de la seule direction s'élevaient à 10 millions de francs, dont 3,5 millions de biens propres. Zhao a été immédiatement arrêté et condamné à la prison.

Confirmation par les statistiques officielles des autorités : en 1997, 75 % des affaires jugées pour corruption avaient pour cadre les entreprises.

On détourne l'argent des salaires pour la spéculation financière : en mai 1999, les salaires impayés pour les entreprises d'Etat ou les fonctionnaires s'élevaient à 3,5 milliards de francs, soit le salaire mensuel d'environ 7 millions de salariés.

On détourne l'argent des retraites : le ministre du Travail avait à peine fini de parler de la mise en place du nouveau système de retraite en décembre 1996 que l'agence officielle China News révélait, en février 1997, que sur environ 30 milliards de francs de retraite recueillis, plus de 4 milliards avaient été détournés. En juillet 1998, le chiffre s'élevait à 6 milliards de francs, selon la même agence.

Ce pillage met à genoux les entreprises d'Etat, certaines ne pouvant plus cotiser pour l'assurance maladie ou la retraite, d'autres n'ayant plus les fonds (pourtant recueillis) pour que les salariés bénéficient des prestations dues.

La mise en place de l'accord de novembre décuplera la corruption.

“LE VRAI DÉFI EST DANS L'APPLICATION DU TRAITÉ”

C'est ainsi qu'au lendemain du parrainage accordé à l'entrée de la Chine dans l'OMC, le *Washington Post* caractérise la situation :

“Le vrai défi est dans l'application du traité.”

Il cite un professeur d'études chinoises, qui constate qu'“un cadre a été fixé, mais que cela ne constitue que le commencement d'un processus long et douloureux”. L'article du *Washington Post* pose la question :

“S'il a fallu sept ans pour persuader un gouvernement chinois profondément divisé de signer le traité, quelle force a ce gouvernement pour appliquer les accords ?”

C'est une manière de dire que, plus que jamais, la crainte, c'est de voir l'action des travailleurs, dans les villes comme dans les campagnes, enrayer les plans de liquidation des conquêtes sociales et de l'unité de la Chine. Il ne s'agit pas ici de semer des illusions. La signature de l'accord en lui-même est un coup porté aux travailleurs chinois et à leur action.

La propagande liée aux objectifs du gouvernement Clinton, auxquels se soumet le régime de la bureaucratie chinoise, celui de Jiang Zemin et de Zhu Rongji, va à satiété répéter que l'intégration dans la “mondialisation” ne peut que s'accompagner de pas en avant sur la voie de la démocratie, chercher à semer la confusion avec d'immenses moyens. La réponse est dans les faits. Elle est dans la réalité. Un accord qui — et cela est reconnu y compris par ceux qui le saluent — ne peut que conduire à un développement terrifiant du chômage ne saurait être rendu effectif par des moyens démocratiques, puisqu'il s'oppose aux intérêts de la majorité.

C'est ce qu'exprime Cai Chongguo, éditeur de la version française du *Bulletin des travailleurs chinois* édité à Hong-Kong par Han Dongfang, lorsqu'il déclare :

« Avec les réformes, il y a eu l'établissement des zones économiques spéciales. On nous les a présentées comme “les fenêtres de la Chine sur le monde”, qui permettraient d'ouvrir notre pays sur la société moderne. Mais la réalité des zones économiques spéciales, leur bilan, nous l'avons souvent expliqué dans notre revue indépendante. Il y a, c'est certain, beaucoup d'usines modernes, des tours nouvelles, des hôtels luxueux, mais il y a également, et c'est le phénomène majeur, des millions de Chinois déracinés, venus de toutes les régions du pays, qui vivent dans des conditions extrêmement pénibles, qui travaillent dans des usines sans sécurité. Il y a eu ces incendies qui ont causé la mort de centaines et de centaines d'ouvrières, ces conditions d'exploitation abominables exercées par les multinationales.

Alors pour conclure, je dirai : ce n'est pas l'ouverture totale du pays dans n'importe quelle condition qui apportera quelque chose à la Chine. C'est notre lutte, celle des travailleurs et des paysans ouvrier international, qui peut nous offrir un futur. Pour cela, nous avons besoin de syndicats indépendants » (interview à *Informations ouvrières*, n° 412, du 24 au 30 novembre 1999).

C'est ce que reconnaissent les dirigeants de l'AFL-CIO quand ils constatent que l'accord Chine-Etats-Unis est entièrement fondé sur la déréglementation et la liquidation des droits.

La mise en œuvre du traité sera “longue et douloureuse”, constate donc le *Washington Post*. Douloureuse d'abord pour le peuple chinois, mais longue parce que le peuple chinois n'a pas dit son dernier mot.

Plus que jamais, l'avenir de la Chine dépend de celui de la classe ouvrière, dont l'existence même est liée aux rapports de propriété nés de la révolution, de la classe ouvrière forgée sur la base de ces rapports.

Plus que jamais, au cœur de son combat, comme de celui des travailleurs du monde entier, il y a la question de l'indépendance des organisations, qui, en Chine, est celle du droit des travailleurs à constituer, pour se défendre, les organisations de leur choix.

Quelques dates

1911-1912 : Chute de l'empire et fondation de la République.

1919 : Mobilisation contre les "traités inégaux".

1921 : Fondation du Parti communiste chinois.

1925 : Grève générale à Canton. Montée de la révolution dans toute la Chine.

1927 : La révolution est écrasée. Tchang Kaï-chek s'installe au pouvoir.

1931 : La Mandchourie est envahie par les troupes japonaises.

1937 : La guerre entre le Japon et la Chine s'étend à tout le pays.

1946 : Reprise de la guerre civile.

1949 : Fondation de la République populaire de Chine.

1957 : Le mouvement des "Cent Fleurs" : étudiants, professeurs, militants syndicalistes s'élèvent contre le manque

de démocratie et la condition faite aux travailleurs.

1958-1959 : Le "Grand Bond en avant".

1966 : Début de la "Révolution culturelle".

1971-1972 : La République populaire de Chine entre à l'ONU. Nixon se rend à Pékin.

1976-1978 : Mort de Mao Zedong. Deng Xiaoping amorce la politique d'ouverture.

1979 : Ouverture des premières zones économiques spéciales.

1989 : La jeunesse et les travailleurs se dressent contre la bureaucratie. Le mouvement est écrasé par une brutale répression.

1992 : Deng Xiaoping appelle à créer "plusieurs Hong-Kong".

1997 : Rétrocession de Hong-Kong à la Chine. XV^e Congrès du PCC, qui confirme la politique des réformes.

Qu'est-ce que les Balkans ?

Les bombardements sur la Yougoslavie, la guerre menée par l'OTAN sous l'égide des Etats-Unis représentent à l'évidence un tournant dans la situation mondiale. Il n'est pas dans notre propos, ici, de revenir sur cette guerre et sa signification internationale. Il s'agit, sur la base des faits historiques, de reprendre une question : dans la région balkano-danubienne, tous les peuples sont tantôt majorité nationale dans un Etat, tantôt minorité nationale dans un autre. C'est là le produit du développement historique, de la responsabilité tant de la bourgeoisie que de la bureaucratie stalinienne, sur lesquels nous allons revenir. Cela permet de saisir que toute politique fondée sur un nouveau découpage des frontières signifie inévitablement la guerre. Le but de cet article est de fournir les éléments historiques permettant de comprendre la situation actuelle dans les Balkans.

À L'ORIGINE DU PEUPEMENT DES BALKANS

A l'occasion des grandes migrations des peuples, les Slaves se séparèrent entre ceux qui allaient occuper les territoires de la Pologne et de la Tchécoslovaquie, et ceux qui franchirent le Danube vers le Sud, au VI^e siècle, et que l'on appelle les "Slaves du Sud". Ceux-ci se diviseront alors en de nombreuses tribus.

C'est à cette même époque que les premières tribus turques commencent à pénétrer sur le territoire de l'actuelle Turquie. C'est au IX^e siècle que les tribus magyares investissent la plaine de Pannonie et occu-

pent le territoire qui est aujourd'hui la Hongrie. Préalablement, de premières migrations de population de type turcomongol avaient occupé la Bulgarie. Ce sont les proto-Bulgares. Avec les invasions slaves, ils vont être "slavisés".

Les populations illyriennes (dont sont issus les Albanais) investissent à peu près à la même époque la région que l'on désigne aujourd'hui sous le nom d'Albanie. Au même moment, des populations latines occupent l'actuel territoire de la Roumanie (une polémique oppose les historiens, notamment hongrois et roumains, sur ce fait historique, les historiens hongrois considérant que les populations roumaines n'arrivent qu'au XI^e siècle, tandis que, de leur côté, les historiens rou-

mais affirment qu'ils sont les descendants des soldats romains qui occupèrent cette région). Bien évidemment, les populations grecques sont déjà présentes, héritières des migrations hellènes des siècles précédant notre ère (pour des raisons de compréhension, nous désignerons sous leur nom actuel les Etats et populations de l'époque, mais il s'agit là d'un raccourci historique, car ces populations connaîtront bien des brassages ultérieurs).

Les premières tentatives des Slaves du Sud de former des Etats indépendants datent du début du VII^e siècle : Slovènes en 623, Croates en 925, Macédoniens qui firent au début partie de l'empire bulgare du tsar Siméon, qui fonda le premier empire des Slaves du Sud (893-927), Monténégrins au X^e siècle. Les Monténégrins comme les Macédoniens tomberont sous la domination de Byzance, les Croates sous celle des Hongrois et les Slovènes sous celle des Francs. Les Serbes organisèrent leur premier Etat national au IX^e siècle. Sous le règne de Dusan le Fort (1331-1346), la Serbie devint l'Etat le plus puissant des Balkans. Mais la bataille de Kosovo (1389) marque la fin de l'Etat serbe et la victoire de l'Empire ottoman turc. C'est ainsi qu'au XV^e siècle, tous les Etats indépendants des Slaves du Sud ont disparu et sont soumis à d'autres puissances, principalement l'Autriche et l'empire turc, qui entravent ainsi la formation de ces nations. Ces puissances vont utiliser en permanence les différents peuples ou minorités nationales comme base de manœuvre dans leurs conflits respectifs.

A la fin du XVII^e siècle, les Serbes participent aux côtés de l'empire d'Autriche à la guerre contre les Turcs. Lorsque les troupes autrichiennes défaites se retirent du territoire serbe, des dizaines de milliers de Serbes quittent leurs villages pour s'installer en Hongrie méridionale (l'actuelle "Voïvodine" yougoslave) et à l'est de la Croatie (l'actuelle Slavonie), partie de l'empire d'Autriche. La Slovénie, la Croatie, une petite partie de l'actuelle Serbie, ainsi que la Hongrie sont alors dans l'Empire austro-hongrois, tandis que le reste de la Serbie, le Monténégro, la Macédoine, la Bosnie, la Bulgarie, la Grèce et la Roumanie sont sous domi-

nation turque. Les puissances impériales — particulièrement l'Autriche — vont impulser une série de mouvements de population. L'Autriche-Hongrie va ainsi favoriser l'implantation de Serbes à l'est de la Croatie ("Slavonie"), à la fois pour utiliser cette minorité contre les volontés croates de se libérer du joug hongrois, mais aussi pour les installer en "paysans libres" aux marches de l'empire, c'est-à-dire en paysans à qui l'on donne des terres avec une certaine liberté, à condition qu'ils restent armés afin de servir de cordon militaire contre les coups de main de l'armée turque. C'est là une des premières explications de l'imbrication des peuples dans cette région. En Bosnie sous domination turque, la noblesse slave, pour garantir son statut de bon vassal et échapper aux restrictions à l'égard des chrétiens, entraîne une partie de la population à s'islamiser, tandis que des populations turques s'installent dans les territoires balkaniques sous domination ottomane.

Si les Slovènes et les Croates, soumis d'abord aux influences françaises, italiennes et hongroises, puis à l'Autriche, seront christianisés sous l'égide de Rome, les Serbes, eux, christianisés par Byzance, sont orthodoxes, écrivant donc leur langue en caractères cyrilliques, tandis que Croates et Slovènes le feront en caractères latins. Les Bulgares seront également christianisés à partir de Byzance et seront donc orthodoxes. Les tribus turques s'islamiseront en étendant leur domination aux régions du Tigre et de l'Euphrate (actuel Irak). Du fait de l'occupation musulmane, une partie des Slaves de Bosnie s'islamiseront également, ainsi que les populations albanaises.

LA BOURGEOISIE INCAPABLE DE RÉGLER LA QUESTION BALKANIQUE

Au XVIII^e siècle, en relation même avec l'impact de la Révolution française et des révolutions bourgeoises mettant au centre l'idée de nation, une renaissance du mouvement national slave va surgir. Au début du XIX^e siècle, se développe un

vaste mouvement connu sous le nom d'«illyrisme», qui compte des adhérents dans tous les pays slaves du Sud (c'est à cette époque que s'unifient les langues littéraires serbe et croate, semblables à quelques différences — très secondaires — près). Ce mouvement prit une grande importance quand les armées napoléoniennes formèrent avec la Slovénie, la Dalmatie, l'Istrie et une partie de la Croatie les provinces illyriennes, dans lesquelles, quels que soient les motifs des conquêtes napoléoniennes, s'exprimèrent les nouveaux rapports portés par la France issue de la Révolution avec la décision d'abolir les impôts féodaux payés par les paysans. En Bulgarie, en Roumanie, en Grèce et en Albanie, le mouvement national se développa également contre la domination des grandes puissances.

En 1804 éclate la première insurrection serbe contre les Turcs, une deuxième en 1815 ; les Croates constituèrent des partis qui combattaient pour l'abolition de la domination hongroise, tandis qu'en Macédoine une insurrection contre les Turcs est écrasée. Des mouvements nationalistes clandestins se sont constitués en Bulgarie, tandis que la pression de l'aristocratie, mais aussi du peuple hongrois, aboutira, pour contrer le mouvement à l'indépendance nationale des Hongrois, à transformer l'empire des Habsbourg en Empire austro-hongrois : l'empereur d'Autriche est sacré empereur à Vienne et sacré roi à Budapest. De ce fait, l'aristocratie hongroise, la bureaucratie hongroise et la bourgeoisie vont bénéficier d'un certain nombre de privilèges dans l'empire, dont celui de dominer les peuples croate et roumain.

Si le développement capitaliste donna un nouvel essor aux aspirations nationales de ces peuples, dans le même temps, le surgissement du mouvement des masses dans les révolutions de 1830 et 1848 impliquait de soumettre cet éveil des nationalités aux besoins des grands pays industrialisés lancés à la conquête de l'Europe.

Car, là encore, l'arriération économique et politique signifiera que les nations des Balkans, au lieu d'être absorbées dans des unités nationales plus vastes

— hypothèse que Marx et Engels avaient envisagée en 1848 —, continueront à se développer dans le cadre déliquescents des empires d'Autriche et de Turquie. L'absorption de petites unités nationales par des nations plus larges comme axe du développement d'une large production marchande fondée sur la base d'un Etat national fut court-circuitée par le développement historique et la maturité de la lutte des classes. L'écrasement des révolutions de 1848, qui avaient vu surgir le prolétariat, ne fait alors que différer l'explosion, en aggravant les antagonismes internes à cette véritable prison des peuples que sont les Balkans.

Le développement économique inégal en Europe signifia que nombre de bourgeoisies nées dans le berceau des empires féodaux ne purent se libérer, de crainte de déchaîner des soulèvements révolutionnaires qu'elles étaient incapables de contrôler. Elles abandonnèrent à la monarchie et à l'aristocratie la tâche de centraliser l'Etat. Celles-ci le firent d'une manière bureaucratique et oppressive contre les peuples et le développement des forces productives, l'oppression des peuples et des minorités nationales allant de pair avec le refus des libertés démocratiques et la déformation de l'économie par un appareil bureaucratique et généralement clérical, et par la survivance des relations féodales dans les campagnes. C'est à cette même époque que se développa un mouvement ouvrier organisé dans cette région.

LES GUERRES BALKANIQUES, PRÉLUDE À LA GUERRE DE 1914-1918

En janvier 1910, à Belgrade, une conférence balkanique rassemblait des représentants des partis sociaux-démocrates serbes, bulgares, roumains, des groupes sociaux-démocrates de Macédoine, de Turquie, du Monténégro et des sociaux-démocrates des provinces du sud de l'Empire austro-hongrois, qui avaient pour objectif commun de lutter «*pour nous libérer nous-mêmes du particularisme et de l'étroitesse, pour abolir les frontières qui divisent les peuples qui sont en partie identiques par la langue et la cultu-*

re, pour balayer les formes de la domination étrangère qui privent les peuples de leurs droits à décider de leur sort par eux-mêmes”.

En 1912, la première guerre balkanique voit les Serbes, Bulgares, Grecs et Monténégrins écraser les armées turques. Si cela exprime l'aspiration de ces peuples à disposer de leur sort face au joug ottoman, il y a aussi l'utilisation qui en est faite par les puissances impérialistes — Autriche, France, Grande-Bretagne et Russie — dans leur volonté d'hégémonie en Europe et de démantèlement de la Turquie.

La deuxième guerre balkanique, en 1913, voit s'opposer aux Bulgares, qui sont battus, une coalition de Serbes, Grecs et Roumains pour le partage des territoires. Cela s'intègre à la préparation de l'état de guerre en Europe entre les impérialismes. L'attentat d'un nationaliste serbe contre l'archiduc autrichien François-Ferdinand à Sarajevo (28 juin 1914) fut le prétexte au déclenchement de la Première Guerre mondiale, opposant les impérialistes français et anglais à l'Empire austro-hongrois.

Ce n'est pas un hasard si cela débuta dans les Balkans. L'incapacité de la bourgeoisie autrichienne à unifier les différents peuples sur une base démocratique permettait aux tendances centrifuges de s'exprimer. Il était de plus en plus évident, dans l'empire moribond, que la question nationale dans la région ne pouvait trouver de solution que sur la base de l'autodétermination de tous les peuples, ouvrant la voie à une fédération balkanique qui aurait permis la centralisation et l'organisation de l'industrie dispersée dans la région. Pour cette raison, les impérialismes (Grande-Bretagne, France, Etats-Unis, mais aussi Russie) ne pouvaient permettre l'autodétermination des peuples des Balkans.

Car l'impérialisme foulant aux pieds les aspirations nationales des peuples, qu'il n'utilisait qu'à son profit, ne pouvait donner à telle ou telle de ces aspirations une apparence de satisfaction qu'au travers des massacres, du chaos et de la guerre. C'est ce qui trouva sa plus sanglante expression dans la guerre de 1914-

1918, qui redécoupa l'Europe *“en taillant dans la chair des nations”* (Léon Trotsky).

Cependant, au cours de ces mêmes décennies, le mouvement des peuples pour leur autodétermination s'affirma. Il fut d'ailleurs l'un des moteurs de la vague révolutionnaire qui déferla sur l'Europe en liaison avec l'émergence de la Russie révolutionnaire.

En effet, alors que l'autorité de Moscou, ancienne capitale de l'empire tsariste en décomposition, n'allait plus guère au-delà de l'ancienne Moscovie, l'union d'une mosaïque de peuples se constitua en quelques mois. Elle allait servir de cadre au plus vaste développement des forces productives qu'ait connu l'humanité sur une période aussi courte.

Ce mouvement contre l'exploitation conduisit à l'expropriation des grands moyens de production, qui devinrent propriété de la société à travers l'étatisation, sous la direction d'un gouvernement forgeant l'alliance des ouvriers et des paysans. Voilà ce qui a servi de point d'appui à la mise en œuvre de la réponse démocratique à la question nationale que la bourgeoisie russe, prisonnière de l'autocratie, n'avait jamais été capable d'apporter. En apportant la paix, le pain et la terre aux paysans, les bolcheviks surent déployer une politique apportant une réponse positive à la question nationale. L'audace du mot d'ordre du droit à la sécession pour tous les peuples, proclamé par les “soviets”, ne s'explique que par l'existence d'un pouvoir qui n'entendait pas obtenir des privilèges par l'exploitation des travailleurs et des peuples, mais au contraire voulait garantir à tous leur épanouissement dans un cadre commun.

LE TRAITÉ DE VERSAILLES ET LE “DROIT DES PEUPLES” SELON L'IMPÉRIALISME

En 1918, les impérialismes vainqueurs virent se dresser dans toute l'Europe centrale la révolution prolétarienne. De fait, dans les empires moribonds de Turquie et

d'Autriche, la question nationale ne pouvait se régler que sur la base de l'autodétermination des peuples, ce qui ouvrait la voie à l'idée, alors répandue, de fédération balkanique. Cela aurait permis la centralisation et l'organisation de l'industrie dispersée de cette région, à l'instar de la nouvelle fédération soviétique constituée sur la base du renversement du tsarisme et de l'expropriation du capital.

Pour contenir ce mouvement incompatible avec leurs intérêts, les vainqueurs de la guerre, les impérialismes français et anglais, devaient lui opposer une barrière d'Etats "indépendants". L'écroulement brutal de l'empire autrichien et l'affaissement de la Turquie créaient le risque d'un vide étatique. Il ne restait plus d'Etat capable de structurer la contre-révolution dans les Balkans. Déjà, la classe ouvrière hongroise, répondant à l'appel de la révolution russe, cherchait à se doter d'un Etat des conseils ouvriers et proclamait la nationalisation des usines et des terres, l'égalité et la liberté des peuples et minorités nationales, l'alliance avec la Russie révolutionnaire.

Pour préserver "l'ordre", l'impérialisme fit intervenir l'armée roumaine — nation jusqu'alors dominée par l'aristocratie et la bourgeoisie hongroise dans le cadre de l'empire austro-hongrois — contre la révolution hongroise des conseils ouvriers, qui avait proclamé la liberté des peuples, pour l'écraser et mettre au pouvoir l'amiral Horthy (lequel s'illustrera plus tard dans la collaboration avec Hitler).

Les impérialismes ne pouvaient certes pas permettre l'autodétermination des peuples des Balkans, qui débouchait sur la remise en cause de leur propre mainmise sur la région. C'est pourquoi le traité de Versailles accentua les divisions existant entre les peuples et fournit la base de nouveaux antagonismes nationaux par la création de minorités nationales dans chaque Etat, par un tracé artificiel et antidémocratique des frontières constituant des Etats sur la base de la division des peuples et créant des minorités nationales. Le peuple hongrois est dépecé, une partie se retrouve en Tchécoslovaquie, une partie en Yougoslavie, une partie en Roumanie. Il

en est de même pour toute une série de peuples, transformés en minorités nationales par le découpage des frontières et la création d'une multitude d'Etats. De ce point de vue, le traité de Versailles est la réponse de l'impérialisme à la révolution russe porteuse du message de l'expropriation des capitalistes et de la libération des peuples, ainsi qu'à la révolution prolétarienne en Hongrie et à la vague révolutionnaire dans tous les Balkans.

A l'issue des différents traités de paix (Versailles, Sèvres, Trianon), les Balkans vont être redécoupés : la Hongrie sera dépecée et le tiers de sa population va se retrouver en Roumanie, Yougoslavie, Slovaquie ; la Bulgarie perdra un territoire au profit de la Roumanie, le Kosovo sera intégré au royaume yougoslave ; une partie du territoire turc sera occupée par la Grèce (territoire récupéré par la Turquie de Kemal quelques années plus tard, après une nouvelle guerre aboutissant au départ de millions de Grecs et de Turcs, quittant l'endroit où ils vivaient pour rejoindre respectivement l'Etat "national" grec ou turc). La voie à de nouveaux conflits s'ouvrait.

« Pour dresser militairement les Etats balkaniques les uns contre les autres, leurs protecteurs impérialistes mirent à profit l'avidité de la bourgeoisie de ces pays, leur soif de conquêtes territoriales, leur faisant miroiter la perspective, qui d'une "Grande Serbie", qui d'une "Grande Bulgarie", qui d'une "Grande Roumanie". Ils incitèrent les différentes nationalités à se battre les unes contre les autres, leur fournirent de l'argent pour leurs armements, prenant en contrepartie leurs sources de richesses, les mines, les ponts, les matières premières, bref, les transformant de fait en colonies... »

Abandonnant des millions d'étrangers — des Bulgares, des Albanais, des Hongrois, des Allemands, des Lituaniens et des Russes — à la merci de la clique militariste serbe et des grands propriétaires et fonctionnaires corrompus roumains, le conseil supérieur de Paris a réservé pour les "cinq grandes puissances" le droit d'utiliser en cas de nécessité les minorités nationales comme moyen de pression sur la Serbie, la Roumanie et la Grèce, en vue d'obtenir toutes sortes d'avantages économiques et politiques...

Vaines espérance aussi de la Roumanie, de la Grèce et de la Serbie de recevoir une aide de la part de leurs "alliés" pour les services rendus du temps de la guerre. Les capitalistes anglais et français incapables de maîtriser la ruine de leur propre pays et de reconstruire chez eux l'industrie et les transports ne seront pas en état de porter un quelconque secours aux pays balkaniques. Au contraire, ils considèrent à l'avenir ces pays davantage comme des sources de matières premières et des marchés pour l'écoulement de produits inutiles. Le pillage total des Etats balkaniques, "ennemis" comme "alliés", se pratiquera dorénavant d'une manière encore bien plus impitoyable » (appel du comité exécutif de l'Internationale communiste au prolétariat des pays balkano-danubiens, 5 mars 1920).

A l'issue de la Première Guerre mondiale, dans le cadre du démembrement de l'Empire austro-hongrois, les impérialismes vainqueurs, France et Grande-Bretagne, vont favoriser la constitution, le 1^{er} décembre 1918, du "royaume des Serbes, Croates, Slovènes". Tout en épousant frauduleusement l'aspiration des Slaves du Sud à s'unir et à se libérer du joug impérialiste, la Grande-Bretagne et la France s'appuient alors sur l'Etat serbe, qu'elles soutiennent financièrement et militairement, afin de constituer la Yougoslavie autour de la monarchie serbe, qui, selon le mot de Lénine, "*veut des privilèges pour sa propre nation*".

Une nouvelle fois, l'impérialisme utilise les aspirations nationales d'un peuple contre celles des autres pour barrer la voie à toute remise en cause de sa domination.

"Peut-on s'étonner de ce que les Slaves du Sud (sous le joug austro-hongrois) portent leurs regards et leurs espérances vers la monarchie serbe, alors qu'ils sont en butte aux exactions et aux injustices des gens de Vienne et de Budapest, qui les briment, les jettent en prison et leur refusent de réaliser la suprême aspiration de chaque peuple : l'indépendance" (citation du journal de la social-démocratie autrichienne du 3 juillet 1914 par Léon Trotsky, dans "La question balkanique").

Mais l'existence d'un royaume — négation de la démocratie — et la poli-

tique nationaliste des partis serbes provoquent des tensions et font surgir comme question centrale le problème des nationalités, notamment en Croatie.

Ces régimes réactionnaires se heurtent à la classe ouvrière, comme par exemple dans la grève générale des cheminots, qui unit toutes les nationalités contre la monarchie serbe en 1920. Et la monarchie a de nouveau recours au nationalisme grand-serbe pour diviser et opprimer les peuples. Cela ne fait que renforcer les aspirations nationales des Slaves du Sud à se libérer.

A l'issue d'une période de troubles, le 6 janvier 1929, le roi Alexandre abolit la Constitution et proclame le "royaume de Yougoslavie", c'est-à-dire, en réalité, instaure une dictature, qui donnera lieu à de nombreuses reprises à une répression, notamment des droits nationaux des différents peuples. Un régime dictatorial s'installe également en Grèce, en Bulgarie, en Hongrie et en Roumanie.

LA LUTTE DES PEUPLES YOUGOSLAVES

Le 6 août 1941, les nazis attaquent la Yougoslavie. Ils mettent en place en Croatie un Etat artificiel en plaçant au pouvoir le parti oustachi ("révolutionnaire"), un parti minoritaire fasciste croate, qui se livrera à d'horribles massacres contre les Serbes et les Juifs de Croatie.

Mais dans tout le pays, se développe un formidable mouvement de résistance, "les partisans", constitué en très grande majorité de paysans et d'ouvriers de toutes nationalités, dominé par le PC, avec à sa tête Tito, un Croate.

A la fin de 1944, l'armée de libération nationale yougoslave compte 500 000 partisans et libère le pays des nazis. C'est là l'expression d'un mouvement de fond rassemblant la population laborieuse de toutes les nationalités contre l'oppression nationale nazie et la collaboration active de la bourgeoisie du pays avec l'occupant.

Car en dépit des séquelles de l'oppression nationale de la monarchie serbe, en dépit des tentatives "nationalistes" de collaborer avec les nazis en Slovénie et surtout en Croatie, tous les peuples vont se rassembler dans l'armée des partisans dirigée par le PC de Tito. Les ouvriers et les paysans de toutes les nationalités sont unis dans le combat contre la guerre d'extermination d'Hitler, contre la colonisation brutale et sauvage.

C'est pourquoi les tentatives imposées par Staline et Churchill de restaurer la royauté et l'Etat bourgeois firent long feu face à la mise en mouvement de millions de femmes et d'hommes, qui, en libérant le pays, en prenant le contrôle de la terre et des usines, n'entendaient pas en remettre les clefs à ceux qu'ils venaient de chasser.

Contre Staline et les impérialismes (qui avaient décidé à Yalta que la Yougoslavie resterait dans la zone d'influence impérialiste), la puissance du mouvement populaire d'expropriation et l'effondrement de toutes les institutions étatiques bourgeoises poussent le PC de Yougoslavie à instaurer une république et à décréter l'expropriation des propriétaires fonciers et capitalistes, que les masses travailleuses avaient déjà commencé à réaliser.

C'est ce mouvement qui a été à la base de l'unité des travailleurs de toutes nationalités. Tous — y compris les Serbes — se sont opposés à la restauration de la monarchie serbe et à son régime d'oppression et d'exploitation du travail.

La marche à la propriété sociale par l'étatisation de la propriété privée donnait sa base matérielle à "l'aspiration yougoslave" des Slaves du Sud, cherchant à se rassembler dans un cadre de coopération, qui aurait permis de jeter les bases du règlement du problème national.

Cela s'inscrit dans un mouvement des masses en Europe, et notamment dans les Balkans : des mouvements surgissent en Roumanie et en Bulgarie, une révolution se développe en Grèce. Ce qui était en cause, c'était la domination impérialiste dans les Balkans.

STALINE ET LA BUREAUCRATIE STALINIENNE CONTRE LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

Mais l'aspiration, présente depuis plus d'un siècle, à constituer une grande fédération des peuples des Balkans est cassée par Staline. Tandis qu'il laisse faire — et appuie — l'écrasement dans le sang par l'impérialisme britannique de la révolution en Grèce, il s'oppose à la proposition que la Bulgarie s'intègre à une fédération des Slaves du Sud.

Car le libre développement des aspirations nationales et démocratiques des peuples était incompatible avec la domination de la bureaucratie stalinienne. Aussi utilisa-t-elle les divisions créées par l'impérialisme pour l'interdire. Ainsi, les différentes bureaucraties étaient-elles liées au maintien de l'oppression nationale, qu'elles utilisaient et dont elles se nourrissaient. Car l'autodétermination pour les peuples des Balkans aurait menacé l'existence de toutes les bureaucraties, posant le problème de l'unité de tous les peuples balkaniques, jusqu'en Grèce, soumis à la domination impérialiste.

En respectant — voire en renforçant — les cadres étatiques issus du traité de Versailles (et les redécoupages auxquels elle procède, comme l'intégration de la Moldavie à l'URSS), en divisant l'Allemagne en deux, la bureaucratie du Kremlin va renforcer sa politique d'oppression nationale.

Cette politique va être particulièrement brutale dans les Balkans, où la combinaison du processus révolutionnaire en Yougoslavie et en Albanie avec les mobilisations en Bulgarie, en Roumanie, et la montée révolutionnaire en Grèce mettent en cause la domination impérialiste sur l'ensemble des Balkans et posent une nouvelle fois de façon concrète la question de la fédération balkanique.

La résolution adoptée en 1920 par le congrès constitutif de la "Fédération communiste balkanique" déclarait :

"Seule la révolution garantira aux petites nations une existence libre et un développement indépendant. Elle les débarrassera des dettes énormes de l'Etat, libérera les forces productives de tous les pays en les sauvant des limites des frontières d'Etat et ouvrira une issue à l'espace ainsi ouvert en unissant les nations dans une unité économique. La libération des nations balkaniques de la domination politique, financière et économique de l'impérialisme, leur liberté nationale et leur unité, la création des conditions nécessaires pour le développement de leurs forces productives, tout cela ne peut être réalisé que si ces nations s'unissent pour former une république socialiste des Balkans."

C'est précisément la raison pour laquelle Staline va bloquer toute marche en avant dans ce sens. Le 28 janvier 1948, la *Pravda* publiait une analyse de la situation dans les Balkans, dans laquelle on pouvait lire que ces pays *"n'ont pas besoin d'une quelconque fédération-confédération ou réunion douanière problématique et artificielle, mais bien plutôt de la consolidation et de la défense de leur indépendance et leur souveraineté"*.

Chaque pays va être ainsi coupé de ses voisins et isolé du marché mondial. Les frontières hermétiques que dresse la bureaucratie vont non seulement séparer des peuples liés par une histoire millénaire, mais aussi morceler ces peuples eux-mêmes : Hongrois de Slovaquie, de Yougoslavie, de Transylvanie et de Hongrie, Roumains de Moldavie et de Roumanie, Albanais du Kosovo et d'Albanie, etc.

Tous ces peuples n'ont soudain plus d'autres rapports entre eux que la subordination au Kremlin, qui les pille et les opprime. Ainsi, les différents bureaucraties aux ordres de Moscou sont mises en place sur la base du maintien de l'oppression nationale, qu'elles utilisent et dont elles se nourrissent. Car l'autodétermination des peuples des Balkans aurait menacé l'existence même de toutes ces bureaucraties parasitaires, et en premier lieu celle du Kremlin. Le correspondant de l'AFP à Belgrade, V. Lapteff, à l'époque du non de Staline à une telle fédération, écrivait que Staline *"n'a pas intérêt à ce qu'il se forme en bordure (de l'URSS)*

une seconde fédération de nations, dont l'évolution pourrait prendre un cours propre". Il s'agissait de la défense de l'ordre de Yalta, de la préservation du système capitaliste mondial, nécessaire à la survie de la bureaucratie du Kremlin.

Après l'écrasement de la révolution grecque, l'impérialisme américain va constituer la Grèce et la Turquie en bases militaires de l'OTAN, avec des régimes à sa botte. Les Balkans sont divisés et dominés par l'impérialisme et la bureaucratie stalinienne.

Dans ces conditions, la Yougoslavie représente alors une tentative avortée et bâtie de manière bureaucratique pour réaliser l'union d'une partie des peuples des Balkans. Mais en même temps, il ne faut pas dissimuler qu'en dépit de ce caractère bureaucratique, la mobilisation des masses de toutes les nationalités a bel et bien permis de rassembler différents peuples dans un Etat fondé sur l'expropriation du capital. C'est ainsi que la constitution en 1946 de la fédération de Yougoslavie établit un certain équilibre entre les nationalités, en créant sur une base formelle d'égalité les républiques de Slovénie, de Croatie, de Serbie, du Monténégro, de Bosnie et de Macédoine.

Cette dernière se voit alors "libérée" de la Serbie et reconnue comme république, à la fois pour contrecarrer l'idée d'une grande Serbie en Yougoslavie et pour affaiblir la position de la Bulgarie, qui revendiquait la Macédoine comme terre bulgare.

Malgré cela, du fait de la non-constitution d'une réelle fédération balkanique et de la politique de Staline, la Yougoslavie n'est qu'un pas en avant dans cette voie. De même, la direction titiste n'accorde pas de statut de république à deux territoires : la Voïvodine (où vit une forte minorité hongroise) et le Kosovo, peuplé en majorité d'Albanais (ainsi, les 1,7 million d'Albanais sont considérés comme une minorité, alors que les 600 000 Monténégrins sont considérés comme un peuple).

Ainsi, l'impossibilité de constituer une réelle fédération balkanique, l'isolement

total de la Yougoslavie après la rupture avec Staline, qui pousse celle-ci vers l'impérialisme, et la politique même de la direction titiste vont interdire un véritable règlement de la question nationale, dont les fondements avaient pourtant été jetés par la lutte commune des peuples contre le nazisme et l'impérialisme.

Refusant de s'appuyer sur les masses, même si dans la période 1947-1950 la direction titiste devra y recourir partiellement face à son isolement international croissant, le régime va rapidement se retourner contre elles. Parti unique, purges, police secrète, répression caractérisent une bureaucratie composite nationalement et soumise à diverses pressions, dominée par Tito. Ce dernier utilise la question nationale pour affermir sa propre position de bonaparte en s'appuyant sur l'état-major et l'armée, qui, du fait de la guerre, constitue d'emblée un des piliers de l'Etat fédéral (l'armée est en effet la seule institution fédérale dépassant le cadre national des républiques et la seule garante de l'ordre fédéral).

Face à la montée du mouvement des masses dans les années 1960 et devant l'émergence des forces centrifuges au sein de la bureaucratie (de ses composantes nationales dans chaque république), Tito dénonce le "nationalisme serbe", procède à des purges, s'attaque au "nationalisme croate" en purgeant la direction...

L'OUVERTURE AU FMI ET LES NATIONALITÉS

Sous couvert d'"autogestion", la bureaucratie titiste va commencer à remettre en cause le caractère planifié de l'économie fondée sur la propriété sociale, en "décentralisant" celle-ci au niveau de chaque république et en permettant l'ouverture aux capitaux et aux importations étrangères. En 1965, la réforme économique ouvrit la voie à la privatisation et à la pénétration de capitaux étrangers pour la formation de "joint-ventures".

Cette "décentralisation" représentait la première attaque importante contre le

régime de la propriété sociale, disloquant le caractère fédéral de l'économie. Elle eut pour résultat que, durant la période 1970-1987, les marchés de chaque république tendirent à s'autonomiser progressivement et enregistrèrent un taux annuel moyen de 0,73 % de réduction des échanges avec les autres républiques. La fermeture s'intensifia à partir de l'adoption de la nouvelle Constitution de 1974, qui instaura la quasi-fermeture générale des républiques avec la construction de raffineries, d'aciéries et d'autres industries de base dans toutes les républiques. La dislocation du cadre fédéral était en marche, en reliant chaque république au marché mondial dominé par l'impérialisme.

Cette nouvelle Constitution et la politique qui l'accompagne vont accroître les inégalités économiques et sociales, que le développement économique d'après-guerre avait tendu à réduire sur la base de l'expropriation du capital : à la fin des années 1950, le revenu par tête d'habitant au Kosovo, territoire le plus pauvre, représentait 65 % de celui de la Slovénie, territoire le plus riche. En 1971, il tombait à 50 % et, en 1980, il n'était plus que de 15 % ! La politique des nomenklaturas mercenaires du FMI équivalait à une mise en coupe réglée des travailleurs et des peuples. Parallèlement, vouloir liquider la propriété sociale signifiait un renforcement de l'oppression nationale des peuples et des minorités nationales, en cherchant à les dresser les uns contre les autres. Car en remettant en cause les acquis communs de la lutte de classe des ouvriers de toutes nationalités, fondés sur la propriété sociale, la bureaucratie titiste et l'impérialisme devaient faire resurgir les questions nationales.

Dans les années 1970, 15 % de la population se situaient en dessous du seuil de pauvreté, 48 % au milieu des années 1980 et 60 % à la fin des années 1980 ! La cause ? A la fin des années 1970, conséquence de la politique procapitaliste de la bureaucratie titiste, la Yougoslavie se retrouve avec une dette de 20 milliards de dollars. Elle se voit imposer par le FMI les fameux plans d'ajustement structurel, qui, dans tous les pays et sur tous les continents, ont conduit aux mêmes désastres (le service de la dette mobilisait

25 % des exportations en 1978 et 45 % en 1983).

Afin de payer les 3 à 4 milliards annuels de remboursement des intérêts de la dette et simplement la maintenir à ce montant, la bureaucratie va saigner le pays.

Sous l'effet de la mobilisation des masses — comme l'explosion au Kosovo en 1968, sévèrement réprimée, mais aussi dans d'autres républiques —, les diverses fractions nomenklaturistes jouent avec les revendications nationales pour leur propre compte et pour leur propre intérêt.

Mais, dans le même temps, elles ne peuvent en prendre réellement la tête sans voir remis en cause l'ensemble du système, et c'est pourquoi elles n'hésitent pas à réprimer régulièrement le mouvement des masses. Ces attaques contre la propriété sociale ouvrent la voie au développement de revendications "nationales" pour certaines fractions de la bureaucratie.

Ainsi, une fraction de la bureaucratie croate exige au début des années 1970 une réforme bancaire lui permettant de conserver d'avantage de devises sous son contrôle. Le "printemps croate" de 1971, qui voit, à l'initiative des étudiants, une vaste mobilisation, est sévèrement réprimé, tandis que la direction du parti croate est purgée.

Le centre cherchait à maintenir l'équilibre. L'année suivante, il engage une réforme de la Constitution, qui devait aboutir à une nouvelle Constitution soustrayant le Kosovo à la Serbie, en le constituant en "territoire autonome", avec son propre Parlement, contre les prétentions de certaines fractions serbes de la bureaucratie.

PILLAGE DES PEUPLES ET OPPRESSION DES NATIONALITÉS

Cependant, en relation même avec les développements des réformes économiques sous l'égide du FMI, on assiste à la constitution croissante, au sein même

des différentes composantes de la bureaucratie, de cliques et de mafias qui cherchent les unes contre les autres à s'assurer la plus grosse part des privilèges.

Se faisant la fidèle exécutrice des plans du FMI, la bureaucratie porte non seulement une série d'attaques contre les populations — coupes dans les budgets sociaux, chômage et licenciements, fermetures d'usines, baisse du pouvoir d'achat et inflation à 2 000 % —, mais aussi désorganise toute la production nationale. Car les attaques contre la propriété sociale signifient en réalité la liquidation de branches entières de l'économie, le pillage et un retour en arrière pour toute la société, puisqu'il s'agit — sous couvert "d'ouverture" au marché mondial — de briser le marché constitué entre les différentes républiques sur la base de la propriété sociale.

Tel est le bilan de la politique pro-FMI, qui aggrave encore les inégalités nationales. Ainsi, au Kosovo, le produit social par habitant est en 1980 sept fois inférieur à celui de la Slovénie. Le chômage atteint 57 % de la population du Kosovo, alors que la moyenne yougoslave est de 16 %. Le revenu par habitant dans cette province est équivalent à celui du Bangladesh.

La politique exigée des nomenklaturas mercenaires du FMI équivalait à une mise en coupe réglée des travailleurs et des peuples pour appliquer cette liquidation sociale ; elle a signifié un renforcement de l'oppression nationale des peuples et des minorités nationales, qui se mirent en mouvement pour résister à ces mesures.

Car en dépit de la pression extraordinaire exercée par le FMI et de la volonté politique de la bureaucratie, agence de la restauration capitaliste, le dernier Premier ministre fédéral, Markovic, devait reconnaître, à la veille de l'éclatement de la Yougoslavie, que le bilan des "réformes économiques" était une privatisation de seulement 2 % des entreprises publiques, qui représentent plus de 90 % de l'économie du pays. C'est l'expression de la résistance de la classe ouvrière à la bureaucratie pro-FMI.

LA BUREAUCRATIE RESTAURATIONNISTE ET LE FMI ORGANISENT LA GUERRE CONTRE LES PEUPLES

Depuis les années 1975-1979, le mouvement des masses se dresse pour jeter à bas cette dictature pro-FMI. Les années 1980 ont été marquées notamment par une vague de grèves sans précédent. Pour la seule année 1988, 2 000 grèves ont officiellement été recensées dans la seule Serbie.

Débutée par les étudiants et la jeunesse (dans un territoire où 50 % de la population ont moins de 21 ans et où le chômage des jeunes est de 80 %), la révolte du peuple albanais du Kosovo en 1987 a été sévèrement réprimée. Lors d'une nouvelle explosion, en 1989, les mineurs ont joué un rôle d'avant-garde de la révolte nationale albanaise du Kosovo, en résistant aux plans de restructuration qui frappent leurs territoires sous les exigences du FMI.

De même, quand, en 1987, le Parlement fédéral, appliquant les plans du FMI, baissera les salaires, les grèves débiteront en Slovénie et en Croatie. En Serbie, également, une vague gréviste se développa.

Mais face au pouvoir central de Belgrade, qui est l'agence directe des mesures du FMI, la mobilisation des masses dans les républiques intègre alors comme une composante la revendication nationale, comme l'une des formes de la volonté d'en finir avec la dictature, de se détacher du cadre étatique oppresseur des peuples et responsable de la brutale aggravation des conditions économiques.

C'est dans ces conditions que la mort de Tito, en 1980 — la disparition du bonaparte — révèle au grand jour et accélère toute la crise de la bureaucratie, qui tend à se désarticuler sur des bases "nationales", sources de son pouvoir et de ses privilèges.

Une partie de la bureaucratie fédérale, celle de Serbie, et l'état-major tentent alors de rééquilibrer les rapports bureaucratiques en liquidant la Constitution de

1974, abolissant l'autonomie du Kosovo et de la Voïvodine, placés dorénavant sous la domination militaire et répressive de la Serbie. Ils tentaient alors de maintenir en place l'appareil bureaucratique fédéral pro-FMI nécessaire à la défense de "l'ordre".

Face aux grèves qui se développent en Yougoslavie, et notamment en Serbie, le pouvoir lance une vigoureuse campagne anti-albanaise pour "défendre" les Serbes du Kosovo. Une nouvelle étape est franchie dans la désarticulation de l'appareil à l'occasion des premières élections "libres" organisées dans le cadre de la "rénovation" des bureaucraties dans toute l'Est européen : c'est l'explosion de la Ligue des communistes yougoslaves. La victoire des "partis nationalistes" en Croatie et en Slovénie, partis dirigés par des nomenklaturistes "renovés", celle du parti stalinien serbe renové en Parti socialiste dans les élections en Serbie, ouvrent la voie au déchaînement, de part et d'autre, des surenchères "national-bureaucratiques". Devant l'effondrement du pouvoir central, la menace sans cesse croissante des mobilisations ouvrières, et également la recherche de leurs propres intérêts, les différentes fractions de la nomenklatura cherchent à utiliser frauduleusement la revendication nationale.

Les fractions de l'appareil stalinien, placé face à l'effondrement du "centre" bureaucratique et à la mobilisation des masses, cherchent à passer directement et ouvertement au service de l'impérialisme pour mettre en œuvre sa politique.

C'est en ce sens que nous pouvons parler de nomenklatura "continuiste". Tous les dirigeants des républiques, à l'exception de celui de la Bosnie, sont d'anciens membres du comité central ou du bureau politique, tous les organes dirigeants dans toutes les républiques, y compris la Bosnie, sont aux mains des membres de l'appareil. Et il ne s'agit pas pour nous de réduire cela à une "continuité" de personnes, indépendamment du fait que chacun peut affirmer avoir rompu avec le stalinisme ou s'être renové.

Tous poursuivent et aggravent l'offensive pour liquider la propriété sociale,

ouverte par les réformes de 1965. Il s'agit en fait, pour le vieil appareil stalinien, de chercher à se maintenir en se faisant l'agent direct de la restauration capitaliste.

Avec l'effondrement de l'URSS, la Tchéquie et la Slovaquie se séparent au nom du fait "national", accentuant de facto le statut de minorités des populations hongroises de Slovaquie.

En Bulgarie, en Roumanie, la question "nationale" est également utilisée ; contre les Turcs (15 % de la population) de Bulgarie et contre les Hongrois de Roumanie. La majorité de la minorité saxonne (allemande), présente en Roumanie depuis le XII^e siècle, a quitté le pays. Les mafias-nomenklaturas issues de la bureaucratie stalinienne vont mettre en œuvre dans ces pays tous les plans de liquidation du FMI, aboutissant à la destruction.

RETOUR SUR LA YUGOSLAVIE D'AVANT LA GUERRE DE 1990-1995

Il n'est pas dans notre propos de revenir ici sur les développements récents (Bosnie, Kosovo), mais de souligner que la guerre dans l'ex-Yougoslavie a signifié le plus grand exode, le plus grand déplacement de populations depuis la Deuxième Guerre mondiale. Des centaines de milliers de Serbes ont quitté la Croatie à l'issue de la guerre entre la Serbie et la Croatie. Des centaines de milliers de Croates ont fait de même en quittant la Serbie. La "purification ethnique" commençait. Avec la guerre en Bosnie, 1 500 000 personnes ont été "déplacées", comme on dit pudiquement.

Avec les accords "de paix" de Dayton pour la Bosnie, c'est l'occupation militaire et la division des peuples. Les accords de Dayton signifient la création de "cantons" musulmans, serbes et croates. Cela officialise la "purification ethnique", échangeant les populations pour constituer ces cantons. La Bosnie n'existe plus ; elle est entièrement sous contrôle international, avec des dizaines de milliers de soldats de l'OTAN. Au point que toute déci-

sion politique ou administrative est prise par les occupants, que le président de la Banque centrale de Bosnie est nommé par le FMI et ne doit pas être ressortissant bosniaque, et que la monnaie est le deutschemark.

Or, précisément, la Bosnie était un concentré de la Yougoslavie. Sur les 4 millions d'habitants avant-guerre, il y avait 44 % de Musulmans, 31,5 % de Serbes, 17 % de Croates et 5,5 % de personnes se décrétant de nationalité yougoslave. Trente pour cent des mariages étaient mixtes en Bosnie. En Croatie, il y avait 78 % de Croates, 12 % de Serbes, 2,2 % de Yougoslaves et 1 % de Musulmans. En Macédoine, il y avait 65 % de Macédoniens, 21 % d'Albanais, 4,8 % de Turcs, 2,7 % de Tziganes, 2,2 % de Grecs. Au Monténégro, 62 % de Monténégrins, 15 % de Musulmans, 9,5 % de Serbes, 6,6 % d'Albanais, 4,5 % de Yougoslaves. En Serbie, 65,8 % de Serbes, 17,2 % d'Albanais, 3,5 % de Hongrois, 3,2 % de Yougoslaves, 2,4 % de Musulmans, 1,4 % de Monténégrins et 1,1 % de Croates. Et nous n'avons pas, dans ces statistiques, ajouté une multitude de petites minorités nationales comme les Rutènes, les Macédo-Roumains, les Turcs christianisés...

En un mot, la dislocation de la Yougoslavie signifiait tailler dans la chair des nations et des peuples, comme le démontre l'exemple de la Bosnie. C'est ce même phénomène qui se reproduit au Kosovo, avec la constitution d'un protectorat, d'une occupation militaire de l'OTAN, qui aboutit au fait que des dizaines de milliers de Serbes ont quitté la région et que, probablement, il ne reste que 2 % des Serbes de la population du Kosovo.

Ce que nous avons décrit pour la Yougoslavie (et qui, dans ce cas, est particulièrement concentré) est, sous une forme ou sous une autre, valable pour tous les pays de la région. Il existe en Grèce, outre les populations hellènes, une minorité turque concentrée en Thrace (mais après l'indépendance grecque, puis le traité de Versailles, des centaines de milliers de Turcs ont quitté la Grèce), une petite minorité macédonienne. En Bulgarie,

outre la majorité bulgare, il y a une forte minorité turque et quelques autres minorités, comme par exemple des Bulgares islamisés ou des Turcs christianisés.

En Roumanie, outre la forte minorité nationale de 2 millions de Hongrois, il existe quelques petites minorités (Serbes). En Albanie, outre la population albanaise, il existe une forte minorité grecque, concentrée dans le sud de l'Albanie.

En Turquie, outre la majorité turque, il existe le peuple kurde et une très petite minorité grecque (plus d'un million cinq cent mille Grecs ont quitté la Turquie après le traité de Versailles).

A l'issue de la "Pax Americana", tous les peuples se trouvent regroupés en une série d'Etats : Slovénie, Croatie, Slovaquie, Hongrie, Roumanie, Moldavie, Serbie, Kosovo, Macédoine, Grèce, Turquie, Bosnie (elle-même divisée en trois), comprenant des minorités nationales qui, dans d'autres Etats, sont majorité nationale.

Il y a une réalité : c'est que, pour les raisons évoquées plus haut, les Balkans constituent une terre où, depuis des siècles, des peuples sont imbriqués sur de mêmes territoires. Et ce n'est qu'en parlant de cette réalité que l'on peut aborder la question nationale dans cette région.

Pour l'Union des républiques libres des Balkans

La politique de l'impérialisme, sous couvert "d'ingérence humanitaire", de redécoupage des frontières, aboutit nécessairement à la dislocation, à la division, à la partition et à la négation des aspirations nationales des peuples de la région. La seule issue réside dans le combat résolu contre les plans d'ajustement structurel et l'occupation militaire de l'OTAN. Tel est le sens de la déclaration adoptée à la conférence ouvrière balkano-danubienne, qui s'est tenue les 13 et 14 novembre 1999 à Sofia, en Bulgarie, renouant ainsi, dans d'autres conditions et dans une autre situation, avec la vieille tradition du mouvement ouvrier balkanique : "Pour l'union libre des républiques libres des Balkans : manifeste de la conférence balkanique (13 et 14 novembre 1999 à Sofia, Bulgarie)."

« Quelle est la réalité, pour les travailleurs et les peuples de l'ex-Yougoslavie, pour les peuples des Balkans et plus largement pour les peuples d'Europe et du monde, quelque cinq mois après la fin des bombardements de la Yougoslavie par l'OTAN ? Après 79 jours de bombardements de l'OTAN sous l'égide des Etats-Unis et avec le soutien de l'Union européenne et de tous les gouvernements des pays membres, dont 13 sur 15 sont des gou-

vernements de "gauche" (Partis socialistes, dans plusieurs cas avec le soutien ou la participation des Partis communistes), les ravages causés aux bases industrielles et économiques de la Yougoslavie sont considérables. La destruction d'usines, de raffineries de pétrole, de routes et de voies ferrées, d'écoles et d'hôpitaux, tels sont les résultats des "bombardements humanitaires". Après avoir imposé à la Yougoslavie les plans d'ajustement structurel du FMI, ils ont achevé, par les bombardements, la liquidation des usines et des structures de production du pays.

La situation très difficile que vivaient les travailleurs de Yougoslavie avant la guerre s'est aujourd'hui beaucoup aggravée. Des dizaines d'usines ont été détruites, augmentant ainsi les rangs des chômeurs. La guerre et le maintien de l'embargo contre la Yougoslavie ont rendu certains plus riches et les travailleurs plus pauvres. Les mafias-nomenklaturas, pour leur pillage et leur corruption, sont directement intéressées par la guerre, et pas seulement au Kosovo, mais dans tous les Balkans.

Et la paix ? C'est la paix des cimetières et de l'occupation militaire du Kosovo par l'OTAN. Le Kosovo est devenu un protectorat des grandes puissances, sous l'hégémonie des Etats-Unis.

Il n'y a pas une seule institution, dans cette région, qui ne soit sous la dépendance des forces armées de l'OTAN.

Pendant les bombardements de l'OTAN, des centaines de milliers d'Albanais du Kosovo se retrouvèrent sur les routes d'un exode de masse. Aujourd'hui, c'est au tour des Serbes et des Tziganes de suivre le même chemin. Le représentant du Haut Commissariat aux réfugiés de l'ONU déclarait le 16 août : "Il va nous falloir augmenter nos moyens d'évacuation des populations d'origine serbe. L'ONU aide les Serbes à quitter le Kosovo" (Reuter).

Une nouvelle fois, comme auparavant en Bosnie, les forces de l'OTAN, avec la bénédiction de l'ONU, organisent les nettoyages ethniques et l'échange de populations. En Bosnie, a été organisé, sous le contrôle de l'OTAN, le déplacement massif de populations, afin de faire coïncider les frontières ethniques avec les frontières tracées à Dayton. Serbes, Croates et Musulmans, qui avaient vécu pendant des siècles mêlés sur le même sol, ont été les victimes de ces déplacements massifs. Aujourd'hui, près de quatre ans après les accords de Dayton, 85 % des personnes déplacées de Bosnie-Herzégovine ne sont pas revenues sur leur lieu d'origine. La Bosnie est sous administration coloniale. Le haut représentant nommé par les Etats-Unis et l'Union européenne dispose des pleins pouvoirs exécutifs et du droit de démettre les gouvernements tant de la Fédération bosniaque que de la République serbe de Bosnie. Le FMI nomme le directeur de la Banque centrale de Bosnie-Herzégovine, qui n'a de central que le nom, puisqu'il lui est interdit d'émettre de la monnaie, tandis que son directeur ne peut pas être un citoyen de Bosnie-Herzégovine. C'est ce "modèle" qu'ils répètent aujourd'hui au Kosovo, avec le français Kouchner dans le rôle de haut représentant, avec la transformation de l'UCK — dont la presse reconnaît elle-même son financement par le marché de la drogue et qui exerce aujourd'hui sa violence non seulement contre les Serbes, mais aussi contre les Albanais — en force de sécurité du Kosovo.

Nettoyages ethniques, occupation militaire, administrations coloniales, violation de tous les droits souverains et des libertés, cantonisation, telle est la réalité des interventions dites "humanitaires", interventions organisées par les grandes puissances sous la direction des Etats-

Unis, au nom des "droits des peuples et des minorités".

Il ne s'agit pas seulement du Kosovo et de la Yougoslavie. L'Albanie a livré le contrôle de son espace aérien, de ses eaux territoriales, de ses frontières à l'OTAN. L'OTAN s'est installée dans l'ex-République yougoslave de Macédoine. Les bases aériennes de Hongrie sont contrôlées par l'OTAN. Le gouvernement de la Grèce, membre de l'OTAN, a transformé le pays en tête de pont des forces de l'OTAN pour toute la région.

Les nouveaux accords de "paix" sur le Kosovo, de même que les accords de Dayton, sont un maillon dans l'ensemble des plans des Etats-Unis et de leurs partenaires pour démanteler intégralement la Yougoslavie, pour contrôler l'ensemble des Balkans. Et de la même façon que les accords de "paix" de Dayton préparaient la nouvelle guerre, de même, le nouvel accord sur le Kosovo, non seulement ne garantit pas la paix dans la région, mais en intensifiant sa militarisation, il prépare de nouveaux conflits.

La "paix" de l'occupation militaire s'accompagne d'un pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est qu'ont signé, avec les Etats-Unis et l'Union européenne, les gouvernements des pays de la région. Ce pacte, qui vise à créer "des économies de marché (...), des marchés ouverts au commerce international élargi et aux investissements du secteur privé (...), qui inclut les privatisations", reconnaît que les Etats-Unis jouent "un rôle dirigeant dans le développement et l'application du pacte" et charge le FMI, la Banque mondiale, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et la Banque européenne d'investissements (BEI) (en tant qu'organismes de l'Union européenne) du rôle principal pour promouvoir les "réformes" économiques.

Nous, travailleurs de la région, nous savons où ont conduit et où conduisent ces plans des organismes internationaux. Bien avant la guerre, le FMI dictait sa loi aux gouvernements de la Yougoslavie fédérale. En 1980, la dette de la Yougoslavie envers le FMI s'élevait à 20 milliards de dollars. Entre 1980 et 1989, la Yougoslavie avait versé 86 milliards de dollars au compte du remboursement de cette dette. Cependant, en 1989, la dette était toujours de 21 milliards de dollars. Le paiement de ces 84 milliards

de dollars, ainsi que les "réformes économiques" qui l'accompagnaient, signifiaient liquidation de l'industrie, licenciements et chômage, ponction dans les ressources fédérales pour le service de la dette extérieure ; c'est ainsi que fut sapée la base de la structure fédérale de la Yougoslavie et que fut ouverte la voie à la dislocation et à la guerre.

Les gouvernements successifs de Roumanie, sur injonction du FMI, ferment les mines du pays, privatisent et ferment des entreprises, créant des milliers de chômeurs et précipitant dans la misère les masses ouvrières et populaires. Pour faire plier les travailleurs qui résistent à ces plans, ils imposent régime policier, suppression des libertés syndicales élémentaires et des droits démocratiques. L'application des programmes du FMI en Bulgarie est responsable de la débâcle économique, du chômage massif, de l'appauvrissement de millions de personnes.

En Grèce, le gouvernement promeut toutes les mesures de privatisation et de liquidation des services sociaux, de coupe dans les dépenses sociales, de destruction des garanties ouvrières collectives inscrites dans des lois et des conventions collectives, mesures imposées par les traités de Maastricht-Amsterdam. Il tente, au compte du capital et des multinationales, de créer des conditions de surexploitation des travailleurs en Grèce, d'exploitation sans garanties ni droits pour les travailleurs qui émigrent des pays voisins en raison de leur destruction économique par le FMI. Et dans le même temps, en tant que pays membre de l'Union européenne et de l'OTAN, il soutient et promeut les plans du capital grec pour participer au pillage des autres pays des Balkans.

Cette politique, qui vise au pillage de la richesse publique et sociale des pays et à la surexploitation des travailleurs et des paysans, est dirigée contre toutes les conquêtes sociales et les droits sociaux qui sont inscrits dans les cadres étatiques nationaux : entreprises publiques et services sociaux, enseignement public et gratuit national, système de santé national, Sécurité sociale nationale, législation du travail nationale, conventions collectives nationales.

Ainsi est minée l'existence même des pays, qui sont conduits sur la voie de la dislocation. Dans ce cadre, les grandes

puissances, au nom de "l'Europe des régions", et se présentant comme les défenseurs des droits de l'homme et des minorités nationales, exploitent le fait que nos peuples sont entremêlés pour diviser les travailleurs et les peuples, les dressant les uns contre les autres.

Elles le font au nom de la "communauté", dite "internationale". C'est-à-dire qu'elles s'autoproclament "communauté internationale", prétendant être les seules à disposer du droit à la souveraineté et à imposer cela de la manière que nous connaissons : la guerre, l'occupation militaire, la colonisation économique, la dislocation et l'éclatement des pays.

"Nous devons intensifier nos efforts et collaborer avec l'Union européenne et les organismes économique-financiers internationaux pour soutenir économiquement ces pays, mais à la condition qu'en (échange) de cette aide, ils s'engagent à coopérer entre eux et à accepter la nouvelle conception de la souveraineté", déclarait le président des Etats-Unis, Clinton, pendant les bombardements contre la Yougoslavie, parlant des pays balkaniques. Cette "nouvelle conception de la souveraineté", c'est la négation pour les pays de tout droit à la souveraineté en dehors du droit souverain des Etats-Unis à imposer leur volonté au monde entier. Il s'agit d'imposer le droit absolu des multinationales et du capital spéculatif d'exploiter, en toute souveraineté, sans conditions ni limites, tous les travailleurs. Les plans d'ajustement structurel du FMI, les privatisations-liquidations des entreprises, la destruction des garanties collectives et des acquis sociaux des travailleurs sont imposés dans notre région par le moyen de la guerre, de l'occupation militaire, la dislocation des pays visant à l'éclatement des classes ouvrières.

Quelle force peut sauver notre région de la dislocation et de la catastrophe encore plus grande qui se prépare ? Certainement pas la prétendue "communauté internationale", qui est la responsable de cette situation que vivent les travailleurs, les peuples, les minorités nationales dans notre région.

Serait-ce l'Union européenne ? Mais n'est-ce pas elle qui a pris part à la guerre contre les peuples de Yougoslavie ? N'est-ce pas elle qui a déclaré la guerre sociale contre les travailleurs et les paysans de tous les pays européens et qui,

pour mettre en œuvre l'union monétaire européenne qui fait de l'Europe un marché unique sous l'hégémonie politique et militaire des Etats-Unis, sape la démocratie, la souveraineté nationale et populaire, menaçant ainsi de démantèlement l'ensemble des pays européens ? Seraient-ce les gouvernements des pays balkaniques, issus des rangs de la nomenklatura, qui appliquent docilement les plans du FMI, de l'Union européenne, de l'OTAN et de tous les organismes internationaux des grandes puissances sous la direction des Etats-Unis ?

Peut-être sont-ce le gouvernement grec et le capital grec, qui, au même moment où ils s'attaquent en Grèce au niveau de vie, aux droits et aux conquêtes des travailleurs, participent aux plans de dislocation et de colonisation des autres pays balkaniques ?

La seule force qui peut sortir les peuples de la région de cette voie, c'est la classe ouvrière, à travers ses combats pour ses droits et ses revendications, par sa lutte pour des organisations indépendantes, le combat contre la guerre et pour la paix, le combat pour le droit des peuples à décider d'eux-mêmes de leur sort.

La lutte pour le droit des peuples à décider d'eux-mêmes de leur sort signifie combattre les interventions étrangères, la présence des troupes et des bases de l'OTAN dans la région, l'occupation militaire et les protectorats des grandes puissances. Le combat contre la dislocation des nations, des peuples et des minorités nationales dans notre région, c'est la lutte pour la démocratie et la souveraineté populaire. Cela veut dire combattre les plans d'ajustement structurel du FMI, les privatisations, la destruction des droits acquis, mesures qui constituent le terrain sur lequel sont disloqués nos pays.

Nous considérons que les organismes internationaux du capital comme le FMI, l'Union européenne, l'OTAN utilisent le nationalisme pour diviser les peuples et les dresser les uns contre les autres, afin d'imposer leurs plans d'exploitation des travailleurs, et cela quelle que soit leur nationalité. C'est dans le cadre de cette politique que s'intègrent les tentatives pour faire naître l'hostilité entre les peuples de notre région.

Nous soutenons l'appel des militants hongrois, qui déclarent : "Nous savons

que les revendications qui consistent à remettre en cause les frontières telles qu'elles sont aujourd'hui n'offrent aucune issue. Nous déclarons que notre avenir, l'avenir de tous les peuples de la région, ne passe en aucun cas par la "cantonnement" des Etats de notre région, ni par l'échange de populations, ni par la guerre. Depuis des siècles, les peuples de notre région sont mêlés sur les mêmes territoires et vivent pacifiquement, quand les grandes puissances ne provoquent pas de conflits. Nous déclarons que les membres des minorités hongroises qui vivent dans les pays limitrophes, la Slovaquie, la Roumanie, la Yougoslavie, l'Ukraine, sont des citoyens de ces Etats. Ce sont des travailleurs, au même titre que les autres travailleurs de ces pays. Les travailleurs, en Slovaquie, en Roumanie, en Ukraine et en Yougoslavie, n'ont pas d'intérêts divergents. Nous disons que les minorités ont des droits : le droit au travail, le droit à leur langue, le droit à l'accès à l'école et le droit à l'accès à la culture. Et il revient à la classe ouvrière de garantir ces droits, qui sont remis en cause pas les plans de privatisation-liquidation imposés par les nomenklaturas et les grandes puissances, qui, pour arriver à leurs fins, veulent diviser les peuples."

Aux tentatives de division, nous opposons l'unité et la solidarité de classe des travailleurs de la région balkano-danubienne.

Nous, militants du mouvement ouvrier de Yougoslavie, de Roumanie, de Bulgarie, de Grèce..., nous déclarons que les travailleurs luttent contre la dislocation des nations, ordonnée par la mondialisation et les prétentions des Etats-Unis à imposer leur domination sur les travailleurs et les peuples ; ils défendent le droit à l'autodétermination et à la souveraineté des peuples de notre région, pour des républiques souveraines, pour une Union libre des républiques souveraines de la région balkano-danubienne. Il ne peut y avoir de solution aux problèmes nationaux, ni aux problèmes des minorités nationales dans notre région, sans que soit assurée la souveraineté des peuples face aux Etats-Unis, à l'Union européenne, au FMI, à l'OTAN et à tous les organismes des grandes puissances.

Les peuples ne peuvent pas décider souverainement lorsque des milliers de soldats de l'OTAN occupent militairement le Kosovo, la Bosnie, et pas seule-

ment. Ils ne peuvent décider en toute souveraineté quand la prétendue communauté internationale impose un embargo contre le peuple serbe. Ils ne peuvent décider souverainement lorsque le FMI et l'Union européenne imposent leurs plans, qui détruisent les bases nationales des économies et de la classe ouvrière. Ils ne peuvent décider souverainement quand sont remis en cause les droits démocratiques et les droits des travailleurs à des organisations indépendantes. Les peuples ne peuvent pas décider librement quand les gouvernements, Parlements et partis issus de la nomenklatura sont les courroies de transmission du FMI, avec son cortège de corruption, de pillage, de mafias.

Non à l'intervention militaire et à la guerre !

Pour la paix !

Retrait des forces de l'OTAN et de toutes les forces étrangères de la région !

Non à l'embargo contre la Yougoslavie !

Contre les plans d'ajustement structurel du FMI et de l'Union européenne !

Contre les privatisations !

Pour la renationalisation des entreprises et des services qui ont été privatisés !

Pour le droit au travail, pour le droit des travailleurs de vivre de leur travail dans la dignité !

Pour le droit à l'enseignement public et gratuit et à la santé pour tous !

Séparation des Eglises et des religions de l'Etat !

Contre la remise en cause de la législation du travail, des garanties ouvrières et des conventions collectives !

Pour les droits et les revendications des ouvriers et des paysans !

Pour le droit des travailleurs à des organisations indépendantes !

Pour le droit à l'autodétermination des nations et des peuples, pour la démocratie et la souveraineté populaire, contre les interventions des grandes puissances !

Contre les gouvernements mafieux et nomenklaturistes pilleurs et corrompus, pour l'expropriation de leurs "biens", qu'ils ont volés !

Pour une Union libre des républiques souveraines de la région balkano-danubienne !

L'OTAN et le FMI hors des Balkans !

Les Balkans sont aux peuples balkaniques !

Ce n'est que par notre unité que nous, travailleurs des Balkans et du monde entier, pouvons défendre nos droits les plus élémentaires. Seules l'action indépendante, l'organisation indépendante, l'unité et la solidarité des travailleurs et des peuples peuvent arrêter les catastrophes qui menacent les peuples du monde entier.

Les participants à la conférence ouvrière balkanique des 13 et 14 novembre 1999, à Sofia, ont décidé de se constituer en comité de liaison balkanique, chargé d'assurer la rédaction d'un bulletin d'information et de discussion dans la région et la coordination des initiatives, dans chaque pays comme au plan régional. Ce comité est ouvert à tous ceux qui entendent combattre dans cette voie. Il est un organisme indépendant financièrement de toutes les subventions internationales.

Les délégations bulgare, grecque, roumaine, yougoslave participant à la conférence balkanique ont discuté de la nécessité de mandater une délégation de notre conférence à la conférence mondiale "pour l'indépendance syndicale et la défense des libertés démocratiques", qui se tiendra à San Francisco, les 13 et 14 février 2000. »

Lucien Gauthier

... d'ailleurs, on ne peut pas dire que les Balkans aient été une zone de conflits permanents. En fait, les guerres ont été rares et les périodes de paix ont été longues. Les guerres ont été déclenchées par des causes diverses, mais elles ont toujours été limitées dans leur durée et leur étendue. Les Balkans ont été une zone de conflits permanents, mais les guerres ont été rares et les périodes de paix ont été longues.

L'OTAN a été créée en 1949, à la suite de la signature de la Convention de l'Atlantique Nord. Cette organisation a pour but de garantir la sécurité collective en Europe de l'ouest. Elle a été créée en réponse à la menace soviétique et a permis de maintenir la paix en Europe pendant plus de cinquante ans.

En 1999, la crise des Balkans a conduit à l'intervention de l'OTAN. Cette intervention a permis de mettre fin à la guerre civile en Kosovo et de rétablir la paix dans la région. Cela a démontré l'efficacité de l'OTAN en tant qu'organisation de sécurité collective.

Après la fin de la guerre froide, les Balkans ont connu une période de relative stabilité. Cependant, la crise des Balkans en 1999 a remis en question la capacité de l'OTAN à maintenir la paix en Europe. Cette crise a conduit à une réforme de l'organisation et à l'élargissement de son mandat.

En conclusion, les Balkans ont été une zone de conflits permanents, mais les guerres ont été rares et les périodes de paix ont été longues. L'OTAN a été créée en 1949 et a permis de maintenir la paix en Europe pendant plus de cinquante ans.

... d'ailleurs, on ne peut pas dire que les Balkans aient été une zone de conflits permanents. En fait, les guerres ont été rares et les périodes de paix ont été longues. Les guerres ont été déclenchées par des causes diverses, mais elles ont toujours été limitées dans leur durée et leur étendue. Les Balkans ont été une zone de conflits permanents, mais les guerres ont été rares et les périodes de paix ont été longues.

L'OTAN a été créée en 1949, à la suite de la signature de la Convention de l'Atlantique Nord. Cette organisation a pour but de garantir la sécurité collective en Europe de l'ouest. Elle a été créée en réponse à la menace soviétique et a permis de maintenir la paix en Europe pendant plus de cinquante ans.

En 1999, la crise des Balkans a conduit à l'intervention de l'OTAN. Cette intervention a permis de mettre fin à la guerre civile en Kosovo et de rétablir la paix dans la région. Cela a démontré l'efficacité de l'OTAN en tant qu'organisation de sécurité collective.

Après la fin de la guerre froide, les Balkans ont connu une période de relative stabilité. Cependant, la crise des Balkans en 1999 a remis en question la capacité de l'OTAN à maintenir la paix en Europe. Cette crise a conduit à une réforme de l'organisation et à l'élargissement de son mandat.

En conclusion, les Balkans ont été une zone de conflits permanents, mais les guerres ont été rares et les périodes de paix ont été longues. L'OTAN a été créée en 1949 et a permis de maintenir la paix en Europe pendant plus de cinquante ans.

Les régions, la monarchie et la formation de la république au moment de la Révolution française

La propagande pour la "charte européenne des langues régionales" et les critiques dirigées contre la "centralisation" et le "jacobinisme" sont une couverture idéologique pour la destruction de toutes les conquêtes (services publics, conventions collectives...) attachées à l'existence d'un cadre national et consignées jusqu'à présent dans celui-ci. C'est ainsi qu'au nom de l'Europe des régions, une campagne virulente est menée contre la structure républicaine de la France, structure qui plonge ses racines dans la révolution de 1789.

La Révolution française de 1789 était une révolution bourgeoise et non pas prolétarienne, néanmoins le prolétariat embryonnaire (notamment les ouvriers qui peuplaient le quartier Saint-Antoine, à Paris, à l'ombre des tours de la Bastille) a joué un rôle essentiel dans les grands événements de cette révolution. C'est en ces termes que Jean Jaurès le revendique :

"Dans l'immense foule, qui, dans la journée du 14 juillet (1789, NDLR), a investi les Invalides d'abord, la Bastille ensuite, nous avons entrevu d'innom-

brables prolétaires. Qu'ils aillent à l'assaut : ils ne sont pas dupes (...). Ils n'en ont pas moins marqué de leur courage et de leur force la grande journée révolutionnaire et, grâce à ces vaillants, il n'y a rien aujourd'hui sous le soleil qui appartienne pleinement à la bourgeoisie, pas même sa révolution" (Jean Jaurès, *Histoire socialiste de la Révolution française*, Editions sociales, tome 1, page 385).

Arrivée aujourd'hui à l'époque de l'impérialisme et de sa décadence, la bourgeoisie, bien loin de se targuer des conquêtes de la Révolution française — dont elle n'est pas même propriétaire —, est en train de remettre celles-ci en cause et va jusqu'à revenir sur certaines d'entre elles — comme la constitution de la nation —, qui avaient semblé jusqu'à il y a peu irréversibles. C'est le cas de la République une et indivisible.

A propos de l'Allemagne, tirant les leçons de 1848, Marx écrit :

"Les ouvriers doivent non seulement aller dans le sens d'une république une et indivisible, mais aussi, à l'intérieur de

celle-ci, militer pour la centralisation la plus catégorique du pouvoir entre les mains de la puissance d'Etat. Ils ne doivent pas se laisser dérouter par les discours des démocrates sur la liberté des communes, le gouvernement autonome, etc. Dans un pays comme l'Allemagne, où il y a encore tant de vestiges moyen-âgeux à faire disparaître, tant de particularisme local et provincial, on ne peut tolérer en aucune circonstance que chaque village, chaque province entrave le chemin de l'activité révolutionnaire, laquelle ne peut développer toute sa force qu'à partir d'un centre unique. Il ne peut être toléré que se renouvelle la situation actuelle, qui contraint les Allemands à se battre séparément pour un seul et même progrès dans chaque ville, dans chaque province" (*Ecrits de Marx et Engels sur la Révolution française, Adresse à l'autorité centrale de la Ligue des communistes, mars 1850, Editions sociales, page 138*).

Comme nous le verrons, la bourgeoisie française, alors classe montante — et qui n'a pas à affronter un prolétariat déjà constitué, comme la bourgeoisie allemande en 1848 —, se place à la tête du grand mouvement populaire qui, par la constitution démocratique des communes, fusionne en une puissante unité les forces révolutionnaires de tout le pays.

Le mouvement puissant qui a fondé la république en France a été exalté par Michelet, historien né quelques années après la révolution. Marqué par son époque, celle du capitalisme ascendant, il a su — même si c'est, on le verra, de son point de vue — décrire dans un mysticisme lyrique le mouvement du "peuple" édifiant ce qu'il appelle la "patrie". Pour Michelet, il n'y a pas de différences de classes dans le "peuple" (même s'il distingue parfois entre riches et pauvres), mû par un élan unanime et un "instinct" spontané et sûr émanant d'une sorte de "prescience" naturelle. Une mise en garde à l'égard de l'"enthousiasme" de Michelet est donc nécessaire. Rappelons ce que Léon Trotsky écrivait sur la "spontanéité" du mouvement des masses dans l'*Histoire de la révolution russe* :

« Nous écartons les allégations grossières concernant un mouvement des "forces élémentaires", allégation qui, dans la plupart des cas, n'explique rien

et n'enseigne rien. Les révolutions s'accomplissent d'après certaines lois. Cela ne signifie pas que les masses agissantes se rendent clairement compte des lois de la révolution (...). Les changements radicaux qui se produisent au cours d'une révolution sont provoqués, en réalité, non point par les ébranlements épisodiques de l'économie qui ont lieu au cours des événements mêmes, mais par les modifications capitales qui se sont accumulées dans les bases mêmes de la société pendant toute l'époque précédente (...). N'oublions pas que les révolutions sont accomplies par des hommes, fusse par des anonymes. Le matérialisme n'ignore pas l'homme sentant, pensant et agissant, mais l'explique. En quoi d'autre peut être la tâche de l'historien ? » (Léon Trotsky, *Histoire de la révolution russe*, Seuil, tome 2, pages 11 et 12).

Cela dit, Michelet est historien, professeur au Collège de France. Il s'appuie donc sur les documents :

"J'ai retrouvé tout cela, entier, brûlant, comme d'hier, au bout de soixante années, quand j'ai récemment ouvert ces papiers, que peu de gens avaient lus. A la première ouverture, je fus saisi de respect" (Michelet, *Histoire de la Révolution française*, Bouquins, Laffont, tome 1, page 325).

LES ÉTATS GÉNÉRAUX DE 1789, LE PEUPLE

Comme l'explique Trotsky, il faut revenir sur ce qui a précédé la révolution. En effet, dès avant 1789, des "modifications capitales s'étaient accumulées dans les bases mêmes de la société" avec la lutte qu'avait livrée la monarchie absolue pour parachever l'assujettissement de la noblesse féodale. Tout avait déjà été tracé dès avant les élections aux états généraux (réunissant les trois ordres, noblesse, clergé et tiers état) de 1789. Le but du roi Louis XVI pour la convocation de ces états généraux (qui n'avaient pas été réunis depuis cent cinquante ans) était avant tout de renflouer les caisses de l'Etat, saignées à blanc. En fait, un monde ancien s'écroulait. C'est ainsi que Michelet décrit un mouvement qui semble "spontané" :

"J'ai longuement raconté les résistances du vieux principe, parlements, noblesse, clergé. Et je vais en peu de mots inaugurer le nouveau principe, exposer brièvement le fait immense où ces résistances vinrent se perdre et s'annuler. Ce fait admirable, simple dans une variété infinie, c'est l'organisation spontanée de la France" (Michelet, *op. cit.*, tome 1, page 318).

A l'occasion des états généraux, la population écrit ses "cahiers de doléances", qui, montant de toutes les provinces et convergeant vers les états généraux, sont déjà unanimes :

"Tous s'assembleront pour élire, tous écriront leurs plaintes (...). Le même appel d'égalité s'adressait à des populations prodigieusement inégales, non seulement de position mais de culture, d'état moral et d'idées (...).

*Ce peuple, très peu préparé, montra un instinct très sûr. Quand on l'appela à l'élection, et qu'on lui apprit son droit, il se trouva qu'on avait peu à lui apprendre. Dans ce prodigieux mouvement de cinq ou six millions d'hommes, il y eut quelques hésitations, par l'ignorance des formes, et spécialement parce que la plupart ne savaient écrire. Mais ils surent parler (...). L'admission des campagnes à l'élection eut le résultat inattendu de placer dans les députés même des ordres privilégiés une démocratie nombreuse, à laquelle on ne pensait pas, deux cents curés et davantage, très hostiles à leurs évêques. Dans la Bretagne, dans le Midi, le paysan nommait volontiers son curé, qui, d'ailleurs, sachant seul écrire, recevait les votes, et menait toute l'élection (...). Le peuple des villes, un peu mieux préparé (...), montra une vive conscience de son droit (...). Il y parut à l'uniformité des cahiers, où ils consignèrent leurs plaintes, accord inattendu, imposant, qui donna au vœu public une irrésistible force. Ces plaintes, depuis longtemps elles étaient dans les cœurs ! (...) Tel cahier d'un de nos districts, qui comprenait presque un code, fut commencé à minuit, et terminé à trois heures. Un mouvement si vaste, si peu préparé, et néanmoins unanime !" (Michelet, *op. cit.*, tome 1, pages 95, 96 et 97).*

Jaurès cite par exemple un extrait du cahier des 18 habitants de la commune de Vaires, située à une centaine de kilomètres à l'est de Paris :

*« "Nous demandons qu'il nous soit accordé de (...) faire une fondation d'une somme de cent livres pour avoir un maître d'école." (...) Et les pauvres paysans de Vaires terminent en assurant de leur éternelle reconnaissance ceux qui "leur feraient remettre de quoi leur faire donner l'éducation nécessaire à leurs enfants" » (Jean Jaurès, *Histoire socialiste de la Révolution française*, Editions sociales, tome 1, page 309).*

L'état dans lequel est placé le peuple en 1789 est épouvantable :

"Le fisc d'une part, la féodalité de l'autre, semblaient lutter pour l'abrutir sous la pesanteur des maux. La royauté lui avait ôté la vie municipale, l'éducation que lui donnaient les affaires de la commune. Le clergé, son instituteur obligé, depuis longtemps ne l'enseignait plus. Ils semblaient avoir tout fait pour le rendre incapable, muet, sans parole et sans pensée" (Michelet, *op. cit.*, tome 1, pages 95 et 96).

Après la prise de la Bastille, quand la nouvelle parvient en province, cette population essentiellement paysanne, poussée par les illusions envers le roi Louis XVI — dont la rumeur dit qu'il aurait aboli les charges et impôts iniques pesant sur elle —, toute son attention tendue vers Paris et l'Assemblée nationale, où se jouent ses espoirs, aiguillonnée par la terreur d'un complot aristocrate, par l'exaspération de la misère et de la famine, par la mendicité, par les rumeurs circulant sur des troupes de brigands, la population paysanne s'organise elle-même.

Michelet décrit le mouvement dans toutes les provinces françaises de juillet 1789 à juillet 1790. Et si, pour Michelet, le peuple français est un bloc de bourgeois, d'aristocrates progressistes et de "pauvres" confondus, illuminés et transcendés par l'amour de la patrie déifiée, au nom de laquelle la bourgeoisie enverra plus tard au massacre, il sait néanmoins parfaitement expliciter une chose — et il y revient souvent : c'est la façon dont le mouvement des masses s'impose à l'Assemblée nationale pusillanime, qui n'ose pas aller jusqu'au bout.

Et pour cause : la logique de ce mouvement remet certes en cause la propriété

féodale et le morcellement du territoire, mais aussi la propriété bourgeoise terrienne.

“C’est pourtant là le fait suprême, où se résout tout le reste, dans cette miraculeuse année qui va de juillet à juillet : la loi est partout devancée par l’élan spontané de la vie et de l’action, l’action qui, parmi tels désordres particuliers, contient pourtant l’ordre nouveau, et d’avance réalise la loi qu’on fera tout à l’heure. L’Assemblée croit mener, elle suit ; elle est le greffier de la France ; ce que la France fait, elle l’enregistre, plus ou moins exactement, elle le formule et l’écrit sous sa dictée. La France naît et se lève au canon de la Bastille. En un jour, sans préparatifs, sans s’être entendu d’avance, toute la France, villes et villages, s’organise en même temps.

En chaque lieu, c’est la même chose : on va à la maison commune, on prend les clés et le pouvoir, au nom de la nation. Les électeurs (...) forment des comités, comme celui de Paris, d’où sortiront tout à l’heure les municipalités régulières (...). La Bastille financière, que l’oligarchie des notables fermait si bien à tous les yeux, la caverne administrative apparaît au grand jour. Les informes instruments de ce régime équivoque, l’embrouillement des papiers, la savante obscurité des calculs, tout cela est traîné à la lumière” (Michelet, Histoire de la Révolution française, tome 1, page 319).

Écoutons ce que nous dit Jaurès :

“A l’exemple de Paris, des communes sans nombre vont se constituer sur tous les points de la France, pour administrer et pour combattre (...). Et toutes ces communes, nées pour ainsi dire d’une même commotion de liberté et d’un même besoin d’ordre, vont se fédérer avec celle de Paris. Dès les premières semaines, (...) des adresses fraternelles seront envoyées de toute part à la municipalité de Paris. Il n’est pas étonnant qu’un an après (la prise de la Bastille, NDLR) la fête de la Fédération soit fixée au 14 juillet. Car c’est bien le 14 juillet 1789 qu’est née vraiment la fédération des communes de France : un même instinct avertit à la même heure tous les groupements de citoyens, toutes les cités, que la liberté serait précaire (...) tant qu’elle ne reposerait qu’en l’Assemblée nationale” (Jean Jaurès, Histoire socialiste de la Révolution française, Editions sociales, tome 1, page 383).

C’est ce mouvement unificateur, démocratique, parti d’en bas, qui constitue la nation. Michelet décrit :

“Les comités de juillet (origine des municipalités de 90) furent, pour les villes surtout, l’insurrection de la liberté — et pour les villages, celle de la propriété, je veux dire de la plus simple propriété, du travail de l’homme (...). Tout village arma. Les villages se promirent protection mutuelle. Ils convenaient entre eux de se réunir en cas d’alarme en tel lieu, dont la position était centrale, ou qui dominait un passage de route ou de rivière important pour le pays (...). Le mouvement en général fut régulier, mieux ordonné qu’on ne l’eût attendu en de telles circonstances. Sans loi, tout suivit une loi, la conservation, le salut.

Avant que les municipalités s’organisent, le village se gouverne, se garde, se défend comme association armée d’habitants du même lieu. Avant qu’il n’y ait des arrondissements, des départements créés par la loi, les besoins communs, spécialement celui d’assurer les routes, d’amener les subsistances, forment des associations entre villages, villes et villes, de grandes confédérations de protection mutuelle (...). La loi vient reconnaître, autoriser, couronner tout cela ; mais elle ne le produit point » (Michelet, op. cit., tome 1, pages 320 et 321).

COMMUNES, DÉPARTEMENTS ET UNITÉ

A ceux qui prennent aujourd’hui pour prétexte l’écrasante centralisation de l’Etat, le monstre tentaculaire qui a asservi les réactionnaires “droits à la différence” des régions (rappelons que l’expression “droit à la différence” est, sous un langage “gauche”, l’opposé exact de la formule républicaine “Liberté, égalité, fraternité”, pour qui tous les citoyens sont égaux devant la loi), à ceux qui veulent laisser entendre que l’unité républicaine serait un odieux montage imposé aux “peuples”, ces quelques lignes donnent une réponse cinglante :

“La création des municipalités, la concentration dans leurs mains de pouvoirs même non communaux (contribu-

tion, haute police, disposition de la force armée, etc.), cette concentration qu'on a reprochée à l'Assemblée n'était pas l'effet d'un système, c'était la simple reconnaissance d'un fait. Dans l'anéantissement de la plupart des pouvoirs, dans l'inaction volontaire (...) de ceux qui restaient, l'instinct de la conservation avait fait ce qu'il fait toujours : les intéressés avaient eux-mêmes leurs affaires en mains. Et qui n'est intéressé dans de telles crises ? Celui qui n'a point de propriété, celui qui n'a rien, comme on dit, a pourtant encore bien plus cher qu'aucune propriété, une femme, des enfants à défendre" (Michelet, *op. cit.*, tome 1, pages 320 et 321).

Michelet commente ainsi la disparition des provinces :

« Tout ce qu'on avait cru pénible, difficile, insurmontable, devient possible et facile. On se demandait comment s'accomplirait le sacrifice de la patrie provinciale, du sol natal, des souvenirs, des préjugés ensevelis... "Comment, se disait-on, le Languedoc consentira-t-il jamais à cesser d'être Languedoc, un empire intérieur, gouverné par ses propres lois ? comment la vieille Toulouse descendra-t-elle de son Capitole, de sa royauté du Midi ? et croyez-vous que la Bretagne mollisse jamais devant la France, qu'elle sorte de sa langue sauvage, de son dur génie ? Vous verrez mollir avant les récifs de Saint-Malo et les rochers de Pen-march." Eh bien ! la grande patrie leur apparaît (...), ils sont bien plus qu'ils ne croyaient : ils avaient l'humilité de se croire bretons, provençaux... (...). Rien de plus beau à voir que ce peuple avançant vers la lumière, sans loi, mais se donnant la main (...).

Les fédérations de novembre (1789, NDLR) brisent les Etats provinciaux, celles de janvier (1790, NDLR) finissent la lutte des parlements (...). Que reste-t-il ? La fraternité a aplani tout obstacle, toute les fédérations vont se confédérer entre elles, l'union tend à l'unité. Plus de fédérations, elles sont inutiles, il n'en faut plus qu'une : la France" (Michelet, *op. cit.*, tome 1, pages 324 et 325).

"Il avait fallu tout un monde d'inventions contre nature pour empêcher les hommes de se rapprocher. Douanes intérieures, péages innombrables sur les routes et sur les fleuves, diversités infinies de lois et de règlements, de poids,

mesures et monnaies, rivalités de villes, de pays, de corporations, soigneusement entretenues... Un matin, ces obstacles tombent, ces vieilles murailles s'abaissent... (...)" (Michelet, *op. cit.*, tome 1, page 325).

Michelet ne peut donner ici une explication en termes de classe. La bourgeoisie ascendante, contre le vieux régime féodal et absolutiste, élimine toutes les vieilles barrières parce qu'elle a besoin de constituer le marché national.

Les départements (qu'on dresse aujourd'hui les uns contre les autres), avec leurs divisions en cantons et en communes, ont-ils été à l'origine une création artificielle imposée aux populations ?

Sur ces territoires, qui avaient été découpés de telle sorte que les communes les plus éloignées du même département ne soient jamais à plus d'une journée à cheval l'une de l'autre, que la réaction napoléonienne a par la suite chapeautés de préfets nommés par l'Etat, voici ce que dit Michelet :

"Voilà ce qui rendit si facile, si exécutable, une création qu'on croyait tout artificielle, celle des départements. Si elle eût été une pure conception géométrique, éclos du cerveau de Sieyès (1), elle n'eût eu ni la force ni la durée que nous voyons ; elle n'eût pas survécu à la ruine de tant d'autres institutions révolutionnaires. Elle fut généralement une création naturelle, un rétablissement légitime d'anciens rapports entre les lieux, des populations, que les institutions artificielles du despotisme, de la fiscalité, tenaient divisées. Les fleuves, par exemple, qui, sous l'ancien régime, n'étaient guère que des obstacles (vingt-huit péages sur la Loire ! pour ne donner qu'un exemple), les fleuves, dis-je, redevinrent ce que la nature veut qu'ils soient, le lien du genre humain. Ils formèrent, nommèrent la plupart des départements ; ceux-ci, Seine, Loire, Rhône, Gironde, Meuse, Charente, Allier, Gard, etc., furent comme des fédérations naturelles entre les deux rives des fleuves, que l'Etat reconnut, proclama et consacra" (Michelet, *op. cit.*, tome 1, page 325).

(1) La Constitution de 1791 divise la France en 83 départements.

Et aujourd'hui, prenons un exemple, parmi de nombreux autres, de ce qu'ont représenté depuis 1977 les réformes de "décentralisation" en France, pas en avant décisif vers la "régionalisation".

Près de deux cents ans après les fédérations de novembre 1789, le 4 mars 1988, *Les Echos* publient un article :

"Deux élus de cantons riverains se sont plaints de la concurrence, à leurs yeux déloyale, qu'exerce le département voisin pour attirer chez lui les entreprises en quête d'un point de chute, voire débaucher celles qui sont déjà implantées en Loir-et-Cher !" (cité par Pierre Montagne, *La République des Charlatans*, Les Editions de la Passion, page 138).

« C'est une drôle de "démocratie", ajoute Pierre Montagne, qu'une république émettée en patriotismes régionaux et locaux (...). L'intérêt général de tous les citoyens fait place aux intérêts particuliers des dites "collectivités locales" (...), ainsi le quotidien *Les Echos*, du 27 novembre 1985, nous apprend que syndicats, patronat et élus politiques viennent de fonder une association au nom évocateur : "Aimer Languedoc-Roussillon" (...). Cette démocratie, qui réhabilite le clocher du village autour duquel la communauté a des intérêts propres, qui peuvent être différents, voire opposés, à ceux de la République, a un nom : le corporatisme » (Pierre Montagne, *La République des Charlatans*, Les Editions de la Passion, page 108).

La tendance généralisée de l'impérialisme à la dislocation des nations constituées ne s'exerce pas seulement en France ou en Europe. Cet été, un article est paru dans *Informations ouvrières* (n° 398) sur le Brésil, décrivant la situation créée par la privatisation du réseau des grandes routes avec la multiplication des péages, en liaison avec le morcellement de l'Amazonie.

Dans le numéro suivant d'*Informations ouvrières*, on peut lire la motion syndicale sur la "guerre fiscale" que se livrent les différents Etats de la fédération brésilienne. Et on sait malheureusement combien il serait aisé de multiplier les exemples "d'affrontements ethniques" dans le monde entier.

Reprenons Michelet pour mesurer le gouffre, le gigantesque pas en arrière obscurantiste dans lequel la bourgeoisie, à l'époque de l'impérialisme, compte plonger l'humanité :

"La plupart des fédérations contèrent elles-mêmes leur histoire. Elles l'écrivaient à leur mère, l'Assemblée nationale, fidèlement, naïvement, dans une forme bien souvent grossière et enfantine ; elles disaient comme elles pouvaient ; qui savait écrire, écrivait (...). Dans une telle variété d'hommes, de caractères, de localités, avec tant d'éléments divers, qui la plupart étaient hier étrangers les uns aux autres, souvent même hostiles, il n'y a rien qui ne respire le pur amour de l'unité.

Où sont donc les vieilles différences de lieux et de races ? Ces oppositions géographiques, si fortes, si tranchées ? Tout a disparu, la géographie est tuée. Plus de montagnes, plus de fleuves, plus d'obstacles entre les hommes... Les voix sont diverses encore, mais elles s'accordent si bien qu'elles ont l'air de partir d'un même lieu, d'une même poitrine..." (Michelet, *op. cit.*, tome 1, pages 325 et 326).

Pour exemple, voici des extraits du pacte fédératif entre les jeunes gens de la Bretagne et de l'Anjou, assemblés à Pontivy :

"Nous, jeunes citoyens français, habitants des vastes pays de Bretagne et d'Anjou, extraordinairement assemblés par nos représentants à Pontivy, avons formé et exécuté au même moment le projet d'une confédération sacrée..."

Cette citation est extraite d'un journal, le *Journal de la correspondance de Nantes*, du 29 janvier 1790. Car les journaux se multiplient :

"En 1788, les Français pouvaient lire une dizaine de journaux parisiens ou provinciaux. En 1789, il y en eut près de 200, en 1790, leur nombre dépassa quatre cents et, en l'an II, (...) on vendit plus de cent trente titres à travers la France" (Jean-Paul Bertaud, *C'était dans le journal pendant la révolution*, Librairie académique Perrin, page 9).

Si certains journaux, en province, étaient en "langue régionale", la plupart

étaient en français, langue parlée à l'Assemblée nationale, dont chacun, quels que soient le lieu d'habitation et la langue parlée, attendait les nouvelles et points de vue avec impatience.

Les lettres de particuliers et les journaux étaient souvent lus devant un public avide de nouvelles.

Et le français de l'époque s'enrichit soudain de termes nouveaux :

"Citoyen-enne : nom commun à tous les Français, et autres individus des nations libres, qui jouissent des droits de citoyens" (supplément au Dictionnaire de l'Académie française, citant les "mots nouveaux en usage depuis la Révolution", 1798).

Ajoutons que c'est sous la Révolution qu'apparaît pour la première fois le terme "classe ouvrière".

LES FÉDÉRATIONS SE MULTIPLIENT...

"Le Dauphiné, la sérieuse, la vaillante province, qui ouvrit la révolution, fit des fédérations nombreuses, et de la province entière, et de villes, et de villages. Les communes rurales de la frontière, sous le vent de la Savoie, à deux pas des émigrés, labourant près de leurs fusils, n'en firent que de plus belles fêtes. Bataillon d'enfants armés, bataillon de femmes armées, autre de filles armées (...).

Et c'était en pleine campagne que cela se faisait. Nul temple n'aurait suffi. La population sortait tout entière, tous les hommes, toutes les femmes et tous les enfants : on y traînait la chaise du vieillard, le berceau du nourrisson. Des villages, des villes entières étaient laissés sous la garde la foi publique. Quelques hommes en patrouille qui traversent un bourg déposent qu'ils n'y ont vu exactement que les chiens. Celui qui, le 14 juillet 1790, à midi, aurait, sans voir la campagne, parcouru ces villages déserts, les aurait pris pour autant d'Herculanum et de Pompéi" (Michelet, *op. cit.*, tome 1, pages 327, 328 et 329).

... JUSQU'À LA FÊTE DE LA FÉDÉRATION

Le 14 juillet 1790, les membres de la garde nationale (garde bourgeoise des villes) sont envoyés de toute la France. Voici ce qu'en dit Michelet :

"L'union gravite à l'unité. Nous avons vu les unions se former, les groupes se rallier entre eux, et, ralliés, chercher une centralisation commune : chacune des petites Frances a tendu vers son Paris, l'a cherché d'abord près de soi. Une grande partie de la France crut un moment le trouver à Lyon (30 mai 1790) (...). Tout l'Est, tout le Midi avaient envoyé : les seuls députés des gardes nationales étant cent cinquante mille hommes. Tels avaient fait cent lieues, deux cents lieues pour venir. Les députés de Sarrelouis donnaient la main à ceux de Marseille. Ceux de la Corse eurent beau se hâter : ils ne purent arriver que le lendemain. Mais ce n'était pas Lyon qui pouvait marier la France. Il fallait Paris" (Michelet, *op. cit.*, tome 1, pages 333 à 337).

Le mouvement de centralisation sur Paris était effectivement indispensable. Rappelons à ce sujet ce que Trotsky écrit :

"On a souvent dit, à l'égard de la grande Révolution française, que l'extrême centralisation de la monarchie permit plus tard à la capitale révolutionnaire de penser et d'agir pour tout le pays. C'est une explication superficielle. Si la révolution manifeste des tendances centralisatrices, elle agit, non pas à l'imitation de la monarchie renversée, mais en raison des inéluctables besoins d'une nouvelle société qui ne sont pas compatibles avec le particularisme (...). La province considère les démarches de la capitale comme émanant de sa propre intention, mais déjà transformées en action. L'initiative des centres n'est pas une atteinte à la démocratie, mais sa réalisation dynamique" (Léon Trotsky, *Histoire de la révolution russe*, Seuil, tome 1, page 183).

Personne, d'ailleurs, ne s'y trompa, et Michelet raconte comment monarchistes et bourgeois s'effraient à une telle perspective :

“Grand effroi des politiques, de l'un et l'autre parti (...). Mais ni les uns ni les autres ne pouvaient rien à cela.

Il fallut que le maire, la Commune de Paris, poussés, forcés par l'exemple et les prières des autres villes, vinsent demander à l'Assemblée une fédération générale. Il fallut que l'Assemblée, bon gré mal gré, l'accordât. On fit ce qu'on put du moins pour réduire le nombre de ceux qui voulaient venir. La chose fut décidée fort tard, de sorte que ceux qui venaient à pied des extrémités du royaume n'avaient guère de moyens d'arriver à temps. La dépense fut mise à la charge des localités, obstacle peut-être insurmontable pour les pays les plus pauvres.

Mais, dans un si grand mouvement, y avait-il des obstacles ? On se cotisa, comme on put ; comme on put, on habilla ceux qui faisaient le voyage ; plusieurs vinrent sans uniformes. L'hospitalité fut immense, admirable, sur tout la route : on arrêtait, on se disputait les pèlerins de la fête. On les forçait de faire halte, de loger, manger, tout au moins boire au passage. Point d'étranger, point d'inconnu, tous parents. Gardes nationaux, soldats, marins, tous allaient ensemble (...).

Et, en traversant par bandes les villages ou les villes, ils chantaient de toutes leurs forces, avec une gaieté héroïque, un chant que les habitants, sur leurs portes, répétaient (...):

*“Ah ça ira ! ça ira ! ça ira !
Celui qui s'élève on l'abaissera ;
et qui s'abaisse on l'élèvera, etc.”*

(...) Le Parisien le chanta avec une mesure pressée, une vivacité violente, en préparant le champ de la fédération, en retournant le Champ-de-Mars (2) (...). La ville de Paris y avait mis quelques milliers d'ouvriers fainéants, à qui un pareil travail aurait coûté des années. Cette mauvaise volonté fut comprise. Toute la population s'y mit. Ce fut un étonnant spectacle.

De jour, de nuit, des hommes de toutes classes, de tout âge, jusqu'à des enfants, tous, citoyens, soldats, abbés, moines, acteurs, sœurs de Charité, belles dames, dames de la halle, tous maniaient la pioche, roulaient la brouette, menaient le tombereau. Des enfants allaient devant, portant des lumières ; des orchestres ambulants animaient les travailleurs ; eux-mêmes, en nivelant la

terre, chantaient ce chant niveleur : “Ah ça ira ! ça ira ! ça ira ! Celui qui s'élève on l'abaissera !”

Le chant, l'œuvre et les ouvriers, c'est une seule et même chose, l'égalité en action (...). Les pauvres, pourtant, il faut le dire, donnaient davantage. C'était après leur journée, une lourde journée de juillet, que le porteur d'eau, le charpentier, le maçon (...) allaient piocher au Champ-de-Mars. A ce moment de la moisson, les laboureurs ne se dispensèrent point de venir. Ces hommes lassés, épuisés, venaient, pour délassement, travailler encore aux lumières.

Ce travail, véritablement immense, qui d'une plaine fit une vallée entre deux collines, fut accompli, qui le croirait ? en une semaine ! Commencé précisément au 7 juillet, il finit avant le 14.

La chose fut menée d'un grand cœur, comme une bataille sacrée. L'autorité espérait, par sa lenteur calculée, entraver, empêcher la fête de l'union ; elle devenait impossible. Mais la France voulut et cela fut fait. Ils arrivaient, ces hôtes indésirés, ils remplissaient déjà Paris (...). On ne les laissa pas, pour la plupart, aller à l'auberge. Les Parisiens, logés comme on sait, fort à l'étroit, se serrèrent, et trouvèrent le moyen de recevoir les fédérés.

Quand arrivèrent les Bretons, ces aînés de la liberté, les vainqueurs de la Bastille s'en allèrent à leur rencontre jusqu'à Versailles, jusqu'à Saint-Cyr. Après les félicitations et les embrassades, les deux corps réunis, mêlés, entrèrent ensemble à Paris.

Un sentiment inouï de paix, de concorde, avait pénétré les cœurs (...).

L'Assemblée elle-même sembla gagnée par l'enthousiasme universel (...). Un député de la Franche-Comté dit qu'au moment où les fédérés arrivaient, on devait leur épargner l'humiliation de voir les provinces enchaînées aux pieds de Louis XIV, à la place des Victoires, qu'il fallait faire disparaître ces statues.

Un député du Midi, profitant de l'émotion généreuse que cette proposition excitait dans l'Assemblée, demanda

(2) C'est à cet endroit qu'aujourd'hui s'élève la tour Eiffel.

qu'on effaçât tous les titres fastueux qui blessaient l'égalité, les noms de comtes, de marquis, les armoiries, les livrées (...). L'Assemblée, séance tenante, abolit la noblesse héréditaire (19 juin 1790).

La plupart de ceux qui avaient voté en eurent regret le lendemain. L'abandon des noms de terre, le retour aux noms de familles presque oubliés, désorientait tout le monde : La Fayette devenait tristement M. Motier, Mirabeau enrageait de n'être plus que Riquetti" (Michelet, *op. cit.*, tome 1, pages 333 à 337).

Bien entendu, la Révolution française était une révolution "nationale", mais son mouvement dépassait les frontières nationales. C'est ainsi qu'on voit se constituer un "comité européen" :

"Dans la même séance où l'Assemblée décréta l'abolition de la noblesse, elle avait reçu une députation étrange, qui se disait celle des députés du genre humain. Un Allemand du Rhin (...) présenta à la barre une vingtaine d'hommes de toutes nations dans leurs costumes nationaux, Européens, Asiatiques. Il demanda en leur nom de pouvoir prendre part à la fédération du Champ-de-Mars, "au nom des peuples, c'est-à-dire des légitimes souverains, partout opprimés par les rois". Tels furent émus, d'autres rirent.

Cependant, la députation avait un côté sérieux ; elle comprenait des hommes d'Avignon, de Liège, de Savoie, de Belgique, qui, véritablement, voulaient alors être Français. Elle comprenait des réfugiés d'Angleterre, de Prusse, de Hollande, d'Autriche, ennemis de leurs gouvernements, qui, à ce moment même, conspiraient contre la France. Ces réfugiés semblaient un comité européen" (Michelet, *op. cit.*, tome 1, page 337).

C'était le caractère universel de la Révolution française qui s'affirmait ainsi, face à la coalition des rois :

"En face de la fédération des peuples, il s'en faisait une des rois (...). L'affaire s'arrangeait personnellement par les rois, à l'insu des ambassadeurs, des ministres" (Michelet, *op. cit.*, tome 1, page 337).

LA FÊTE DE LA FÉDÉRATION DE 1789, L'ABOLITION DES PRIVILÈGES ET DES PROVINCES

"Voilà enfin le 14 juillet, le beau jour tant désiré, pour lequel ces braves gens ont fait le pénible voyage. Tout est prêt. Pendant la nuit même, de crainte de manquer la fête, beaucoup, peuple ou garde nationale, ont bivouaqué au Champ-de-Mars. Le jour vient (...). Les premiers qui arrivèrent, pour faire bon cœur contre la pluie et dépit au mauvais temps, se mirent bravement à danser. Leurs joyeuses farandoles, se déroulant en pleine boue, vont s'ajoutant sans cesse de nouveaux anneaux, dont chacun est une province, un département ou plusieurs pays mêlés. La Bretagne danse avec la Bourgogne, la Flandre avec les Pyrénées... Nous les avons vus commencer, ces groupes, ces danses ondoyantes, dès l'hiver de 89. La farandole immense qui s'est formée peu à peu de la France tout entière, elle s'achève au Champ-de-Mars, elle expire... Voilà l'unité !

(...) Ceci, c'est la paix, mais une paix toute guerrière. Les trois millions d'hommes armés qui ont envoyé ceux-ci ont entre eux plus de soldats que les rois de l'Europe. Ils offrent la paix fraternelle, mais n'en sont pas moins prêts au combat" (Michelet, *op. cit.*, tome 1, pages 338 et 339)

Quinze jours plus tard, le 3 août 1789, l'Assemblée nationale abordait la question des privilèges. Jaurès en dit :

"Laisée à elle-même, l'Assemblée se fût bornée probablement à détruire les privilèges d'impôt et à abolir la servitude personnelle (...). Le mouvement paysan l'acculait. Il fallait ou bien organiser dans toute l'étendue des campagnes une répression bien difficile et bien dangereuse, ou céder à l'élan des paysans révoltés" (Jean Jaurès, *Histoire socialiste de la Révolution française*, tome 1, page 394).

C'est la noblesse elle-même qui va sortir l'Assemblée de l'impasse :

"En face de ces bourgeois des villes, méticuleux, timorés et qui tremblaient si fort pour la propriété qu'ils étaient tentés de défendre jusque sous l'odieuse forme

féodale, voici de grands seigneurs hardis, qui semblaient offrir le sacrifice de leurs privilèges les plus détestés. Et que perdaient-ils ? Rien. Car ces privilèges qu'on abandonnait étaient abolis de fait par l'universel soulèvement des paysans ; comment aller leur reprendre ces titres brûlés ? (Jean Jaurès, *op. cit.*, tome 1, page 400).

C'est ainsi que la noblesse, en abandonnant d'elle-même ses privilèges, réussit (au grand soulagement de la bourgeoisie) à en préserver toute une partie, qui devait être "rachetable"... par des paysans sans le sou. Michelet décrit, lui, avec un enthousiasme fervent, cette fameuse nuit du 4 août, et en souligne une conséquence logique :

"C'était le 4 août (1789), à huit heures du soir, heure solennelle où la féodalité, au bout d'un règne de mille ans, abdiqua, abjura, se maudit (...). Tout semblait fini. Une scène non moins grandiose commençait. Après les privilèges des classes, vinrent ceux des provinces. Celles qu'on appelait pays d'Etat, qui avaient des privilèges à elles, des avantages divers pour les libertés, pour l'impôt, rougirent de leur égoïsme, elles voulurent être France (...).

Le Dauphiné, dès 1788, l'avait offert (...). Il renouvela cette offre (...). Les Bretons, quoique liés par leurs mandats, liés par les anciens traités de leur province avec la France, ne manifestèrent pas moins le désir de se réunir. La Provence en dit autant, puis la Bourgogne et la Bresse, la Normandie, le Poitou, l'Auvergne, l'Artois. La Lorraine (...). Puis ce fut le tour des villes (...). Les officiers de justice ne pouvaient percer la foule qui entourait la tribune, pour y apporter leur tribut (...).

*La nuit était avancée, il était deux heures du matin. Elle emportait, cette nuit, l'immense et pénible songe du Moyen Age. L'aube qui commença bientôt était celle de la liberté" (Michelet, *op. cit.*, tome 1, pages 195 et 196).*

Autre conséquence logique : la laïcisation de l'état civil, dont le registre est ôté à l'Eglise, jusque-là dépositaire du "lien sacré" du mariage. L'Assemblée législative, le 20 septembre 1791, décrète :

« "Les municipalités recevront et conserveront à l'avenir les actes destinés

à constater les naissances, mariages et décès... (...). Dans la huitaine, le maire ou un officier municipal sera tenu de se transporter avec le secrétaire-greffier aux églises paroissiales, presbytères et aux dépôts de registres de tous les cultes (...). Les registres courants seront clos (...). Tous les registres, tant anciens que nouveaux, seront déposés à la maison commune (...)." *En même temps, et par une conséquence toute logique, la législative institue le divorce* » (Jean Jaurès, *Histoire socialiste de la Révolution française*, tome 3, pages 301 et 302).

LA CONSTITUTION DE LA RÉPUBLIQUE, UNE ET INDIVISIBLE, ET LA FÊTE DE LA FÉDÉRATION DU 10 AOÛT 1793

Mais le pays n'était encore qu'une fédération régie par une monarchie constitutionnelle. Après la tentative de fuite du roi Louis XVI et face à la déclaration de guerre des armées européennes coalisées pour défendre la royauté, l'Assemblée déclare "la patrie en danger". Des volontaires montent par milliers sur Paris. Ces fédérés attendent dans l'ébullition de pouvoir s'enrôler.

Le 10 août 1792, ce sont eux, avec la population de Paris, qui investissent le Louvre, où se tient le roi. Le roi est déchu, ce qui ouvre la voie à la constitution de la République.

*"L'Assemblée constituante, dont l'épine dorsale se composait de l'élite du tiers état, concentrait entre ses mains le pouvoir sans supprimer, pourtant, en totalité, les prérogatives du roi. La période de l'Assemblée constituante est celle d'une critique dualité de pouvoirs, qui s'achève par la fuite du roi jusqu'à Varennes et n'est formellement liquidée qu'avec la proclamation de la République" (Léon Trotsky, *Histoire de la révolution russe*, Seuil, tome 1, page 254).*

Le 21 septembre 1792, la République est proclamée. La veille, l'armée des volontaires a battu à Valmy les armées royalistes :

« Toute l'armée, des hauteurs du moulin jusqu'au bas des pentes, crie : "Vive la nation !" Et tout ce que, depuis trois ans, ce mot accumulait en soi d'énergies radieuses se communique à tous les cœurs (...). C'est maintenant l'armée prussienne qui s'étonne. Ce cri retentit en elle comme le cri de tout un peuple. Est-ce donc toute une nation qu'il faut combattre ? » (Jean Jaurès, *Histoire socialiste de la Révolution française*, tome 3, page 322).

« La Convention avait dressé, le 21 septembre, au pavillon des Tuileries, le drapeau de la République. Deux mois n'étaient pas écoulés, et tous les peuples environnants l'avaient embrassé, ce drapeau planté sur les tours de leurs villes. Les 24 et 29 septembre, Chambéry, Nice, ouvrent leurs portes (...). Mayence, le 24 octobre, reçoit nos armées, aux applaudissements de l'Allemagne. Le 14 novembre, le drapeau tricolore est arboré sur Bruxelles ; l'Angleterre et la Hollande le voient avec terreur flotter à la tour d'Anvers. En deux mois, la Révolution avait, tout autour, inondé ses rivages (...). Le plus merveilleux, dans cette conquête admirable, c'est que ce ne fut pas une conquête. Ce ne fut rien d'autre qu'un mutuel élan de fraternité (...). Belle victoire ! (...) Il n'y avait pas de vaincus !

L'unité de la patrie, l'indivisibilité de la République, c'est le mot saint et sacré de 93 (...). Point de vie hors de l'unité. Nul axiome plus sûr (...). La France, sortie de l'âge barbare, ne pouvait plus se contenter de la fausse unité royale, qui, si longtemps, avait couvert une désunion réelle. Elle ne pouvait pas non plus accepter la faible unité fédérative (...). L'ancienne France elle-même, malgré le semblant d'unité que la royauté lui donnait, avec sa diversité infinie de coutumes, de poids, de mesures, avec ses douanes entre provinces, avec ses pays d'Etats et de privilèges divers, tenait beaucoup de la faiblesse et de l'hétérogénéité des Etats fédératifs. C'était, sous un roi, une fédération grossière, où toutes les formes sociales, fiefs, républiques, quasi-royautés princières coexistaient, dans une confusion inexprimable, des maux infinis de détails, un désaccord ridicule » (Michelet, *op. cit.*, tome 2, pages 268 et 269).

« La Fête de la Fédération du 10 août 93 était la "fête de l'Union, de l'Unité et de l'Indivisibilité française".

Des délégués de toute la France étaient venus, apportant l'adhésion des assemblées primaires à la Constitution » (Jean Jaurès, *Histoire socialiste de la Révolution française*, tome 6, page 215).

David avait tracé le plan de la cérémonie, qui semble avoir amplement dépassé les artistiques "défilés du bicentenaire" de 1989. Jaurès cite *in extenso* la description des six "stations". Pour la première,

"le rassemblement s'est fait sur l'emplacement de la Bastille (...). Le cortège a dirigé sa marche par les boulevards. En tête étaient les sociétés populaires (...). Le second groupe a été formé par la Convention nationale marchant en corps (...). Les commissaires des envoyés des assemblées primaires des quatre-vingt-six départements ont formé une chaîne autour de la Convention nationale ; ils étaient unis les uns aux autres par le lien léger, mais indissoluble, de l'unité et de l'indivisibilité) que doit former un cordon tricolore. Chacun d'eux était distingué par une pique, portion du faisceau qui lui a été confié par son département (...). Le troisième groupe était formé par toute la masse du peuple souverain" (Jean Jaurès, *op. cit.*, tome 3, page 217).

Puis, les commissaires mettent le feu au bûcher des tyrans.

La dernière station a lieu au Champ-de-Mars. Après s'être tous courbés pour passer sous un portique dont les deux poteaux sont l'égalité et la liberté, la Convention nationale et les envoyés des départements montent les marches de "l'autel de la patrie" :

"Cette cérémonie terminée, le peuple s'est arrangé autour de l'autel ; là, le président de la Convention nationale, ayant déposé sur l'autel de la patrie tous les actes de recensement des votes des assemblées primaires, le vœu des Français sur la Constitution a été proclamé en présence de tous les envoyés du souverain et sous la voûte du ciel.

Le peuple a fait serment de la défendre jusqu'à la mort ; une salve générale a annoncé cette sublime prestation ; le serment fait, les 86 commissaires des assemblées primaires se sont avancés vers le président de la Convention, ils lui ont remis chacun la portion du faisceau qu'ils ont portée à la main tout le temps de la marche ; le président s'en est saisi,

il les a rassemblées toutes ensemble avec un ruban tricolore, puis il a remis au peuple le faisceau étroitement réuni en lui représentant qu'il sera invincible s'il ne se divise pas."

Cette description est citée par Jaurès, qui ajoute :

« C'est un spectacle sans précédent dans l'histoire. Ceux qui parlent à ce propos de la résurrection des antiques fêtes romaines sont dupes du décor (...). C'est plus ici que l'esprit romain d'une aristocratie portée par des esclaves : c'est la fierté de tout un peuple libre ; c'est l'orgueil du travail affranchi et qui sait que sans lui la propriété périrait. Le peuple ouvrier est associé avec ses outils

à la vaste espérance, et une large ouverture d'horizon sollicite le rêve des prolétaires. Eux aussi, ils étaient hier comme cette pierre d'un cachot de la Bastille : "Cette pierre n'a jamais été éclairée" » (Jean Jaurès, *op. cit.*, tome 3, pages 220 et 222).

L'"Europe des régions", ce n'est pas seulement la remise en cause des acquis de la classe ouvrière, c'est la destruction de tout ce qui demeure des conditions révolutionnaires dans lesquelles la bourgeoisie a renversé l'"Ancien Régime". C'est bien la réaction sur toute la ligne.

Catherine Louise

Discussion avec des militants russes sur le Manifeste adopté lors du Quatrième Congrès mondial

La publication en russe du Manifeste adopté lors du Quatrième Congrès mondial de la IV^e Internationale a suscité une discussion parmi des militants en Russie.

Sur cette base, il a été décidé en commun de publier un bulletin de discussion. Le premier numéro contient donc deux contributions de militants russes et une contribution de militants de la IV^e Internationale dialoguant avec ces deux militants.

Il ne s'agit pas d'une "réponse" de la IV^e Internationale, car celle-ci se situe sur le terrain de libre discussion entre militants ouvriers. C'est pourquoi il a été décidé de publier régulièrement ce bulletin de discussion en russe. Nous publierons dans *La Vérité* les éléments de cette discussion.

De la magie des mots

Par A. Nartov

Bien que partageant pour l'essentiel l'analyse critique du "capitalisme sénile" exposée dans les résolutions du congrès de la IV^e Internationale et tout en approuvant pleinement l'idée d'une large coalition anticapitaliste, je dois souligner un trait

qui (de mon point de vue) affaiblit l'acuité de l'analyse des théoriciens de la IV^e Internationale et donne l'illusion de la clarté dans un domaine où de nombreux problèmes exigent d'être plus longuement — fondamentalement — étudiés.

Il s'agit d'un ensemble de notions (et de phénomènes) liés aux termes de "propriété privée"-"propriété sociale". Riche de l'expérience de la vie dans un pays où, formellement, dans le cadre des définitions traditionnelles, l'antagonisme entre "*le caractère social de la production et le caractère privé de l'appropriation*" a été surmonté, je sais trop bien que le problème fondamental de l'exploitation de l'homme par l'homme n'est pas résolu dès que l'on confère à la propriété un statut où elle n'a plus de maître individuel (privé) nommé désigné. L'illusion d'optique née de la dichotomie "propriété privée-propriété sociale" obscurcit le contenu réel de ces notions, empêche de voir l'étonnante ressemblance de leur facture. En se détachant des mots pour se concentrer sur l'essence des choses, l'on découvre que la "propriété privée capitaliste" et la "propriété sociale socialiste" sont absolument identiques par un aspect fondamental, l'appui massif sur le travail de ceux qui n'ont rien. L'essence de ces formes de propriété prétendument contradictoires est la même et s'exprime dans un terme bien connu du jeune Marx : "*l'aliénation*".

Ces deux formes de propriété reposent sur le travail de ceux qui n'ont rien et elles ne se distinguent que par le degré d'anonymat du maître réel. Dans le premier cas, il est plus ou moins (et au cours de ce siècle, de moins en moins) clairement défini ; dans le second, il est camouflé par les mécanismes de l'appropriation.

D'une façon générale, la question de l'aliénation est toujours posée, dès lors que se forme un groupe de gens qui associent leurs biens et leurs efforts. Assez facile à résoudre dans le champ de rapports personnels, cette question pose déjà de grands problèmes dans le cadre d'une grande entreprise et des problèmes encore plus grands à l'échelle d'une unité géographique. Ce problème est, fondamentalement, celui de la démocratie ouvrière, celui du contrôle des travailleurs sur l'équipe, fonctionnellement indispensable, des administrateurs.

L'expérience du "socialisme réel" a montré que c'était un problème crucial.

La question est trop importante pour être remise à plus tard. Le phénomène de "dégénérescence", de "perversion" en Russie après Octobre recèle le même ressort conflictuel.

Sur la base de la masse des appréciations portées sur des situations diverses par les théoriciens de la IV^e Internationale dans son congrès, j'incline à penser que, sur cette question, leur position ne reflète pas l'idéologie d'une couche prête, une fois au pouvoir, à confisquer aux travailleurs — bien entendu, sans y chercher aucun avantage — le soin d'organiser la production, mais est la conséquence d'une espèce de magie des mots, que n'a pas suffi à dissiper l'amère expérience de ceux qui ont prétendu représenter la "force dirigeante" et le "maître" de la société.

Des buts et des critères

Par O. Vorobiev, F. Semkine

A la suite de nos camarades de "Solidanorst", nous sommes prêts à approuver le diagnostic porté lors du congrès : le capitalisme actuel ne recèle pas de ressources progressistes. Nous ne pouvons que saluer le fait que "*le facteur subjectif de la production*" — l'homme — constitue dans les matériaux du congrès de la IV^e Inter-

nationale un argument clé. Comme l'a dit le rapporteur, les forces productives, c'est avant tout la force de travail humaine.

La logique des critiques faites au capitalisme actuel ne fait pour nous aucun doute : les investissements productifs diminuent, le capital spéculatif croît de façon exponentielle, bien qu'il ne puisse

être assuré que par les gains matériels procurés par cette même production délaissée des investisseurs.

Le capitalisme scie la branche sur laquelle il est assis. Dans la situation actuelle, il ne survit qu'en abaissant le coût de la force de travail. Mais cette voie est sans issue. La vache qu'on nourrit de moins en moins peut un jour cesser de donner du lait. La conclusion vient d'elle-même : le capitalisme est entré dans une phase descendante, il a épuisé son potentiel positif.

Les objections portées à cette thèse ne tiennent pas. Certes, le progrès scientifique et technique, fondé sur l'accumulation des connaissances, ne s'est pas arrêté. Mais d'abord, la science actuelle et les rapports de production actuels, ce sont deux choses différentes. Ensuite, on peut évoquer bien des faits qui témoignent que les rapports socio-économiques actuels sapent les bases mêmes de la science. Citons (sans entrer dans les détails) ne serait-ce que l'effondrement, partout dans le monde — sur le plan quantitatif comme qualitatif —, de l'édition.

Il est vrai aussi que la base matérielle et technique du capitalisme est encore capable de bien des réalisations dans le domaine technique. Mais la hache et la pelle non plus n'ont pas épuisé leurs possibilités techniques. Il ne s'ensuit pas que le régime primitif où ces instruments sont apparus puisse assurer notre avenir.

Pour commencer, il est utile de poser la question du fatalisme historique. On peut la formuler ainsi : l'homme est-il capable d'influencer le cours et le caractère du processus politico-social, ou ce dernier est-il soumis à une loi, un scénario spécifique, qui ne permet pas aux acteurs de modifier le sujet à leur guise ? Les marxistes répondent par la dialectique du hasard et de la nécessité, du subjectif et de l'objectif, et dégagent une certaine marge de manœuvre dans le flot strictement déterminé des événements. Il est pour nous important que les marxistes reconnaissent l'utilité et la nécessité des efforts organisés et conscients des hommes, et donc reconnaissent leur capacité à déterminer, dans une certaine mesure, le cours des événements.

Ensuite, il vaudrait la peine, à nos yeux, de mieux définir ce que nous pensons de la notion, cruciale pour notre

sujet, de progrès, et avant tout d'en donner une définition satisfaisante. En général, on entend par progrès social le passage à un état meilleur, plus achevé, de l'humanité. Les appréciations divergent suivant les critères d'appréciation du "meilleur", c'est-à-dire que, dès le départ, nous nous heurtons à la question du "bien et du mal". Il est facile de constater que le marxisme, malgré sa tendance à l'objectivisme et sa discrétion sur les questions de morale, pose la question sur une base fondamentalement éthique : il décide de ce qui est bien et appelle les gens à le servir.

Il nous semble que la compréhension marxiste (tout comme la compréhension bourgeoise) de l'idée de progrès est dans l'ensemble beaucoup trop mécanique et se limite pour l'essentiel à des paramètres quantitatifs (en ce sens, l'analyse de la IV^e Internationale nous paraît constituer, dans le cadre de cette théorie, un grand pas en avant). De ce point de vue, l'apparition du capitalisme est appréciée entièrement comme un phénomène positif, comme une étape normale vers une meilleure organisation du monde.

D'où vient une appréciation aussi catégorique ? Sûrement pas du fait que le capitalisme ait été inévitable. Pas un fataliste ne prêchera la mort au seul motif qu'elle est inévitable. Le capitalisme est déclaré progressiste parce qu'il développe les forces productives de l'humanité : la vapeur, l'électricité, les chemins de fer, l'industrie, le commerce, la croissance massive des marchandises.

A notre avis, une telle définition repose sur au moins deux erreurs. La première : on attribue au capitalisme des mérites qu'il n'a pas réellement. La deuxième : hypnotisés par la quantité, les défenseurs du "capitalisme ascendant" ne remarquent pas les pertes qualitatives immenses liées à l'apparition de l'économie capitaliste.

Précisions : la vapeur, les chemins de fer, le télégraphe, etc., sont le résultat, d'une part, du développement de la science et de la technique, de l'autre, de l'abolition du joug féodal (remarquons que la chute du féodalisme ne signifie pas automatiquement l'apparition du capitalisme). Ensuite, le processus d'aliénation engendré par le capitalisme, et qui lui est indissolublement lié, a eu aussitôt les conséquences les plus négatives sur l'élément le

plus important de la force productive, sur l'homme. Il n'est pas difficile de calculer l'augmentation de la production de fonte et d'acier, il est plus compliqué de dire combien l'humanité a perdu de potentiel intellectuel et créateur parce qu'une partie de l'humanité a été réduite à l'état d'instrument, tandis que l'autre, concentrant en ses mains toute cette quantité si heureusement produite, se consacrait à développer les stéréotypes de la médiocrité sociale.

Notre point de vue est le suivant : le progrès a eu lieu non pas grâce au capitalisme, qui a signifié la mise en esclavage des forces créatives de l'humanité, mais malgré lui. Nous sommes d'accord : le capitalisme actuel n'est pas un facteur créatif (progressiste). Nous ajoutons seulement : il ne l'a jamais été. L'invention de l'électricité, ce n'est pas le capitalisme, l'énergie créatrice du travailleur non aliéné, ce n'est pas le capitalisme... Il y a eu une explosion sociale, la révolution a emporté les barrières féodales. La bourgeoisie, comme on le sait, a été au cours de cette révolution en partie avec le peuple, mais en même temps elle a aussitôt commencé à élever de nouveaux remparts face à l'initiative des travailleurs. Oui, la bourgeoisie a besoin d'un prolétariat éduqué et elle a construit des écoles. Mais qui se risquera à affirmer que le travailleur libre est moins qualifié que le prolétaire ? Le processus du passage du travail artisanal au labeur industriel s'est accompagné d'une énorme augmentation de la quantité d'objets produits, mais le corollaire était l'abaissement de leur qualité. Les fruits de cette croissance profitaient exclusivement à la bourgeoisie, lui permettant de se livrer à ces excès de la civilisation qui suscitent une juste indignation.

Il est possible que notre analyse soit qualifiée de petite-bourgeoise par ceux qui attachent le plus d'importance à l'un des avantages du capitalisme : ce régime, en rassemblant les prolétaires dans le processus de production, a forgé l'unité d'une classe capable d'une lutte organisée et solidaire pour abattre ce même régime. La psychologie du boutiquier suffisant nous répugne profondément et nous savons le prix de la solidarité. Mais nous pensons que celui qui fait l'éloge d'un régime parce que celui-ci engendre son propre fossoyeur n'est pas lui-même très convaincu de la valeur de celui-ci.

Pour définir ce qu'est le progrès, il est très important de définir le but du mouvement. S'il s'agit, comme le dit Marcuse, d'en "*finir avec la malédiction du travail*", s'il s'agit d'une énorme usine de travailleurs employés par l'Etat, alors, effectivement, la bourgeoisie a apporté au monde quelque chose d'assez proche de l'idéal. Mais si le but est la libre association de créateurs-maîtres de leur destin, alors, le capitalisme dans toutes ses phases n'est qu'un zigzag en arrière sur le chemin sinueux de l'histoire. Alors, même une critique passéiste sera plus proche de la vérité et répondra mieux aux exigences de l'actualité.

Mais supposons que le capitalisme ait été inévitable. Cela avait-il un sens de résister à ce mal fatal, comme l'ont fait les "idéalistes romantiques réactionnaires", ou fallait-il le reconnaître comme un phénomène progressiste, comme un pas légitime sur le chemin de l'évolution ? Nous répondrons par une analogie. Dans les années 1930, l'Allemagne a sombré inévitablement dans le fascisme. L'idée n'est pourtant encore venue à personne de qualifier les résistants de romantiques réactionnaires.

A propos de la magie des termes

Par Jean-Jacques Marie

I. — L'expérience historique et concrète de l'Union soviétique confirme-t-elle effectivement que le passage de la propriété privée des moyens de production à la propriété sociale ne règle pas le problème de l'exploitation de l'homme par l'homme parce que "propriété privée capitaliste" et "propriété sociale socialiste" reposent toutes deux sur l'aliénation, et que leur opposition n'est donc qu'apparente ou formelle ?

Certes, si l'on met en rapport la révolution d'Octobre expropriatrice et la réalité contemporaine, chacun est en droit de se poser la question des rapports entre propriété sociale et propriété privée. Et pourtant, aussi concret que puisse apparaître ce passage : « *illusion d'optique née de la dichotomie "propriété privée et propriété sociale" (...), qui empêche de voir l'étonnante ressemblance de leur facture...* », il s'agit en réalité d'une abstraction.

Ce passage oublie les réalités suivantes :

a) L'expropriation par la révolution d'Octobre de la propriété privée des grands moyens de production, si elle constitue le fondement de la propriété sociale, n'est pas identique au "socialisme", société sans classes et sans Etat. L'expropriation par la révolution prolétarienne est une condition nécessaire, indispensable, mais ouvre une période de **transition** entre le capitalisme et le socialisme.

b) La question : "*Lequel des deux systèmes l'emportera ?*", formulée par Lénine, ne peut être réglée qu'à l'échelle de la révolution mondiale. Entre l'expropriation qui réalise les fondements de la propriété sociale, et le socialisme, des catégories du capitalisme subsisteront : salaires, monnaies, etc., démontrant que la condition du socialisme, à savoir la satisfaction des besoins sociaux, n'est pas réa-

lisée. Et cette condition ne peut être réalisée qu'à l'échelle mondiale.

c) Le conflit historique entre propriété privée et propriété sociale, entre "*socialisme dans un seul pays*" et révolution mondiale assurant les bases du socialisme, a été tranché par la réintégration de l'URSS dans le système pourrissant de la propriété privée des moyens de production.

d) L'Etat ouvrier est un Etat bourgeois sans bourgeoisie. Cela complète la réponse à la question "qui l'emportera" de la propriété sociale ou de la propriété privée.

Propriété sociale : Etat ouvrier, République des conseils ouvriers, démocratie ouvrière.

Propriété privée : Etat bourgeois garantissant le système de l'exploitation capitaliste.

Qui l'emportera ? Cette question doit être mesurée par le degré de "dépérissement de l'Etat", c'est-à-dire par le renforcement continu du contrôle de la démocratie ouvrière (conseils) sur l'Etat et l'économie, la "transition" garantissant l'extinction progressive des catégories du capitalisme, en particulier des différenciations dans le domaine des salaires.

L'aboutissement de la pseudo-théorie antimarxiste du "*socialisme dans un seul pays*" a été la couverture idéologique de l'accroissement monstrueux des inégalités et des privilèges constitutifs de la bureaucratie restaurationniste, expropriant politiquement le prolétariat en anéantissant la démocratie ouvrière des conseils.

e) L'effondrement de l'URSS a tranché. La bureaucratie, se camouflant derrière le "*socialisme dans un seul pays*", a conduit à la restauration du capitalisme, dans une situation mondiale où la perpétuation du système pourrissant de la propriété privée n'ouvre à l'humanité comme perspective que l'effondrement dans la barbarie.

L'analyse de Léon Trotsky consignée dans *La Révolution trahie*, le programme de la IV^e Internationale ont été vérifiés.

L'affirmation de A. Nartov repose en fait sur l'idée qu'il existait effectivement deux marchés et deux camps (capitaliste et socialiste) complètement distincts et séparés, se développant chacun à part, et rigoureusement (quoique formellement...) antagoniques, comme l'affirmait Staline dans les *Problèmes économiques du socialisme*.

Or l'expropriation du capital, première condition pour régler la contradiction entre la forme collective du processus de production et la forme individuelle ou privée de la propriété des moyens de production, n'est que la prémisses ou une condition nécessaire ou première, mais nullement décisive du socialisme.

L'impossibilité d'édifier le socialisme dans un seul pays repose sur le fait que le capitalisme ayant unifié la planète en un marché mondial, les formes de propriété et les rapports sociaux existant en URSS sont toujours restés partie intégrante de ce marché mondial capitaliste et subordonnés à lui, et ce d'autant plus fortement que l'URSS était un pays économiquement arriéré.

Certes, l'expropriation du capital et le monopole étatique du commerce extérieur constituaient un obstacle partiel et un frein à cette domination, mais ils n'annulaient nullement la formidable pression économique, sociale, militaire et politique de l'impérialisme dominant, et n'empêchaient pas l'économie soviétique d'être subordonnée aux lois fondamentales du capital (et donc d'en relayer l'aliénation). C'est ce que Lénine disait à sa manière en définissant l'Etat soviétique comme "*un Etat bourgeois sans bourgeoisie*", puisque cette dernière avait été expropriée. La pression de l'impérialisme dominant le marché mondial a eu un caractère économique (subordination de l'économie soviétique aux lois du capital), social (dégagement d'une bureaucratie parasitaire incontrôlée, animée de profondes tendances à la restauration de la propriété privée) et politique (expropriation politique de la classe ouvrière, liquidation de toute forme de démocratie ouvrière, renforcement monstrueux de l'Etat et de son appareil répressif : la dictature bolche-

vique — dictature de guerre civile — s'est ainsi transformée en dictature de la bureaucratie), alors que l'une des conditions fondamentales du caractère social de la propriété est la démocratie ouvrière (le contrôle des producteurs sur leur propre activité productrice, dont la forme historique à ce jour la plus avancée est celle des conseils ouvriers et de leur système) ; ce dernier phénomène a pris la forme définie par Trotsky dans une formule lapidaire : "*L'Etat bourgeois sans bourgeoisie s'est révélé incompatible avec une démocratie soviétique authentique.*" Et il précise plus loin, dans le même sens : "*La propriété d'Etat devient socialiste au fur et à mesure qu'elle cesse d'être propriété d'Etat*", puisqu'elle ne peut devenir pleinement sociale et socialiste qu'avec le dépérissement de l'organe de contrainte qu'est l'Etat, qui ne peut évidemment s'effectuer dans un seul pays.

En URSS, la dégénérescence bureaucratique s'est exprimée précisément en ce que l'Etat n'a cessé de se renforcer, et donc de menacer les éléments socialistes mêmes de la propriété d'Etat. La pression de l'impérialisme, qui suscitait ce développement hypertrophié de l'Etat, a en même temps ruiné la propriété d'Etat et, en débouchant sur la restauration de la propriété privée, a ramené l'économie de l'URSS des décennies en arrière.

La propriété en URSS n'a donc été que partiellement sociale et n'a jamais été socialiste, car il lui a manqué cette dimension fondamentale de la démocratie ouvrière ou soviétique, qui ne saurait, pour les raisons ci-dessus rappelées, être effectivement réalisée qu'à l'échelle de la planète, ou du moins de ses principaux pays. C'est le sens de la "révolution mondiale", que tous les défenseurs du désordre existant définissent comme une utopie ou un rêve absurde, pour convaincre les travailleurs du monde que le socialisme est impossible.

II. — Selon O. Vorobiev et F. Semkine, le "progrès" effectué sous le capitalisme a été purement mécanique et quantitatif, et a été en réalité obtenu non grâce au développement du capitalisme, qui a débouché sur l'asservissement de l'énergie créatrice de l'humanité, mais malgré lui. Le passage de l'artisanat au prolétariat

aurait engendré un développement quantitatif des marchandises, mais un déclin qualitatif. Dès lors, le pourrissement économique et social du capitalisme ne modifierait profondément rien.

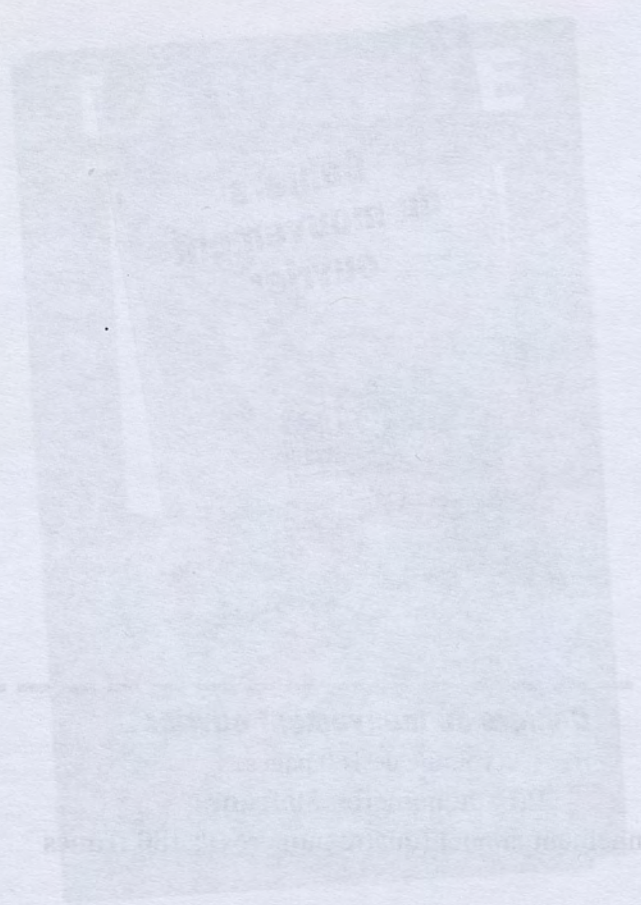
Cette vision de l'histoire passée repose sur le choix arbitraire d'un unique élément (le développement quantitatif opposé au développement qualitatif), par ailleurs très contestable : le locataire actuel d'un appartement d'un immeuble moderne de qualité moyenne vit mieux que Louis XIV dans son Palais de Versailles, il est mieux chaussé que lui et se déplace, dans la plus modeste voiture, en tram ou en bus, avec plus de confort et d'efficacité que dans le plus luxueux et le plus admirablement travaillé des carrosses sous François I^{er}, Louis XIV ou Louis XVI.

L'univers artisanal et borné des corporations n'avait besoin que d'un ensemble de connaissances très réduites et de la maîtrise d'un savoir raffiné, mais extrêmement restreint et limité, sans développements, truffé de rites et de superstitions, et réduit à un ensemble de techniques et à la transmission de traditions. Les sciences exactes, sciences de la nature (géographique, géologie, biologie, chimie, physique), les sciences de l'homme (médecine), etc., n'ont commencé à se développer sérieusement (et de plus en plus vite) qu'avec le développement du capitalisme industriel et commercial : la nécessité de conquérir le monde, d'exploiter ses richesses, a engendré la nécessité de le connaître vraiment et le remplacement des croyances caractéristiques du monde artisanal par celui des connaissances objec-

tives, objectivement vérifiables, et sur lesquelles le capitalisme a fondé le développement de multiples techniques ; c'est là un bond qualitatif (et non quantitatif) fantastique.

Certes, le capitalisme a, dès le début, développé des forces destructives, saccagé la nature, tendu à rejeter le prolétariat dans la déchéance matérielle et intellectuelle et cherché à réserver les bienfaits de son développement à une petite minorité d'individus : mais le développement de l'instruction dans tous les pays capitalistes développés a ouvert de nouveaux horizons à des générations entières, et le prolétariat, utilisant les besoins objectifs de la bourgeoisie ascendante, en a profité pour accéder à une instruction et une qualification minimales infiniment supérieures à la stagnation servile où les maintenait l'univers précapitaliste.

C'est ce "progrès" incontestable, dont les peuples colonisés n'ont tiré que des miettes, mais dont ils ont obtenu hier quelques miettes, que le pourrissement du capitalisme menace de destruction à peu près générale ; développement fantastique des forces destructives, liquidation généralisée de l'instruction publique, transformation de secteurs entiers de la planète en secteurs jugés inutiles livrés à la drogue, au sida, aux guerres ethniques, etc. La stagnation des forces productives et la prolifération du capital spéculatif transforment donc le progrès (relatif et inégal) en régression et modifient ainsi les conditions du combat pour la survie même de l'humanité.



Abonnez-vous à l'abonnement mensuel de la revue.

LA VERTE

Adresse :

Intégration à l'ouvrage :

Abonnement de n° 1 à n° 12 : n° 13 à n° 24 : n° 25 à n° 36 :

Compte de n° 1 : Compte de n° 2 :

Compte de n° 3 : Compte de n° 4 :

Compte de n° 5 : Compte de n° 6 :

Compte de n° 7 : Compte de n° 8 :

Compte de n° 9 : Compte de n° 10 :

Compte de n° 11 : Compte de n° 12 :

Compte de n° 13 : Compte de n° 14 :

Compte de n° 15 : Compte de n° 16 :

Compte de n° 17 : Compte de n° 18 :

Compte de n° 19 : Compte de n° 20 :

Compte de n° 21 : Compte de n° 22 :

Compte de n° 23 : Compte de n° 24 :

Compte de n° 25 : Compte de n° 26 :

Compte de n° 27 : Compte de n° 28 :

Compte de n° 29 : Compte de n° 30 :

Compte de n° 31 : Compte de n° 32 :

Compte de n° 33 : Compte de n° 34 :

Compte de n° 35 : Compte de n° 36 :

Compte de n° 37 : Compte de n° 38 :

Compte de n° 39 : Compte de n° 40 :

Compte de n° 41 : Compte de n° 42 :

Compte de n° 43 : Compte de n° 44 :

Compte de n° 45 : Compte de n° 46 :

Compte de n° 47 : Compte de n° 48 :

Compte de n° 49 : Compte de n° 50 :

Compte de n° 51 : Compte de n° 52 :

Compte de n° 53 : Compte de n° 54 :

Compte de n° 55 : Compte de n° 56 :

Compte de n° 57 : Compte de n° 58 :

Compte de n° 59 : Compte de n° 60 :

Compte de n° 61 : Compte de n° 62 :

Compte de n° 63 : Compte de n° 64 :

Compte de n° 65 : Compte de n° 66 :

Compte de n° 67 : Compte de n° 68 :

Compte de n° 69 : Compte de n° 70 :

Compte de n° 71 : Compte de n° 72 :

Compte de n° 73 : Compte de n° 74 :

Compte de n° 75 : Compte de n° 76 :

Compte de n° 77 : Compte de n° 78 :

Compte de n° 79 : Compte de n° 80 :

Compte de n° 81 : Compte de n° 82 :

Compte de n° 83 : Compte de n° 84 :

Compte de n° 85 : Compte de n° 86 :

Compte de n° 87 : Compte de n° 88 :

Compte de n° 89 : Compte de n° 90 :

Compte de n° 91 : Compte de n° 92 :

Compte de n° 93 : Compte de n° 94 :

Compte de n° 95 : Compte de n° 96 :

Compte de n° 97 : Compte de n° 98 :

Compte de n° 99 : Compte de n° 100 :

A retourner au : 28, rue des Tonnerres, 75010 Paris

Rédaction, administration et correspondance
(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)
87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris-France

Directeur : Pierre Lambert
Comité de rédaction : Malcolm Bagayako, Alan Benjamin, Andreu Camps,
Robert Clément, Miguel Cristobal, Olivier Doriane, François Forgue,
Marc Gauquelin, Lucien Gauthier, Daniel Gluckstein,
Philippe Larsimont, Joao Alfredo Luna, Jean-Jacques Marie,
Jean-Marc Schiappa, Werner Uhde.

Imprimerie ROTINFED 2000 Paris



Commission paritaire : n° 66926 - ISSN 0294-359X